

GARANTIE DE COURS

visant les actions de la société

DOCTISSIMO

Société anonyme au capital de 1.210.363,25 €
33 rue Raffet – 75016 PARIS
399 444 629 R.C.S. PARIS
compartiment C, Eurolist d'Euronext Paris
code ISIN FR0000076150

initiée par la société

LAGARDERE ACTIVE DIGITAL

INFORMATIONS RELATIVES AUX CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE DOCTISSIMO



Le présent document relatif aux autres informations, notamment juridiques, financières et comptables de la société Doctissimo (« Doctissimo » ou « la Société ») a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 avril 2008, conformément à l'article 231-28 du Règlement général de l'AMF et à l'article 6 de l'Instruction 2006-07.

Ce document a été établi sous la responsabilité de Doctissimo.

Ce document complète la note d'information en réponse de Doctissimo visée par l'AMF le 29 avril 2008.

Des exemplaires du présent document relatif aux autres informations de la société Doctissimo ainsi que de la note d'information en réponse de Doctissimo sont disponibles sur le site Internet de Doctissimo (www.medcost.fr) et de l'Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org) et peuvent être obtenus sans frais sur simple demande auprès de

Doctissimo
33 Rue Raffet
75016 PARIS

CHAPITRE 1 – RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2007 DE LA SOCIETE DOCTISSIMO	3
Déclaration de la personne assumant la responsabilité du rapport financier 2007	3
Compte rendu de l'exercice 2007	4
Analyse des comptes consolidés	4
Analyse des comptes sociaux	7
Analyse des résultats des filiales et sous-filiale (Doctissimo Edition, Doctissimo Software, D3P et Fluctuat)	8
Analyse par secteur d'activité	11
Perspectives générales 2008	11
Facteurs de risques auxquels Doctissimo et ses filiales sont confrontées	11
Rapport environnemental et social (article L. 225-102 du Code de Commerce)	13
Situation d'endettement de l'Emetteur et de ses filiales	15
Propositions du Conseil d'administration	16
Informations diverses	17
Prises de participations de l'exercice	17
Cession d'actifs	17
Actionnariat	17
Répartition du capital de l'Emetteur au 31 décembre 2007	18
Franchissements de seuil de participation	18
Participation des salariés au capital	18
Opérations réalisées par les dirigeants sur les titres de la Société	19
Augmentations de capital, délégations de pouvoirs & autorisations en cours	20
Dépenses non déductibles fiscalement	20
Liste des conventions	20
Eléments d'informations au titre de l'article L. 225-100-3 du Code de Commerce	21
Structure du capital de la Société	21
Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et transfert d'actions	21
Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance	21
Règles applicables à la nomination et au remplacement des administrateurs et modification des statuts	21
Indemnité des mandataires sociaux en cas de départ	22
Liste des annexes au rapport financier 2007	
Annexe 1 Principaux sites de Doctissimo et de ses filiales	23
Annexe 2 Résultats financiers de l'Emetteur au cours des cinq derniers exercices	24
Annexe 3 Administration et contrôle de la Société	25
Annexe 4 Rémunération et avantages des mandataires sociaux en 2007	26
Annexe 5 Rapport spécial du Conseil d'administration dans le cadre du programme de rachat d'actions	28
Annexe 6 Rapport spécial sur les options de souscription d'actions de la Société et mise à jour au 26 février 2008	29
Annexe 7 Rapports sur les procédures internes (articles L. 225-37 & L. 225-235 du Code de Commerce)	37
CHAPITRE 2 – COMPTES CONSOLIDES 2007 DE L'EMETTEUR	43
Sommaire des états financiers et de l'annexe	44
Etats financiers consolidés	45
Annexe aux comptes consolidés	48
Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 2007	71
CHAPITRE 3 – COMPTES SOCIAUX 2007 DE L'EMETTEUR	72
Etats financiers sociaux	74
Annexe aux comptes sociaux	78
Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux 2007	100
CHAPITRE 4 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2007	102
Evénements survenus	102
Franchissements de seuil depuis le 1er janvier 2008	102
Mise à jour de l'annexe 3 au rapport financier annuel	103
Mise à jour de l'annexe 4 au rapport financier annuel	106
CHAPITRE 5 – POLITIQUE DE DIVIDENDES	108
CHAPITRE 6 – ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE A LA DATE DU PRESENT DOCUMENT	108
CHAPITRE 7 – DERNIERS COMMUNIQUEES DE L'EMETTEUR	109
Document d'information annuelle relatif à l'exercice 2007	109
Communiqué relatif aux honoraires versés aux Commissaires aux comptes	112
CHAPITRE 8 – PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU PRESENT DOCUMENT	113

CHAPITRE 1 RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2007 DE LA SOCIETE DOCTISSIMO

DECLARATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER 2007

A – RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2007

Monsieur Cédric Tournay, Directeur Général de Doctissimo.

B – DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2007

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation.

J'atteste également que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés. »

Fait, à Paris, le 28 avril 2008

Monsieur Cédric Tournay,
Directeur Général.



ACTIVITES

Doctissimo a publié un chiffre d'affaires 2007 consolidé de 11,47 M€. Sur le nouveau périmètre, excluant les activités abandonnées (Conseil et dossier médical partagé), les revenus du Groupe sont en hausse de 75 % sur un an et s'établissent à 11,3 M€. La publicité est le moteur de cette évolution, avec un chiffre d'affaires dont la croissance n'a cessé de s'accroître au cours de l'année : +140 % pour le 4^{ème} Trimestre, par rapport à la même période en 2006.

- Edition grand public

Les revenus publicitaires représentent 8 324 K€, en hausse de 114 % depuis un an et représentent 72% du chiffre d'affaires consolidé 2007.

Avec une audience qui a désormais franchi le cap des 1 400 000 visites quotidiennes, le réseau Doctissimo a imposé son leadership dans l'univers des sites à destination des femmes et de la famille.

Le lancement de nouvelles thématiques et applicatifs communautaires sur les sites du Groupe séduit les Doctinautes et permet d'attirer de plus en plus d'annonceurs, aux profils de plus en plus larges.

- Web agency

Les revenus issus de la prestation de web agency ont augmenté de 30% pour s'établir à 2 880 K€ et représentent 26% du chiffre d'affaires 2007.

Cette progression est due à l'augmentation du budget des principaux clients de l'activité.

- Conseil et dossier médical partagé

Ces deux activités n'ont représenté qu'une part non significative de la formation du chiffre d'affaires du groupe.

Le conseil en économie de la santé, activité historique, n'étant plus synergique des activités Web (édition et web agency), a été cédé en avril 2007 par essaimage. Cette cession s'est faite sans impact significatif sur les résultats du Groupe.

Par ailleurs, la phase d'expérimentation du dossier médical personnel (DMP) ayant pris fin le 31 décembre 2006, l'activité de la filiale D3P a été mise en sommeil, la poursuite de l'activité étant suspendue à la décision du Groupement d'Intérêt Public DMP. Cet arrêt n'a pas eu non plus d'impact sur les résultats du Groupe en 2007 car il a été entièrement provisionné sur l'exercice 2006 dans les comptes de la société D3P.

ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDES

Les états financiers consolidés de l'exercice 2007 de Doctissimo, de ses filiales et de sa sous-filiale, ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Ce référentiel comprend les normes IFRS et IAS et les interprétations émanant de l'IFRIC ou de l'ancien SIC.

Les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2007, sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2006, à l'exception des nouvelles normes d'application au 1^{er} janvier 2007.

Toutes les informations relatives aux comptes consolidés sont contenues dans les notes annexes aux comptes consolidés, auxquelles nous vous demandons de vous reporter au chapitre 2 ci-après.

Bilan consolidé au 31 12 2007 – Actif

(en milliers d'euros)

Etabli en normes IFRS

	Note (*)	Comptes au 31/12/2007	Comptes au 31/12/2006
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	1	2 453	578
Immobilisations incorporelles	1	1 327	794
Immobilisations corporelles	1	467	430
Autres actifs financiers	1	115	98
Impôts différés actif	14	928	0
		5 290	1 900
ACTIFS COURANTS			
Clients	2	6 303	3 969
Autres débiteurs	2	855	1 326
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	1 737	478
		8 895	5 773
TOTAL ACTIF		14 185	7 673

Bilan consolidé au 31 12 2007 – Passif

(en milliers d'euros)

Etabli en normes IFRS

	Note (*)	Comptes au 31/12/2007	Comptes au 31/12/2006
CAPITAUX PROPRES			
Capital		1 171	1 109
Primes d'émission et fusion		9 258	8 807
Résultats accumulés non distribués		- 749	- 6 489
<i>Sous-total</i>		9 680	3 427
Intérêts minoritaires		-	-
CAPITAUX PROPRES TOTAUX		9 680	3 427
PASSIFS NON COURANTS			
Engagements envers le personnel part à plus d'un an	10	46	57
Emprunts et dettes financières part à plus d'un an	4	62	93
Passifs d'impôts différés		-	-
<i>Sous-total</i>		108	150
PASSIFS COURANTS			
Provisions part à moins d'un an		135	50
Fournisseurs et autres créditeurs	2	3 176	3 276
Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an	5	1 086	770
<i>Sous-total</i>		4 397	4 096
TOTAL PASSIFS et CAPITAUX PROPRES		14 185	7 673

Le tableau suivant fait apparaître les postes les plus significatifs du compte de résultat consolidé (établi en norme IFRS) des exercices 2007 et 2006, exprimés en milliers d'euros :

Compte de résultat consolidé au 31 12 2007

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Note (*)	Comptes au 31/12/07	Comptes au 31/12/06	Evolution en %
Chiffre d'affaires	16	11 471	8 654	+ 32,55
Achats consommés		1 156	1 496	- 22,73
Charges de personnel		2 267	3 224	- 29,68
Charges externes	12	2 129	2 262	- 5,88
Impôts et taxes		217	154	+ 40,91
Dotations aux amortissements	1	602	664	- 9,34
Dotations aux provisions		135	20	+ 575,00
Autres produits et charges d'exploitation		(259)	(191)	-
Résultat opérationnel courant		4 706	642	+ 633,02
Autres produits et charges opérationnels	11	2 708	(344)	-
Résultat opérationnel		7 414	298	+ 2 387,92
Résultat financier	13	(50)	(12)	-
Charge d'impôt	14	1 695	212	+ 699,53
Résultat de l'ensemble consolidé		5 668	74	+ 7 559,46
Intérêts minoritaires		0	0	-
Résultat net part du groupe		5 668	74	
Résultat net par action (en euro)	9	1.24	0.02	
Résultat net dilué par action (en euro)	9	1.18	0.02	

(*) Les notes mentionnées aux tableaux font référence aux notes sur les comptes consolidés reproduites au chapitre 2 ci-après.

La hausse sensible du Chiffre d'Affaires consolidé s'explique principalement par le doublement des revenus publicitaires du Groupe pendant l'exercice, qui ont plus que compensé la disparition des revenus liés aux activités mises en sommeil ou cédées au cours de l'exercice (Conseil et D3P).

En revanche, la diminution conjointe des charges liées à ces activités (essentiellement des charges salariales de l'activité de Conseil de Doctissimo) et le maintien à un niveau semblable des dépenses sur l'édition et la web agency ont permis de dégager un résultat opérationnel courant en très forte hausse.

La différence entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel est principalement due à l'activation d'impôts différés de la filiale Doctissimo Edition d'un montant de 2 621 K€ (cf. note 11 des comptes consolidés).

La variation du résultat financier est essentiellement due aux frais occasionnés par le recours à un service d'affacturage sur un volume de chiffre d'affaires en forte croissance.

Les capitaux propres du Groupe ressortent à 9.680 K€ au 31 décembre 2007 contre 3.427 K€ au 31 décembre 2006.

ANALYSE DES COMPTES SOCIAUX

Les comptes de l'exercice 2007 ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que pour l'exercice précédent.

Le tableau synoptique suivant fait apparaître l'évolution comparative d'un exercice à l'autre des chiffres et des postes les plus significatifs du compte de résultat :

	EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007	EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006	EVOLUTION EN %
Chiffre d'affaires net (1)	4.426.322	4.278.412	3,46
Total des produits d'exploitation	4.452.170	4.308.759	3,33
Autres achats & charges externes	2.227.692	1.758.686	26,67
Frais de personnel	1.472.295	2.023.680	- 27,25
Dotations aux amortissements	285.485	170.158	67,78
Dotations aux provis. dépréciation immo. incorp.	-	327.696	-
Dotations aux provis. pour risques & charges correspondant à des litiges en cours	135.000	-	-
Total des charges d'exploitation	4.210.653	4.390.941	- 4,11
RESULTAT D'EXPLOITATION	241.517	- 82.182	393,88
RESULTAT FINANCIER	3.733	13.620	- 72,59
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	245.249	- 68.563	457,70
Total des produits exceptionnels (2)	967.495	4.750	N/S
Total des charges exceptionnelles (3)	337.171	67.939	396,28
RESULTAT EXCEPTIONNEL	630.324	- 63.189	N/S
Impôts sur les bénéfices	3.750	1.083	246,26
RESULTAT NET COMPTABLE	871.823	- 132.834	756,33

(1) la ventilation du chiffre d'affaires par activité s'établit comme suit :

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
- Web Agency	3.782.599 €	2.721.815 €
- Conseil, conduite projet	77.404 €	794.274 €
- Formation et prestations diverses	45.200 €	45.200 €
- Refacturation loyer & frais généraux	373.200 €	373.200 €
- Refacturation de frais	147.919 €	343.923 €
Total	4.426.322 €	4.278.412 €

(2) Ces produits exceptionnels proviennent principalement :

- de la cession de la branche d'activité « PMSI » pour un montant de 50.000 €,
- d'un boni sur rachat d'actions propres, pour un montant de 572.887 €,
- de la reprise de la provision constituée pour dépréciation à 100 % des logiciels développés par Doctissimo en 2004 & 2005 pour un montant total de 327.696 €, relatifs au projet « Dossier Médical Personnel » ; cette reprise a été effectuée en raison de l'arrêt de l'activité liée audit projet.

(3) Ces charges exceptionnelles correspondent principalement à la valeur nette comptable des logiciels du « Dossier Médical Personnel » pour un montant de 327.696 €.

Les autres refacturations ont diminué fortement du fait de l'arrêt des facturations D3P, elles sont éventuellement liées à des refacturations d'achats de matériel dans le cadre de l'activité de Web Agency.

Les frais de personnel au niveau du Groupe et de Doctissimo ont diminué principalement du fait du recentrage de l'activité de Doctissimo sur la Web Agency et de l'arrêt de l'activité de Conseil. Parallèlement, les frais de personnel relatifs au Web Agency n'ont pas augmenté en dépit de la hausse du chiffre d'affaires, du fait de la difficulté à recruter des profils en ligne avec les besoins de l'activité. Les frais de sous-traitance ont absorbé les besoins supplémentaires de cette activité en personnel et sont passés de 9,1 % sur 2006 à 18,4 % du chiffre d'affaires.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

▪ DOCTISSIMO

DOCTISSIMO a participé à la réalisation d'un prototype de site web pour la prévention et la prise en charge des pathologies liées au vieillissement, en étant responsable de la conception d'un carnet électronique de santé. Ce projet a été terminé en 2004.

L'aide accordée par l'Etat pour le financement de ces dépenses a été répartie comme suit :

- subvention par l'Etat de 148 K€ (soit 35 % des dépenses plafonnées à 423 K€),
- avance remboursable en 2007 et 2010 accordée par l'Etat de 93 K€ (soit 50 % des dépenses restantes, soit 186 K€).

▪ DOCTISSIMO EDITION

Doctissimo Edition a immobilisé une partie de ses développements applicatifs, pour partie réalisés en interne et pour partie confiés à Doctissimo et Fluctuat :

- 249 K€ de développements assurés pour l'essentiel par les salariés de Fluctuat et Doctissimo pour le compte de Doctissimo Edition, ont été comptabilisés en logiciels créés pour y être amortis sur 3 ans à compter de l'exercice clos 2006.

ANALYSE DES RESULTATS DES FILIALES

Filiale Doctissimo Edition (Doctissimo détenant 100 % de son capital)

Il est rappelé que Doctissimo Edition a une activité d'éditeur de sites dont le premier fut Doctissimo.fr. Elle se diversifie dans l'édition des sites afférents à la jeunesse, à la culture et à la société.

Au 1^{er} janvier 2008, Doctissimo Edition édite les sites Internet mentionnés en annexe 1.

Le tableau synoptique suivant fait apparaître l'évolution comparative d'un exercice à l'autre des chiffres et des postes les plus significatifs du compte de résultat :

	EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007	EXERCICE PRECEDENT	EVOLUTION EN %
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	8.349.517	4.005.305	108,46
Total des produits d'exploitation	8.515.924	4.118.421	106,78
Autres achats & charges externes	1.946.434	1.771.461	9,88
Frais de personnel	1.087.626	1.123.232	- 3,17
Dotations aux amortissements	358.508	243.219	47,40
Total des charges d'exploitation	3.699.619	3.256.429	13,61
RESULTAT D'EXPLOITATION	4.816.305	861.992	458,74
RESULTAT FINANCIER	- 43.445	- 17.334	NS
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	4.772.859	844.658	465,06
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2.979	- 4.180	NS
RESULTAT NET COMPTABLE	4.773.664	839.504	468,63

La croissance explosive du chiffre d'affaires publicitaire, portée par la hausse ininterrompue de l'audience et le transfert plus rapide que prévu des budgets publicitaires des annonceurs féminins, n'a pas nécessité un accroissement des charges en proportion. Il y a en effet peu de coûts variables dans le métier de l'édition Web :

- les contenus sont stockés sur le long terme et sont pour beaucoup encyclopédiques : le flux alimente donc le stock de façon permanente et peut être successivement réorienté sur des champs thématiques différents ;
- la dynamique communautaire à l'œuvre sur les forums du Groupe accroît la fidélisation et favorise l'acquisition de nouveaux doctinantes, sans que les coûts de modération et d'animation varient significativement ;
- les prix de la bande passante baissant chaque année et la plateforme de Doctissimo étant conçus pour absorber une audience beaucoup plus forte, le visiteur supplémentaire ne coûte pratiquement rien.

Cet effet de ciseaux a profité pleinement à Doctissimo Edition et a permis de réaliser un résultat très élevé et en très forte hausse.

FILIALE DOCTISSIMO SOFTWARE (Doctissimo détenant 100 % de son capital)

Doctissimo Software, (ex No One Development) a été achetée par Doctissimo en fin d'exercice 2007. Elle avait une activité unique : le développement et la commercialisation d'un logiciel de forum de discussions utilisé notamment sur les sites du réseau Doctissimo. En l'achetant, Doctissimo sécurise un actif stratégique et renforce son offre à destination des clients de son activité Web Agency.

Le tableau synoptique suivant fait apparaître l'évolution comparative d'un exercice à l'autre des chiffres et des postes les plus significatifs du compte de résultat :

	EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007	EXERCICE PRECEDENT	EVOLUTION EN %
Chiffre d'affaires net	122 053	105 574	15,41
Total des produits d'exploitation	122 062	107 021	14,05
Autres achats & charges externes	49 277	36 020	36,80
Frais de personnel	33 833	13 208	156,16
Total des charges d'exploitation	90 673	55 664	62,89
RESULTAT D'EXPLOITATION	31 389	51 357	- 38,87
RESULTAT FINANCIER	-	-	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	31 389	51 357	- 38,87
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-	(22)	-
RESULTAT NET COMPTABLE	20 926	41 212	- 49,42

SOUS/FILIALE FLUCTUAT (Doctissimo Edition détenant 100 % de son capital)

Fluctuat exerce la même activité que Doctissimo Edition : l'édition d'un site grand public ayant vocation à vivre de la publicité. Il s'agit en l'occurrence du site Fluctuat.net, site culturel à destination d'un public jeune, urbain et plutôt masculin. Les espaces publicitaires de Fluctuat.net ont été confiés à la régie de Doctissimo Edition.

Le tableau synoptique suivant fait apparaître l'évolution comparative d'un exercice à l'autre des chiffres et des postes les plus significatifs du compte de résultat :

	EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007	EXERCICE PRECEDENT	EVOLUTION EN %
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	147.682	343.826	- 57,05
Total des produits d'exploitation	318.110	510.179	- 37,65
Frais de personnel	395.870	482.814	- 18,01
Total des charges d'exploitation	649.351	673.185	- 3,54
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 331.241	- 163.005	103,21
RESULTAT FINANCIER	- 24.697	- 2.797	782,98
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	- 355.938	- 165.802	114,68
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1.125	- 4 746	- 123,70
RESULTAT NET COMPTABLE	- 354.813	- 170.548	108,04

Le site étant relativement récent dans le réseau Doctissimo, son audience vient de franchir le seuil du million de visiteurs uniques, seuil en-dessous duquel il est presque impossible d'envisager une commercialisation efficace auprès des annonceurs. Les comptes de la sous filiale Fluctuat reflètent donc cet état de fait.

Les charges d'exploitation ont été maintenues à un niveau élevé pour assurer le développement de l'audience et atteindre ce seuil. Les activités de Web Agency qui subsistaient en 2006 au sein de la société ont été totalement stoppées et ont donc conduit à une contraction du chiffre d'affaires, la hausse de la publicité n'ayant pas compensé la baisse de Chiffre d'Affaires sur la prestation.

SOCIETE "D3P" (Doctissimo détenant 50 % de son capital)

« **D3P** » est une filiale commune à la société Doctissimo et à la société Réseau Santé Social, dans laquelle les deux parties détiennent 50 % du capital. Cette filiale a été créée dans le cadre de l'appel d'offre public pour le développement du dossier médical personnel sur Internet.

Au 31 décembre 2007, "D3P" a réalisé un chiffre d'affaires net de 20 850 € contre 2 632 818 € au 31 décembre 2006.

Après une reprise sur provisions de 100 000 €, son exercice 2007 s'est traduit par un résultat courant avant impôt de 31 518,17 € et un bénéfice net de 74 578,27 € contre une perte de 1.086 € au 31 décembre 2006

Son activité a été mise en sommeil à la fin de l'exercice 2007 et il n'est pas prévu de la relancer en 2008, la société existe toujours.

Le tableau synoptique suivant fait apparaître l'évolution comparative d'un exercice à l'autre des chiffres et des postes les plus significatifs du compte de résultat :

	EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007	EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2006	EVOLUTION EN %
Chiffre d'affaires net (1)	20 850	2 632 817	99,21
Total des produits d'exploitation	120 851	2 632 818	95,41
RESULTAT D'EXPLOITATION	28 985	185 536	84,38
RESULTAT FINANCIER	2 533	-	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	31 518	185 536	83,01
Total des produits exceptionnels	203 499	-	-
Total des charges exceptionnelles	145 452	186 622	22,06
RESULTAT EXCEPTIONNEL	58 047	186 622	131,10
Impôts sur les bénéfices	14 987	-	-
RESULTAT NET COMPTABLE	74 578	- 1 086	NS

ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE – SITES INTERNET/BUSINESS UNIT

- Edition grand public

Les revenus publicitaires ayant cru de plus de 100 % en un an, et les charges ayant été maintenues au même niveau, la rentabilité de cette activité a cru fortement. Elle a ainsi dégagé un résultat opérationnel de 4 612 K€ et a contribué à hauteur de 6 893 K€ au résultat opérationnel consolidé du Groupe en 2007.

L'année 2007 a été marquée par la très forte croissance de l'audience des sites et par un enrichissement de l'offre :

- par croissance interne, avec le lancement du site d'annonces communautaires tout-partout.com,
- par croissance externe, avec l'acquisition du site gyneweb.fr en juillet 2007.

- Web agency

L'activité de prestations a elle aussi été bénéficiaire en 2007 et a contribué à hauteur de 618 K€ au résultat opérationnel consolidé du Groupe.

Fin 2007, l'offre de services s'est enrichie par l'acquisition de la société No One Development, rebaptisée Doctissimo Software, dont l'actif principal est le logiciel Mesdiscussions, solution de gestion de forums de discussions sur Internet. Elle permettra d'une part, d'apporter aux sites du Groupe de nouveaux outils communautaires et, ainsi de renforcer leur audience et, d'autre part, d'enrichir l'offre destinée aux clients de la Web Agency.

PERSPECTIVES GENERALES 2008

Après le recentrage opéré en 2007 sur les activités Web, Doctissimo aborde 2008 en qualité de « Pur Player Internet », alliant deux activités fortement synergiques :

- l'édition BtoC, au sein de sa filiale Doctissimo Edition opérateur du site internet médical grand public « Doctissimo.fr », fondée sur un modèle de revenus publicitaires à rendements croissants, ainsi que des autres sites Internet du Groupe, savoir principalement : momes.net, fluctuat.fr, ado.fr et gyneweb.fr ;
- l'édition déléguée BtoB pour le compte de quelques clients clés.

Doctissimo anticipe une nouvelle et forte croissance de son chiffre d'affaires et de ses résultats.

FACTEURS DE RISQUES AUXQUELS DOCTISSIMO et SES FILIALES SONT CONFRONTES

Incertitudes sur l'évolution à moyen terme du dossier médical partagé

Le développement de l'activité de « D3P » dépend de l'engagement des pouvoirs publics au niveau du dossier médical partagé. Une incertitude existe sur le rythme et le périmètre de la réforme annoncée, ainsi que sur le fait de savoir si « D3P » sera choisie sur la liste finale par les pouvoirs publics, le cas échéant. Toutefois, la mise en sommeil de « D3P » dans l'attente d'éclaircissements et des éventuels appels d'offre, limite très largement ce risque.

Risques clients

Au niveau de l'activité de Web Agency, Doctissimo encourt un certain risque client du fait que son premier client représente une part importante de son chiffre d'affaires. Néanmoins, cela ne porte plus sur une activité stratégique de Doctissimo et la montée en puissance, dans le chiffre d'affaires du Groupe, des filiales Doctissimo Edition et Doctissimo Software, dont la clientèle est très éclatée, réduit ce risque chaque année.

Risques juridiques et Litiges

La Société n'est partie à aucun litige significatif et ne présente pas de risques juridiques spécifiques ; toutefois, il a été provisionné au niveau de la société Doctissimo 135 K€ correspondant à trois litiges prud'homaux.

Le secteur d'activité de la Société et de ses filiales l'expose néanmoins à un certain nombre de risques en matière de réglementation dans le domaine de la santé ainsi qu'en matière de propriété intellectuelle eu égard au contenu des sites, aux noms de domaine etc., et au respect des règles en matière de données personnelles.

Notamment, comme tout diffuseur de contenus, la Société peut également voir sa responsabilité engagée pour l'information éditée sur ses différents sites et notamment pour diffamation.

Risques particuliers liés à la sécurité des données

Doctissimo déploie tous ses efforts dans la sécurité des données manipulées dans le domaine de la santé, ce qui est au cœur de son savoir-faire. L'abandon des activités de conseil, des réseaux de soins et la mise en veille de « D3P » réduisent considérablement ce risque, Doctissimo Edition ne manipulant pas de données médicales sensibles et nominatives.

Risques liés à la Croissance

La structure d'activité est en transformation.

Au fil du développement des différents marchés de la santé sur Internet comme l'information grand public ou les dossiers médicaux, la part de certaines lignes de produits dans le chiffre d'affaires de Doctissimo peut considérablement évoluer d'une année sur l'autre et modifier les synergies. Il est d'autant plus difficile d'en prévoir l'impact sur les marges d'exploitation de Doctissimo.

Evolutions technologiques rapides et nouveaux standards

Doctissimo n'est pas liée à une technologie spécifique, elle en utilise plusieurs en permanence et consacre des moyens à la veille (10 à 20 % du temps des personnels techniques).

En effet, la croissance potentielle d'Internet et sa situation au carrefour de tous les modes de communication ne permettent pas de prévoir quelles techniques prédomineront dans les années à venir. Doctissimo a les capacités de s'adapter à ces évolutions, mais elles peuvent provoquer des décalages dans la réalisation du plan de développement.

Apparition de nouveaux concurrents

Le paysage concurrentiel est marqué par la disparition, dans les années passées, des principaux portails santé, concurrents de Doctissimo Edition. Toutefois, le repositionnement de Doctissimo Edition en site féminin et le rachat de sites dans d'autres univers thématiques (jeunesse, culture et société) élargissent l'éventail concurrentiel et réactivent ce risque. Sur le marché de la santé en ligne, les barrières à l'entrée que constituent la taille critique de ses communautés, son ancienneté et son référencement, protègent largement Doctissimo Edition du risque concurrentiel. Il n'en est pas de même pour les autres sites du Groupe.

Risques liés au marché

Ce risque est limité pour la Société Doctissimo qui a su se repositionner sur un métier en plein essor, l'édition Internet, et fondé sur un marché en très forte croissance, celui de la publicité sur Internet. Le basculement des annonceurs des médias traditionnels vers le Web garantit pour plusieurs années des taux de croissance très forts, dont Doctissimo profitera pleinement.

Toutefois compte tenu de ce que 73 % de son chiffre d'affaires est réalisé par les recettes de publicité, on peut en conclure une certaine dépendance de Doctissimo vis-à-vis du marché publicitaire.

DESCRIPTION DE LA POLITIQUE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES EN MATIERE DE GESTION DE RISQUES FINANCIERS

Politique de la Société en matière de gestion des risques financiers

Doctissimo ne fait pas appel à des instruments financiers pour son activité, sauf des SICAV de trésorerie pour gérer les excédents de trésorerie. En conséquence, la Société n'a pas de véritable politique de gestion de risques financiers.

Risques de prix

Ce risque n'existe pas pour Doctissimo, car la fixation des prix aux clients et par les fournisseurs résultent exclusivement du fonctionnement de l'offre et de la demande et ne sont pas fixés par une autorité administrative de quelque nature que ce soit.

Risques de liquidité et de trésorerie

La trésorerie de la Société a permis de financer les rachats d'actions propres de Doctissimo, ainsi que l'augmentation du besoin en fonds de roulement (essentiellement due à la croissance du Groupe).

Toutefois, le besoin en fonds de roulement a été en partie financé par l'affacturage au niveau de la filiale Doctissimo Edition.

En dehors du recours à l'affacturage, il n'y a donc pas de risque de liquidité ou de trésorerie pour l'exercice en cours.

Risques de crédit

Doctissimo pour 2007 n'a pas eu recours au crédit à court ou moyen terme, elle pourrait cependant être amenée à le faire dans une certaine mesure pour couvrir ses nouveaux besoins en trésorerie sur 2008.

RAPPORT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

En application de l'article L. 225-102-1 alinéa 4 du Code de Commerce, nous vous présentons ci-dessous un rapport comportant des informations sur la manière dont Doctissimo prend en compte les conséquences environnementales et sociales de son activité.

A/ CONSEQUENCES ENVIRONNEMENTALES

Doctissimo exerçant son activité dans le domaine des services informatiques, les conséquences sur l'environnement pourraient provenir des risques de pollution liés aux composants informatiques du matériel devenu obsolète.

Ainsi, le matériel informatique mis au rebus par la Société est confié régulièrement à des associations et sociétés spécialisées dans le traitement des déchets informatiques. Il en a été ainsi en 2007.

Aucune provision comptable pour les risques de pollution, de quelque nature que ce soit, n'a été constituée dans les comptes de l'exercice 2007.

B/ CONSEQUENCES SOCIALES

Effectif Global de l'Emetteur et de ses filiales

Il est repris le tableau du personnel annexé aux comptes consolidés – cf. chapitre 2 ci-après.

Effectif moyen	31.12.07	31.12.06
Doctissimo		
- Cadres	18	22
- Employés	1	4
Doctissimo Edition		
- Cadres	11	15
- Employés	2	4
Doctissimo Software		
- Cadres	1	0
- Employés	0	0
Fluctuat		
- Cadres	9	12
- Employés	0	0
Total	42	57
- Cadres	39	49
- Employés	3	8

Données Sociales de l'Emetteur

effectif et embauches – travailleurs extérieurs

La Société a embauché un seul salarié courant 2007 : 1 contrat à durée indéterminée.

Au 31 décembre 2007, l'effectif total de Doctissimo est de 19 salariés, contre 26 au 31 décembre 2006.

Il a été procédé à 4 licenciements, dont 1 pour motif économique.

En 2007, la Société n'a pas eu recours à des travailleurs temporaires et n'a conclu aucun contrat d'intérim.

Le personnel de Doctissimo a effectué 14 % d'heures supplémentaires en 2007, identique à 2006.

La Société a eu recours à de la main-d'œuvre extérieure pour pallier les difficultés de recrutement dans le secteur informatique.

organisation du travail – temps de travail - absentéisme

Le temps de travail est de 39 heures hebdomadaires pour les salariés à temps plein.

On notera pour 2007 que l'absentéisme a été constitué par des arrêts pour maladies.

rémunérations – participation

Les rémunérations brutes, hors charges patronales, versées en 2007 au personnel se sont élevées à 970.528 € contre 1.395.510 € en 2006, soit une variation de 30,45 %.

Les charges sociales patronales afférentes à ces rémunérations comptabilisées en 2007 se sont élevées à 427.046 € contre 586.658 € en 2006, soit une diminution de 27,21 %.

La Société n'a conclu avec ses salariés aucun plan de participation financière.

La Société respecte l'égalité professionnelle entre ses salariés femmes et hommes, notamment tant au niveau des rémunérations que de la qualification de la classification et des promotions professionnelles.

relations professionnelles

Chacune des Sociétés du Groupe emploie moins de 50 salariés : il n'existe donc pas de Comité d'Entreprise en leur sein.

Doctissimo et Doctissimo Edition ont élu des Délégués du Personnel.

hygiène et sécurité

En ce qui concerne la sécurité, les locaux sont dotés du nombre d'extincteurs légalement requis et calculé par rapport à la superficie occupée ; ces équipements de sécurité sont vérifiés régulièrement.

Compte tenu de la nature de l'activité de la Société, les locaux ne sont pas appelés à recevoir du public et ne répondent pas aux normes spécifiques en la matière.

A titre indicatif, un accident du travail (accident de trajet) a été constaté en 2007.

Il n'existe au sein de la Société aucun Comité d'Hygiène (CHSCT), le nombre de salariés étant inférieur à 50.

formation

Pour 2007, le budget formation a représenté 15.091 €, soit 1,44 % de la masse salariale (d'un montant de 1.045.249 €).

Par comparaison, le budget de formation représentait 0,7 % de la masse salariale en 2006.

travailleurs handicapés

La Société n'emploie aucun travailleur handicapé.

œuvres sociales

En 2007, aucun don n'a été effectué.

La Société n'organise pas d'œuvres sociales (c'est-à-dire : arbre de Noël, bons d'achats, etc.).

sous-traitance

Le recours à la sous-traitance pour l'exercice 2007 a représenté 18,4 % du chiffre d'affaires contre 9,1 % pour l'exercice 2006, ayant eu essentiellement pour objet de pallier aux difficultés de recrutement pour l'activité Web Agency de Doctissimo.

SITUATION D'ENDETTEMENT DE L'EMETTEUR ET DE SES FILIALES

SITUATION D'ENDETTEMENT DE DOCTISSIMO

En application des dispositions de l'article L. 225-100 du Code de Commerce, nous vous signalons qu'au 31 décembre 2007, l'endettement de Doctissimo est décrit en notes 4 et 5 de l'annexe aux comptes consolidés repris ci-après, sachant que l'avance d'affacturage concerne essentiellement Doctissimo Edition.

Note 4 – Emprunts et dettes financières part à plus d'un an

Dans le cadre de la réalisation d'un prototype de site web pour la prévention et la prise en charge des pathologies liées au vieillissement, la société Doctissimo a bénéficié d'une avance de 93 k€ accordée par l'Etat et dont les modalités de remboursements sont les suivantes :

- 1/3 effectué sur 2007,
- 2/3 le 9 novembre 2010.

Note 5 – Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an

Eléments	31.12.07	31.12.06
Découvert bancaire	96	38
Compte courant RSS (associé D3P)	7	19
Avance affacturage	983	713
Total	1 084	770

SITUATION D'ENDETTEMENT DE DOCTISSIMO EDITION, DE DOCTISSIMO SOFTWARE ET DE FLUCTUAT

En application des dispositions de l'article L. 225-100-2 du Code de Commerce, nous vous signalons qu'au 31 décembre 2007, l'endettement de Doctissimo Edition ainsi que celui de Doctissimo Software et de Fluctuat, filiales et sous-filiale de Doctissimo était le suivant :

- pour Doctissimo Edition, il est constitué essentiellement de l'avance d'affacturage pour 983 K€,
- pour la filiale Doctissimo Software et la sous-filiale Fluctuat, l'endettement est quasi nul et non significatif.

INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE DE NATURE TANT FINANCIERE QUE NON FINANCIERE

INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE DE NATURE TANT FINANCIERE QUE NON FINANCIERE DE DOCTISSIMO

En application des dispositions de l'article L. 225-100 du Code de Commerce, nous vous indiquons que pour ce qui concerne les indicateurs de performance de nature financière, ils résultent de l'étude des comptes ci-dessus et sont constitués du résultat d'exploitation, du résultat financier, du résultat courant avant impôt, etc.

D'autre part, Doctissimo n'a pas mis en place d'indicateurs de performance non financière.

INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE DE NATURE TANT FINANCIERE QUE NON FINANCIERE AU NIVEAU DU GROUPE, DONC DE DOCTISSIMO EDITION (ET DE SA FILIALE FLUCTUAT) ET DE DOCTISSIMO SOFTWARE

En application des dispositions de l'article L. 225-100-2 du Code de Commerce, nous vous indiquons que pour ce qui concerne les indicateurs de performance de nature financière, ils résultent de l'étude des comptes de Doctissimo Edition et de Doctissimo Software ci-dessus et sont constitués du résultat opérationnel courant, du résultat opérationnel et du résultat net.

Pour les indicateurs de performance de nature non financière, Cybermétrie étudie l'audience des sites Internet souscripteurs du service et mesure le nombre de pages vues par les visiteurs, le nombre de visites par site, ainsi que la durée moyenne des visites.

Pour le réseau des sites Doctissimo Edition, le nombre de pages vues a été de 287 millions au cours du mois de mars 2008. Pour le nombre de visites sur les différents sites de Doctissimo Edition, savoir : Doctissimo Edition, Fluctuat.net, Momes.net et Ados.fr, celles-ci ont été mesurées par Médiamétrie et dépassent les 41,7 millions en mars 2008.

Enfin, pour la durée moyenne de visites sur le site Doctissimo.fr, elle était d'environ 16 minutes par visite.

Ces indicateurs permettent de connaître la part de marché des différents sites de Doctissimo Edition.

PROPOSITIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

APPROBATION DES COMPTES – QUITUS AUX ADMINISTRATEURS – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Nous pensons que vous voudrez bien approuver les comptes sociaux au 31 décembre 2007 dégageant un bénéfice net comptable de 871.822,98 €, et les comptes consolidés de l'exercice 2007 se soldant par un résultat net consolidé – part du groupe – bénéficiaire de 5.668.459 €, tels qu'ils vous sont présentés.

Nous vous demandons de donner, en conséquence, quitus aux Administrateurs pour l'exécution de leur mandat durant l'exercice écoulé.

Quant à l'affectation du bénéfice de l'exercice de 871.822,98 €, il vous est proposé de l'affecter à l'apurement des pertes antérieures inscrites au compte Report à Nouveau.

Après affectation de ce résultat, le compte Report à Nouveau s'élèvera à – 2.086.730 € contre – 2.958.553 €, et les capitaux propres ressortiront à + 8.823.926 € contre + 7.438.343 € après affectation du résultat de l'exercice 2006.

Enfin, pour satisfaire aux dispositions de l'article 243 bis du C.G.I., nous vous rappelons qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des trois précédents exercices sociaux.

COOPTATIONS DE NOUVEAUX ADMINISTRATEUR FAITES A TITRE PROVISOIRE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION – RATIFICATION

Le 25 février 2008 (date de réalisation de la prise de contrôle de Doctissimo par Lagardère Active Digital), le Conseil d'administration a coopté les personnes suivantes, en qualité d'Administrateurs :

- Monsieur Didier Quillot, en remplacement de Monsieur Cédric Tournay, démissionnaire,
- Monsieur Julien Billot, en remplacement de Monsieur Thierry Dispot, démissionnaire,
- Monsieur Alain Lemarchand, en remplacement de Monsieur Alexandre Boucherot, démissionnaire,
- Madame Béatrice de Clermont Tonnerre, en remplacement de Monsieur Laurent Alexandre.

Nous vous précisons que Monsieur Julien Billot a été nommé en qualité de Président du Conseil d'administration et Monsieur Cédric Tournay en qualité de Directeur Général.

Nous vous demandons de ratifier les mandats des administrateurs cooptés.

INFORMATIONS DIVERSES

TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Vous trouverez en annexe 2 le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices.

PRISES DE PARTICIPATIONS DE L'EXERCICE

Le 7 novembre 2007, Doctissimo a acquis 100 % du capital de la société No One Development – société à responsabilité limitée au capital de 5.000 €, identifiée au R.C.S. de Paris sous le numéro 479 110 637.

Le même jour, la dénomination de No One Development a été changée en Doctissimo Software et son siège a été transféré au 33 rue Raffet à Paris 16^{ème}.

Dans le cadre de son activité, cette société a acquis et développé un logiciel de gestion de forums de discussion sur Internet, appelé « MesDiscussions.net », dont elle est pleinement propriétaire.

La filiale Doctissimo Edition a acquis le 9 juillet 2007, de la société Gyneweb :

- à titre exclusif et pour le monde entier, l'intégralité des éléments corporels et incorporels composant le site Internet gyneweb.fr pour son exploitation Grand Public ;
- certains éléments corporels et incorporels dépendant de l'activité de « Exploitation commerciale Grand Public du site Internet accessible à l'adresse www.gyneweb.fr ».

La filiale Doctissimo Edition a acquis en 2007, de la société Chatlumo un certain nombre de noms de domaines, savoir principalement : 123-enchères.com, id-achat.com, idee-achat.com, contactoo.com, annonces.org et visez.com.

CESSION D'ACTIF

Le 20 avril 2007, Doctissimo a cédé sa branche d'activité « PMSI » à une société dénommée Medlink, détenue à 100 % par Monsieur Thierry DISPOT, ancien salarié et ancien administrateur de la société Doctissimo.

Il est rappelé que l'activité « PMSI » correspond à une activité de conseil auprès des établissements de soins relatif à l'exploitation des codages d'actes médicaux, permettant ainsi d'optimiser les fonds reçus par ces établissements de l'Etat en fonction de ces codages.

La cession de cette branche d'activité correspond au recentrage des activités de Doctissimo. Elle a fait l'objet d'une autorisation du Conseil d'administration de Doctissimo en date du 5 mars 2007.

ACTIONNARIAT

Répartition du capital au 31 décembre 2007

	NOMBRE D' ACTIONS	% DU CAPITAL	NOMBRE DE DROITS DE VOTE	% DES DROITS DE VOTE
Monsieur Laurent Alexandre	2.306.462	49,24 %	4.309.673	63,15 %
Actionnaires minoritaires nominatifs	263.302	5,62 % (3)	400.678	5,87 % (3)
Actionnaires au porteur	1.703.845	36,37 %	1.703.845	24,96 %
Auto-détention	410.894	8,77 %	410.894 (2)	6,02 % (2)
TOTAL	4.684.503	100 %	6.825.090 (1)	100 %

(1) : Le nombre total de droits de vote est calculé sur la base de l'ensemble des actions auxquelles sont attachés des droits de vote, y compris les actions privées de droits de vote, conformément au calcul préconisé par l'article 223-11 du Règlement général de l'AMF.

(2) : Actions privées de droit de vote.

(3) : Aucun actionnaire minoritaire nominatif n'a franchi le seuil de 5 % du capital et des droits de vote.

PARTICIPATIONS DIRECTES OU INDIRECTES DANS LE CAPITAL DE LA SOCIETE AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DECLARATION DE FRANCHISSEMENT DE SEUIL.

Nous vous indiquons ci-après l'identité des personnes physiques ou morales qui possédaient au 31 décembre 2007 un nombre d'actions de la Société correspondant à l'un des seuils prévus par l'article L. 233-13 du Code de Commerce :

EXERCICE 2007 (1)	% DU CAPITAL	% DES DROITS DE VOTE
M. Laurent Alexandre	< 50	< 66,66
Moneta Asset Management (actionnaire au porteur)	> 5	> 5
Auto-détention	> 5	> 5

(1) : Le nombre total de droits de vote est calculé sur la base de l'ensemble des actions auxquelles sont attachés des droits de vote, y compris les actions privées de droits de vote, conformément au calcul préconisé par l'article 223-11 du Règlement général de l'AMF.

Au cours de l'exercice 2007, à l'exception du passage à la baisse de Monsieur Laurent Alexandre de + de 50 % du capital à – de 50 % du capital le 5 octobre 2007, avec au 31 décembre 2007 49,24 % de son capital, et de plus de 2/3 à moins de 2/3 des droits de vote le 1^{er} octobre 2007 pour Monsieur Laurent Alexandre ; aucun autre franchissement de seuil légal ou statutaire n'a été notifié à l'AMF ou à la Société jusqu'au 31 décembre 2007.

Pour les franchissements de seuil à compter du 1^{er} janvier 2008 se reporter au chapitre 4 ci-après.

Actionnaires nominatifs détenant plus des deux tiers du capital ou des droits de vote

A l'exception de Monsieur Laurent Alexandre détenant 2.306.462 actions, soit 49,24 % du capital, et 4.309.673 droits de vote, soit 63,15 % des droits, il n'existe pas d'autre actionnaire nominatif concerné par les seuils légaux de 5 %, 10 %, 20 %, 25 %, 1/3, 50 % et 2/3 du capital et des droits de vote.

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 alinéa 3 du Code de Commerce, nous vous indiquons en annexe 3 les mandats, ainsi que toutes fonctions salariées ou non, exercés au sein de votre Société, de ses filiales Doctissimo Edition et Doctissimo Software, de sa sous-filiale Fluctuat et de toutes sociétés tierces, françaises ou étrangères, de chaque Mandataire social.

REMUNERATION ET AVANTAGES DE TOUTE NATURE DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous indiquons en annexe 4 la rémunération et les avantages de toute nature de chaque Mandataire social, concernant respectivement votre Société, ses filiales Doctissimo et Doctissimo Software, ainsi que sa sous-filiale Fluctuat.

Pour ce qui concerne les engagements éventuels en cas de cessation des fonctions des Mandataires sociaux, aucune disposition particulière n'a été prise au préalable. Aucun mode de calcul n'a été mis en place au regard d'une éventuelle cessation de ces fonctions.

PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Conformément à l'article L. 225-102 du Code de Commerce, nous vous informons qu'au 31 décembre 2007, les salariés ne détenaient, au sens de l'article L. 225-180, aucune action de la Société.

RAPPORT SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Indépendamment de ce rapport, le Conseil d'administration vous présente en annexe 6 un rapport spécial sur les options donnant droit à la souscription d'actions de la Société consenties aux membres du personnel salarié et/ou dirigeants.

RAPPORTS SUR LES PROCEDURES INTERNES

Conformément à l'article L. 225-37 du Code de Commerce, il vous est présenté en annexe 7 :

- un rapport établi par le Président du Conseil d'administration vous rendant compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société ;
- un rapport établi par les Commissaires aux comptes de la Société sur le rapport du Président pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS SUR LES TITRES DE LA SOCIETE (article L.621-18-2 du Code monétaire et financier)

Noms et fonctions des dirigeants	Nature de l'opération	Nombre de titres acquis ou cédés	Date de l'opération	Montant unitaire	Référence de la déclaration AMF
Cédric TOURNAY Directeur Général	Cession	69 670	22 février 2008	30,50 €	208D1616 29/02/2008
Cédric TOURNAY Directeur Général	Cession	9 250	22 février 2008	30,50 €	208D1617 29/02/2008
Cédric TOURNAY Directeur Général	Cession	9 250	22 février 2008	30,50 €	208D1618 29/02/2008
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	2 306 462	22 février 2008	30,50 €	208D1619 29/02/2008
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	6 706	12 novembre 2007	26,32 €	207D7135 26/11/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	5 678	13 novembre 2007	25,07 €	207D7136 26/11/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	6 500	14 novembre 2007	25,47 €	207D7137 26/11/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	3 500	16 novembre 2007	25,17 €	207D7138 26/11/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	249	16 novembre 2007	25,25 €	207D7139 26/11/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	5 611	8 novembre 2007	27,67 €	207D7017 21/11/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	2 005	9 novembre 2007	27,43 €	207D7018 21/11/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	3 700	22 octobre 2007	27,90 €	207D6639 07/11/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	1 530	23 octobre 2007	28,54 €	207D6640 07/11/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	4 770	24 octobre 2007	28,02 €	207D6641 07/11/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	2 500	1 octobre 2007	23,02 €	207D6339 16/10/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	4 000	2 octobre 2007	24,38 €	207D6340 16/10/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	2 500	3 octobre 2007	24,31 €	207D6341 16/10/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	10 000	3 octobre 2007	22,27 €	207D6342 16/10/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	2 500	3 octobre 2007	22,40 €	207D6343 16/10/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	2 500	4 octobre 2007	22,74 €	207D6344 16/10/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	2 500	5 octobre 2007	22,96 €	207D6345 16/10/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	80 000	25 septembre 2007	20 €	207D6198 09/10/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	75 000	25 septembre 2007	20 €	207D6199 09/10/2007
Alexandre LAURENT Président du Conseil	Cession	3 587	25 septembre 2007	21,44 €	207D6200 09/10/2007

AUGMENTATIONS DE CAPITAL – DELEGATIONS DE POUVOIRS ET AUTORISATIONS EN COURS

Augmentations de capital

1. Au cours de l'exercice 2007 et en vertu des « plans d'options des 9 juin 2000, 5 février 2001, 3 septembre 2002 & 30 septembre 2004 », 247.250 actions nouvelles – provenant de l'exercice de 247.250 options de souscription d'actions – ont été souscrites par divers bénéficiaires ; ces souscriptions ont donné lieu à une augmentation du capital social d'un montant global de 61.812,50 € et au versement d'une prime d'émission globale de 451.947,50 € ; le capital social a donc été porté de 1.109.313,25 € à 1.171.125,75 €, divisé en 4.684.503 actions de 0,25 € de valeur nominale chacune ; ces opérations ont été constatées par votre Conseil d'administration suivant délibérations des 23 avril 2007 et 22 janvier 2008.

2. Depuis la clôture de l'exercice 2007 et en vertu des « plans d'options des 5 février 2001 & 3 septembre 2002 », 156.950 actions nouvelles – provenant de l'exercice de 156.950 options de souscription d'actions – ont été souscrites par divers bénéficiaires ; ces souscriptions ont donné lieu à une augmentation du capital social d'un montant global de 39.237,50 € et au versement d'une prime d'émission globale de 185.612,50 € ; le capital social a donc été porté de 1.171.125,75 € à 1.210.363,25 €, divisé en 4.841.453 actions de 0,25 € de valeur nominale chacune ; ces opérations ont été constatées par votre Conseil d'administration suivant délibération du 29 février 2008.

Délégations de pouvoirs et autorisations en cours, et rachat d'actions propres

Indépendamment du présent rapport, un rapport complémentaire récapitulant les délégations de pouvoirs et les autorisations conférées au Conseil d'administration, est résumé ci-après.

1. L'Assemblée générale du 28 juin 2006 a délégué au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social de Doctissimo (i) avec maintien du droit préférentiel de souscription pour un montant maximal de cinq millions d'euros et (ii) avec suppression du droit préférentiel de souscription pour le même montant. Ces délégations ont été données pour une durée de vingt-six mois, c'est-à-dire jusqu'au 28 août 2008.

Rachat d'actions

2. L'Assemblée générale du 6 juin 2007 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au rachat d'actions de Doctissimo pour un nombre maximum de 10% du capital soit 444.698 actions pour un montant maximum de 50 euros hors frais et commission par action, le montant maximum des opérations d'acquisition ne pouvant pas dépasser 20 millions d'euros. Les opérations d'acquisition peuvent intervenir à tout moment y compris en période d'offre publique dans les limites de la réglementation. Cette autorisation expirera au plus tard le 6 décembre 2008. Le rapport spécial sur les opérations réalisées dans le cadre du programme de rachat en cours vous est présenté en annexe 5 ci-après.

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Nous vous informons que les comptes de l'exercice 2007 ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

LISTE DES CONVENTIONS

Conformément à la loi, est mise à votre disposition au siège social une liste des conventions passées par Doctissimo et portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Par ailleurs, nos Commissaires aux comptes ont établi un rapport spécial sur les conventions règlementées de votre Société, à titre consolidé et social, qui est disponible au siège social.

EVENEMENTS POST-CLÔTURE

Les événements post clôture sont détaillés au chapitre 4 ci-après.

Nous vous rappelons néanmoins que l'événement important survenu après la clôture de l'exercice 2007 est la prise de contrôle de Doctissimo par la société Lagardère Active Digital réalisée le 25 février 2008.

ELEMENTS D'INFORMATION AU TITRE DE L'ARTICLE L. 225-100-3 DU CODE DE COMMERCE

STRUCTURE DU CAPITAL DE LA SOCIETE

Nous vous rappelons :

- qu'au 31 décembre 2007, le capital social s'élevait à 1.171.125,75 € divisé en 4.684.503 actions de 0,25 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées,
- qu'à la date d'établissement du présent rapport, le capital social s'élève à 1.210.363,25 € divisé en 4.841.453 actions de 0,25 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont toutes de même catégorie et cotées sur le Marché d'Euronext Paris.
La répartition du capital est détaillée au paragraphe Actionnariat ci-dessus.

RESTRICTIONS STATUTAIRES A L'EXERCICE DES DROITS DE VOTE ET TRANSFERTS d' ACTIONS

Les statuts de la société Doctissimo ne prévoient aucune restriction à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions.

Aucune convention autre que les Promesses (tel que ce terme est défini dans la note d'information présentée par Lagardère Active Digital dans le cadre de la garantie de cours relative à Doctissimo), n'a été portée à la connaissance de la Société en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce.

LISTE DES DETENTEURS DE TOUS TITRES COMPORTANT DES DROITS DE CONTRÔLE SPECIAUX ET DESCRIPTION DE CEUX CI

A l'exception des actionnaires nominatifs détenant des droits de vote double, il n'existe pas d'autre détenteur de titres comportant des droits de contrôle spéciaux.

MECANISME DE CONTROLE PREVU DANS UN EVENTUEL SYSTEME D'ACTIONNARIAT DU PERSONNEL

Néant.

ACCORDS ENTRE ACTIONNAIRES DONT LA SOCIETE A CONNAISSANCE

Hormis les Promesses, la Société n'a connaissance d'aucun accord d'actionnaires pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote.

REGLES APPLICABLES A LA NOMINATION ET AU REMPLACEMENT DES ADMINISTRATEURS ET MODIFICATION DES STATUTS DE LA SOCIETE

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, nommés par l'Assemblée générale des actionnaires.

Toutefois, en cas de fusion, ce nombre peut-être dépassé sans pouvoir être supérieur à vingt-quatre.

Les administrateurs sont nommés pour une durée d'une (1) année. Leur mandat prend fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat desdits administrateurs.

Ils sont indéfiniment rééligibles.

L'administrateur ayant atteint l'âge de 80 ans est réputé démissionnaire d'office ; toutefois cette démission ne prend effet qu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel l'intéressé a atteint l'âge limite.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de 80 ans ne pourra être supérieur au tiers arrondi, le cas échéant, au chiffre immédiatement supérieur des administrateurs en fonction.

En application des dispositions légales, en cas de vacance, par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges, le Conseil d'administration peut, entre deux assemblées, procéder à des nominations à titre provisoire. Si le nombre des membres du Conseil d'administration devient inférieur à trois, le Conseil d'administration doit convoquer immédiatement une assemblée générale en vue de compléter l'effectif.

L'Assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou votant par correspondance, ou représentés, possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, ou votant par correspondance, ou représentés.

POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN PARTICULIER EN MATIERE D'EMISSION OU DE RACHAT D' ACTIONS.

Se reporter à la rubrique « Délégations de pouvoirs et autorisations en cours ».

ACCORDS CONCLUS PAR LA SOCIETE MODIFIES OU PRENANT FIN EN CAS DE CHANGEMENT DE CONTROLE DE LA SOCIETE

A la date du présent document, aucun cocontractant de la Société ne lui a notifié son intention de résilier un quelconque accord compte tenu du changement de contrôle intervenu.

ACCORDS PREVOYANT DES INDEMNITES POUR LES MANDATAIRES SOCIAUX OU LES SALARIES, EN CAS DE DEMISSION, DE LICENCIEMENT SANS CAUSE REELLE ET SERIEUSE OU SI LEUR EMPLOI PREND FIN EN RAISON D'UNE OFFRE PUBLIQUE

Néant.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.



ANNEXE 1 – PRINCIPAUX SITES DE DOCTISSIMO ET DE SES FILIALES

Sociétés	Sites Internet exploités
Doctissimo	Medcost.fr
	MesDiscussions.net
Doctissimo Edition	Doctissimo.fr
	Gyneweb.fr
	123-encheres.com
	Annonces.org
	Contactoo.com
	Visez.com
	Tout-partout.com
	Ados.fr
	Gnomz.com
	Baycriscuisine.com
	Momes.net
Fluctuat	Fluctuat.fr

ANNEXE 2 – RESULTATS FINANCIERS DE L'EMETTEUR AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Art : L.225 et L.225-91 du Code de commerce

Société Doctissimo	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I – Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	1 171 126	1 109 313	1 109 063	1 109 063	1 109 063
b) Nombre d'actions émises	4 684 503	4 437 253	4 436 253	4 436 253	4 436 253
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II – Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	4 426 322	4 278 412	3 010 959	3 330 200	3 286 436
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	964 612	359 567	-663 720	164 236	-700 697
c) Impôt sur les bénéfices	3 750	1 083	3 217	-6 401	3 811
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	960 862	358 484	-666 937	170 637	-704 509
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	871 823	-132 834	-106 627	2 531 359	-1 041 767
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
III – Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	0,21	0,08	-0,15	0,04	-0,16
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	0,19	-0,03	-0,02	0,57	-0,23
c) Dividende versé à chaque action					
IV – Personnel :					
a) Nombre de salariés	19	26	33	32	41
b) Montant de la masse salariale	1 045 249	1 437 022	1 591 939	1 438 030	1 746 351
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	427 046	586 658	631 520	595 327	730 049

ANNEXE 3 – ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

**Liste des mandats ou fonctions exercés dans toute société par les Mandataires sociaux
de la Société DOCTISSIMO au 31 décembre 2007**

Nom & prénom	Mandats et fonctions exercés au sein de DOCTISSIMO	Mandats et/ou fonctions exercés au sein de la Filiale DOCTISSIMO EDITION (S.A.)	Mandats et/ou fonctions exercés au sein de la Filiale DOCTISSIMO SOFTWARE (S.A.R.L.)	Mandats et/ou fonctions exercés au sein de la sous-Filiale FLUCTUAT (S.A.R.L.)	Mandats et/ou fonctions exercés dans d'autres sociétés	
					Indication de la société	Mandats et/ou fonctions
Alexandre Laurent	Président du Conseil Administrateur	Administrateur	Néant	Néant	PELVIPHARM (S.A.S.)	Président
Tournay Cédric	Directeur Général Administrateur	Président du Conseil et Directeur Général Administrateur	Néant	Gérant	Néant	Néant
Dispot Thierry	Administrateur	Néant	Néant	Néant	MEDLINK (S.A.R.L.)	Gérant
Boucherot Alexandre	Administrateur	Néant	Néant	Gérant	Néant	Néant

**ANNEXE 4 – REMUNERATIONS ET AVANTAGES DE TOUTE NATURE DES MANDATAIRES SOCIAUX
EN 2007**

Société DOCTISSIMO

Nom & prénom	Mandat social	Rémunération brute annuelle	Avantages de toute nature
Alexandre Laurent	Président du Conseil Administrateur	21.000 € au titre de son mandat social de Directeur Général de la Société (rémunération brute globale du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2007 inclus) 9.000 € au titre de son mandat social de Président du Conseil d'administration (rémunération brute globale du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2007 inclus)	3.347 € (véhicule mis à sa disposition au 1 ^{er} janvier au 29 août 2007)
Tournay Cédric (*)	Directeur Général Administrateur	78.801 € (rémunéré au titre de son mandat social de Directeur Général Délégué du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2007 et au titre de son mandat social de Directeur Général du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 2007 inclus)	6.055 € (véhicule mis à sa disposition)
Dispot Thierry	Administrateur	42.318 € au titre de ses fonctions salariées de Directeur Médical (rémunération brute globale du 1 ^{er} janvier au 30 avril 2007 inclus – depuis le 1 ^{er} mai 2007, n'est plus salarié)	1.270 € (véhicule mis à sa disposition au titre de ses fonctions salariées)
Boucherot Alexandre	Administrateur	Néant	Néant

(*) il a été consenti à Monsieur Cédric TOURNAY :

- ⇒ 115.000 options donnant droit à la souscription d'actions, dans le cadre du « plan d'options du 12 avril 2002 » ; la totalité de ces options a été levée.
- ⇒ 40.000 options donnant droit à la souscription d'actions, dans le cadre du « plan d'options du 29 juin 2004 » ; aucune de ces options n'a été levée.

Société DOCTISSIMO EDITION, filiale de DOCTISSIMO

Nom & prénom	Mandat social	Rémunération brute annuelle	Avantages de toute nature
Tournay Cédric	Président du Conseil et Directeur Général Administrateur	Néant	Néant
Malhuret Claude	Vice-Président du Conseil Administrateur	Néant	Néant
Alexandre Laurent	Administrateur	Néant	Néant
Clément Christophe	Administrateur	Néant	Néant

Société DOCTISSIMO SOFTWARE, filiale de DOCTISSIMO
rémunération et avantages de toute nature du Mandataire social au 31 décembre 2007

Nom & prénom	Mandat social	Rémunération brute annuelle	Avantages de toute nature
Clément Christophe	Gérant	Néant	Néant

Société FLUCTUAT, sous-filiale de DOCTISSIMO
rémunération et avantages de toute nature des Mandataires sociaux au 31 décembre 2007

Nom & prénom	Mandat social	Rémunération brute annuelle	Avantages de toute nature
Tournay Cédric	Gérant	Néant	Néant
Boucherot Alexandre	Gérant	48.000 € au titre de ses fonctions salariées de Rédacteur en chef	Néant

ANNEXE 5 – RAPPORT SPECIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES OPERATIONS REALISEES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Chers Actionnaires,

En vertu de l'article L. 225-209, alinéa 2 modifié par la loi 2005-842 du 26 juillet 2005, le présent rapport vous est présenté pour vous rendre compte des programmes de rachat d'actions propres mis en œuvre par votre Conseil d'administration.

Tout d'abord, nous vous rappelons qu'aux termes de votre Assemblée Générale Mixte du 6 juin 2007, votre Conseil d'administration a été autorisé à acquérir un maximum de 10 % du capital de la Société, soit à cette date 444.698 actions, pour une durée expirant le 6 décembre 2008.

Conformément à l'article L. 225-209 du Code de Commerce, nous vous informons que, dans le but d'animer le marché, il a été procédé au cours de l'année 2007 :

- dans le cadre du contrat de liquidité géré par la société de bourse Gilbert Dupont – dont la quote-part de Doctissimo est de 100 % – au rachat de 122.466 titres au cours moyen de 18,7146 € et à la vente de 124.848 titres au cours moyen de 18,3918 € ; lesdites opérations n'ont donné lieu à aucun frais de négociation.
- Par ailleurs, Doctissimo a procédé au rachat de 66.228 titres au cours moyen de 8,0247 € et moyennant des frais de négociation hors taxes de 1.906,88 €.

Dans le cadre des programmes de rachat d'actions mis en œuvre jusqu'au 31 décembre 2007, le nombre total de titres acquis sur le Marché d'Euronext Paris est de 430.821 titres Doctissimo. La valeur de ces titres au 31 décembre 2007 s'élève à 11.806.908 € (évaluation faite à partir du cours moyen de bourse du mois de décembre 2007 : 27,4056 €).

Par exercice, le nombre de titres acquis s'établit comme suit :

▪ exercice 2000	1.500 titres
▪ exercice 2001	23.729 titres
▪ exercice 2002	43 titres
▪ exercice 2003	34.053 titres
▪ exercice 2004	113.883 titres
▪ exercice 2005	119.885 titres
▪ exercice 2006	71.500 titres
▪ exercice 2007	<u>66.228 titres</u>
<u>soit un nombre total de titres Doctissimo de</u>	<u>430.821 titres</u>

D'autre part, les titres ainsi acquis ont également permis de financer la croissance externe : en effet, ils ont servi, à concurrence de 22.516 titres, au paiement d'une partie du prix d'acquisition par Doctissimo de 100 % du capital de Doctissimo Software (anciennement No One Development) réalisée le 7 novembre 2007.

Compte tenu de cet élément, le nombre total de titres Doctissimo au 31 décembre 2007 ressort à 408.305 titres (430.821 – 22.516 titres).

Par ailleurs, dans le cadre du contrat de liquidité, Doctissimo détient au 31 décembre 2007, 2.589 titres, de telle sorte que l'auto-détention à cette date ressort à 410.894 titres, soit 8,77 % du capital.

En second lieu, la Société a mis en œuvre dans les conditions suivantes, le programme de rachat entre le 1^{er} janvier 2008 et le 8 avril 2008 inclus.

Toujours, dans le but d'animer le marché, il a été procédé au cours de ladite période, dans le cadre du contrat de liquidité géré par la société de bourse Gilbert Dupont, au rachat de 45.017 titres au cours moyen de 27,6700 € et à la vente de 44.973 titres au cours moyen de 27,5682 €.

Nous vous signalons que Doctissimo, au cours de cette même période, n'a pas procédé au rachat de titres.

Enfin, dans le cadre du contrat de liquidité, Doctissimo détient au 28 avril 2008, 2.633 titres, de telle sorte que l'auto-détention à cette date représente 410.938 titres, soit 8,69 % du capital actuel de votre Société.

Le Conseil d'administration.

ANNEXE 6 – RAPPORT SPECIAL SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION D’ACTIONS DE LA SOCIETE ET MISE A JOUR AU 26 FEVRIER 2008

Chers Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l’article L. 225-184 du Code de Commerce, nous vous rendons compte des plans d’options mis en œuvre par votre Conseil d’administration.

Nous vous précisons que les éléments énoncés ci-dessous constituent un point sur les plans adoptés au cours des exercices 2000 à 2004, aucun plan n’ayant été mis en œuvre depuis lors.

A. votre Conseil d’administration – en vertu de l’autorisation qui lui a été conférée aux termes de l’Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 5 avril 2000 – a consenti au bénéfice de membres du personnel et/ou dirigeants de la Société, 160.000 options donnant droit à la souscription de 160.000 actions nouvelles de 0,25 € de nominal, nombre conforme à l’autorisation conférée.

Cette opération s’est réalisée en deux étapes, l’une en juin 2000 et l’autre en février 2001, savoir :

1° aux termes d’une réunion en date du 9 juin 2000, votre Conseil d’administration a décidé de consentir un total de 60.000 options donnant droit à la souscription de 60.000 actions nouvelles de 0,25 € de valeur nominale chacune et d’attribuer la totalité desdites options à 45 bénéficiaires, membres du personnel et/ou dirigeants de la Société.

Caractéristiques de ces 60.000 options

1 option donnant droit à 1 action nouvelle ;

délai d’exercice des options : SEPT (7) ans à compter du 9 juin 2000 ;

conditions d’exercice des options : être salarié de la Société ou d’une filiale ou sous-filiale lors de la levée ;

période d’indisponibilité des options : 2 ans à compter du 9 juin 2000 ;

cession des actions : le bénéficiaire ne pourra céder les actions avant un délai de CINQ (5) ans suivant la date d’attribution initiale des options ;

prix de souscription aux actions nouvelles : 7,90 € par action, identique au prix d’introduction, soit avec une prime d’émission de 7,65 € par action ;

le prix de souscription ne pourra être modifié pendant la durée de l’option, sauf les cas prévus par l’article L. 225-181 et les articles R. 225-137 & R. 225-139 à R. 225-142 du Code de Commerce.

Lors de la souscription, les 60.000 actions nouvelles devront être intégralement libérées, tant de la totalité de leur valeur nominale, soit la somme de 15.000 €, que de la totalité de la prime d’émission, soit la somme de 459.000 €, représentant une libération globale de 474.000 €.

2° aux termes d’une réunion en date du 5 février 2001, votre Conseil d’administration a décidé de consentir un total de 100.000 options donnant droit à la souscription de 100.000 actions nouvelles de 0,25 € de valeur nominale chacune et d’attribuer la totalité desdites options à 70 bénéficiaires environ, membres du personnel et/ou dirigeants de la Société.

Caractéristiques de ces 100.000 options

1 option donnant droit à 1 action nouvelle ;

délai d’exercice des options : SEPT (7) ans à compter du 5 février 2001 ;

conditions d’exercice des options : être salarié de la Société ou d’une filiale ou sous-filiale lors de la levée ;

période d’indisponibilité des options : 2 ans à compter du 5 février 2001 ;

cession des actions : le bénéficiaire ne pourra céder les actions avant un délai de CINQ (5) ans suivant la date d’attribution initiale des options ;

prix de souscription aux actions nouvelles : 6 € par action, soit avec une prime d’émission de 5,75 € par action ;

le prix de souscription ne pourra être modifié pendant la durée de l’option, sauf les cas prévus par l’article L. 225-181 et les articles R. 225-137 & R. 225-139 à R. 225-142 du Code de Commerce.

Lors de la souscription, les 100.000 actions nouvelles devront être intégralement libérées, tant de la totalité de leur valeur nominale, soit la somme de 25.000 €, que de la totalité de la prime d’émission, soit la somme de 575.000 €, représentant une libération globale de 600.000 €.

Sur les 160.000 options créées en avril 2000, visées au A. ci-dessus, 146.550 options ont été souscrites à la clôture de l'exercice 2002. Depuis lors, 104.800 options ont été annulées, 13.450 options non attribuées sont venues à expiration le 4 avril 2005 et 9.350 options ont été levées (comme indiqué au 1. ci-dessous), de telle sorte que seules 21.950 options subsistent au 31 décembre 2007 sur les 160.000 options précitées.



Nous vous informons que certains bénéficiaires d'options attribuées par le Conseil d'administration et faisant partie des « plans d'options du 9 juin 2000 et du 5 février 2001 » ont exercé un certain nombre d'options, savoir :

1. au cours de l'année 2007 :

- a)** dix bénéficiaires ont exercé globalement 23.900 options faisant partie du « plan d'options du 9 juin 2000 » : ainsi, ils ont souscrit globalement 23.900 actions nouvelles au prix de 7,90 €, soit 0,25 € de valeur nominale et 7,65 € de prime d'émission par action, représentant une libération globale de 188.810 € (5.975 € de nominal + 182.835 € de prime)
- b)** huit bénéficiaires ont exercé globalement 8.350 options faisant partie du « plan d'options du 5 février 2001 » : ainsi, ils ont souscrit globalement 8.350 actions nouvelles au prix de 6,00 €, soit 0,25 € de valeur nominale et 5,75 € de prime d'émission par action, représentant une libération globale de 50.100 € (2.087,50 € de nominal + 48.012,50 € de prime).
- c)** deux bénéficiaires ont exercé globalement 165.000 options faisant partie du « plan d'options du 3 septembre 2002 » : ainsi, ils ont souscrit globalement 165.000 actions nouvelles au prix de 0,69 €, soit 0,25 € de valeur nominale et 0,44 € de prime d'émission par action, représentant une libération globale de 113.850 € (41.250 € de nominal + 72.600 € de prime)
- d)** deux bénéficiaires ont exercé globalement 50.000 options faisant partie du « plan d'options du 30 septembre 2004 » : ainsi, ils ont souscrit globalement 50.000 actions nouvelles au prix de 3,22 €, soit 0,25 € de valeur nominale et 2,97 € de prime d'émission par action, représentant une libération globale de 161.000 € (12.500 € de nominal + 148.500 € de prime).

En résumé, au cours de l'année 2007, 247.250 actions nouvelles ont été souscrites ayant donné lieu à une augmentation du capital social d'un montant global de 61.812,50 € et au versement d'une prime d'émission globale de 451.947,50 € ; le capital social a donc été porté de 1.109.313,25 € à 1.171.125,75 € divisé en 4.684.503 actions de 0,25 € de valeur nominale chacune.

2. du 1^{er} janvier au 25 février 2008 inclus :

- a)** quatre bénéficiaires ont exercé globalement 21.950 options faisant partie du « plan d'options du 5 février 2001 » : ainsi, ils ont souscrit globalement 21.950 actions nouvelles au prix de 6,00 €, soit 0,25 € de valeur nominale et 5,75 € de prime d'émission par action, représentant une libération globale de 131.700 € (5.487,50 € de nominal + 126.212,50 € de prime).
- b)** deux bénéficiaires ont exercé globalement 135.000 options faisant partie du « plan d'options du 3 septembre 2002 » : ainsi, ils ont souscrit globalement 135.000 actions nouvelles au prix de 0,69 €, soit 0,25 € de valeur nominale et 0,44 € de prime d'émission par action, représentant une libération globale de 93.150 € (33.750 € de nominal + 59.400 € de prime).

En résumé, au titre de la période allant du 1^{er} janvier au 25 février 2008 inclus, 156.950 actions nouvelles ont été souscrites ayant donné lieu à une augmentation du capital social d'un montant global de 39.237,50 € et au versement d'une prime d'émission globale de 185.612,50 € ; le capital social a donc été porté de 1.171.125,75 € à 1.210.363,25 € divisé en 4.841.453 actions de 0,25 € de valeur nominale chacune.



Compte tenu des éléments énoncés ci-dessus, il est à constater que depuis le 31 décembre 2007, les 21.950 options restantes au titre des « plans des 9 juin 2000 et 5 février 2001 » ont été levées, de telle sorte qu'il reste au 26 février 2008, au titre desdits plans, 0 options en cours de validité non levées.

- B.** un deuxième plan d'options a été voté par l'Assemblée Générale Mixte du 28 juin 2001, autorisant le Conseil d'administration à consentir au bénéfice de membres du personnel et/ou dirigeants de la Société, 100.000 options donnant droit à la souscription de 100.000 actions nouvelles de 0,25 € de nominal et ce, pour une durée de 38 mois qui viendra à expiration le 27 août 2004.
- C.** un troisième plan d'options a été voté par l'Assemblée Générale Mixte du 12 avril 2002, autorisant le Conseil d'administration à consentir au bénéfice de membres du personnel et/ou dirigeants de la Société, 200.000 options donnant droit à la souscription de 200.000 actions nouvelles de 0,25 € de nominal et ce, pour une durée de 38 mois venant à expiration le 11 juin 2005.
- D.** aux termes d'une délibération de votre Conseil d'administration du 3 septembre 2002, les plans n°2 et 3 visés aux points B. et C. ci-dessus, ont été attribués en totalité, soit à hauteur de 300.000 options donnant droit à la souscription de 300.000 actions nouvelles de 0,25 € de valeur nominale chacune, et ce, au profit d'un dirigeant et de trois membres du personnel de la Société.

Caractéristiques de ces 300.000 options

1 option donnant droit à 1 action nouvelle ;

délai d'exercice des options : SEPT (7) ans à compter du 3 septembre 2002, soit la date de leur attribution ;

conditions d'exercice des options : être salarié de la Société ou d'une filiale ou sous-filiale lors de la levée ;

période d'indisponibilité des options : aucune ;

cession des actions : le bénéficiaire pourra céder les actions à tout moment à compter de la date d'exercice des options ;

prix de souscription aux actions nouvelles : 0,69 € par action, soit avec une prime d'émission de 0,44 € par action ;

le prix de souscription ne pourra être modifié pendant la durée de l'option, sauf les cas prévus par l'article L. 225-181 et les articles R. 225-137 & R. 225-139 à R. 225-142 du Code de Commerce.

Lors de la souscription, les 300.000 actions nouvelles devront être intégralement libérées, tant de la totalité de leur valeur nominale, soit la somme de 75.000 €, que de la totalité de la prime d'émission, soit la somme de 132.000 €, représentant une libération globale de 207.000 €.

Les 300.000 options ont été attribuées :

en faveur de 3 salariés, à concurrence de	185.000 options
en faveur d'un dirigeant, M. Cédric TOURNAY, à concurrence de	115.000 options
total égal au nombre d'options consenties	<u>300.000 options</u>

Tous ces bénéficiaires ont souscrit aux dites 300.000 options.

Au 31 décembre 2007, sur ces 300.000 options, Monsieur Cédric Tournay a levé les 115.000 options, ainsi qu'un salarié sur les 3 pour 50.000 options, de telle sorte qu'il restait au 1^{er} janvier 2008, 50.000 options sur le « plan du 28 juin 2001 » et 85.000 options sur le « plan du 12 avril 2002 » non encore levées en cours de validité.

- E.** un quatrième plan d'options a été voté par l'Assemblée Générale Mixte du 29 juin 2004, autorisant le Conseil d'administration à consentir au bénéfice de membres du personnel et/ou dirigeants de la Société, 300.000 options donnant droit à la souscription de 300.000 actions nouvelles de 0,25 € de nominal et ce, pour une durée de 38 mois qui viendra à expiration le 28 août 2007.

Aux termes d'une délibération de votre Conseil d'administration du 30 septembre 2004, il a été attribué sur ce quatrième plan d'options, 167.000 options de souscription d'actions au profit d'un dirigeant et de cinq membres du personnel de la Société.

Caractéristiques de ces 167.000 options

1 option donnant droit à 1 action nouvelle ;

délai d'exercice des options : SEPT (7) ans à compter du 30 septembre 2004, soit la date de leur attribution ;

conditions d'exercice des options : être salarié ou dirigeant de la Société ou d'une filiale ou sous-filiale lors de la levée, étant précisé que la levée des options est subordonnée pour chaque bénéficiaire à l'atteinte d'un objectif fixé par le Conseil d'administration ; pour la mise en œuvre de cette condition d'exercice, la levée des options pourra intervenir à compter du 17 avril 2006 et jusqu'au 30 septembre 2011 ;

En outre, votre Conseil d'administration suivant délibération du 25 juillet 2005 a supprimé la condition d'objectif attachée à ces options.

Période d'indisponibilité des actions provenant des levées d'options : QUATRE (4) ans à compter du 30 septembre 2004, soit la date de leur attribution ;

le bénéficiaire ne pourra céder les actions avant un délai de QUATRE (4) ans suivant la date d'attribution initiale des options ; toutefois, les actions pourront être négociées avant l'expiration de ce délai dans certaines conditions pour les cas suivants :

- licenciement du titulaire,
- mise à la retraite,
- invalidité,
- décès du titulaire ;

prix de souscription aux actions nouvelles : 3,22 € par action, soit avec une prime d'émission de 2,97 € par action ;

le prix de souscription ne pourra être modifié pendant la durée de l'option, sauf les cas prévus par l'article L. 225-181 et les articles R. 225-137 & R. 225-139 à R. 225-142 du Code de Commerce.

Lors de la souscription, les 167.000 actions nouvelles devront être intégralement libérées, tant de la totalité de leur valeur nominale, soit la somme de 41.750 €, que de la totalité de la prime d'émission, soit la somme de 495.990 €, représentant une libération globale de 537.740 €.

Les 167.000 options ont été attribuées :

en faveur de 5 salariés, à concurrence de	127.000 options
en faveur d'un dirigeant, M. Cédric TOURNAY, à concurrence de	40.000 options
total égal au nombre d'options consenties	<u>167.000 options</u>

Tous ces bénéficiaires ont souscrit aux dites 167.000 options.

Au 31 décembre 2007, deux salariés ont levé globalement 50.000 options, 143.000 options ont été annulées du fait de leur caducité, de telle sorte qu'il reste sur le « plan du 29 juin 2004 » 107.000 options en cours de validité non exercées à ce jour

Le tableau ci-après résume la situation, au 31 décembre 2007, des instruments dilutifs évoqués ci-dessus :

Tableau au 31 décembre 2007

	Plan du 9.06.2000 Prix moyen de souscription 7,90 €	Plan du 5.02.2001 Prix moyen de souscription 6 €	Plan du 28.06.2001 Prix moyen de souscription 0,69 € Indiqué 09/2002 par Ste Générale	Plan du 12.04.2002 Prix moyen de souscription 0,69 € Indiqué 09/2002 par Ste Générale	Plan du 29.06.2004 Prix moyen de souscription 3,22 €
10 premiers Salariés non mandataires sociaux					
Salarié 1	Néant	10.250 (E)	50.000 (E)	85.000 (E)	35.000 (E)
Salarié 2		10.200 (E)			20.000 (E)
Salarié 3		1.000 (E)			12.000 (E)
Salarié 4	Néant	500 (E)			
Salarié 10	Néant	Néant			
Total des 10 premiers Salariés	0 options non encore levées	21.950 options non encore levées	50.000 options non encore levées	85.000 options non encore levées	67.000 options non encore levées
Autres Salariés non mandataires	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Mandataires sociaux Cédric TOURNAY	Néant	Néant	Néant	Néant	40.000 options non encore levées
Options en cours de validité, attribuées ou non	0	21.950	50.000	85.000	107.000
Options annulées	36.100	68.700	0	0	143 000
Options levées en 2006 en 2007	0 23.900	1.000 8.350	0 50.000	0 115.000	0 50.000
Total des options	60.000	100.000	100.000	200.000	300.000

(E) = options exerçables.

En résumé, au 31 décembre 2007 :

Options attribuées en cours de validité : 263.950 options exerçables.

(21.950 + 50.000 + 85.000 + 107.000).

Options pouvant être attribuées en cours de validité : Néant.

Options caduques : 247.800 options.

(104.800 + 133.000 + 10.000).

Options levées en 2006 et 2007 : 268.700 options.

en 2006 : 1.000 options

en 2007 : 267.700 options

Capital social augmenté consécutivement aux levées d'options :

- 18 décembre 2006 : + 1.000 actions, soit un capital social composé de 4.437.253 actions.
- 23 avril 2007 : + 9.730 actions, soit un capital composé de 4.446.983 actions.
- A la fin 2007 : + 237.520 actions, soit un capital composé de 4.684.503 actions.



Compte tenu des éléments énoncés ci-dessus, les 263.950 options en cours de validité pourraient donner lieu à la souscription de 263.950 actions de 0,25 € de valeur nominale chacune.

En dehors des options précitées, il ne reste plus d'autre source de capital potentielle en cours de validité.

En conclusion, la dilution potentielle qui résulterait des augmentations de capital liées à l'exercice de tous les instruments dilutifs en cours de validité, serait de 5,33 % du capital pleinement dilué.

Le Conseil d'administration.

**Situation au 26 février 2008,
après l'établissement du rapport spécial du Conseil d'administration sur les options**

En résumé, au 26 février 2008 :

Options attribuées en cours de validité : 107.000 options exerçables.

Options pouvant être attribuées en cours de validité : Néant.

Options caduques : 247.800 options.

(104.800 + 133.000 + 10.000).

Options levées en 2006 & 2007 et au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 25 février 2008 inclus : 405.200 options.

en 2006 : 1.000 options

en 2007 : 247.250 options

du 1.01. au 25.02.2008 : 156.950 options

Capital social augmenté consécutivement aux levées d'options :

- au 31 décembre 2007, le capital social était composé de 4.684.503 actions.
- Entre le 1^{er} janvier & le 25 février 2008 : + 156.950 actions ont été émises du fait de levées d'options ; à la date du 29 avril 2008, le capital social est donc composé de 4.841.453 actions.



Compte tenu des éléments énoncés ci-dessus, les 107.000 options du « plan 2004 » en cours de validité pourraient donner lieu à la souscription de 107.000 actions de 0,25 € de valeur nominale chacune.

La dilution potentielle qui résulterait des augmentations de capital liées à l'exercice de tous les instruments dilutifs en cours de validité, serait de 2,16% du capital pleinement dilué.

Ci-après le tableau résumant la situation des plans d'options au 26 février 2008 :

TABLEAU 26 FEVRIER 2008

	Plan du 9.06.2000 Prix moyen de souscription 7,90 €	Plan du 5.02.2001 Prix moyen de souscription 6 €	Plan du 28.06.2001 Prix moyen de souscription 0,69 € Indiqué 09/2002 par Ste Générale	Plan du 12.04.2002 Prix moyen de souscription 0,69 € Indiqué 09/2002 par Ste Générale	Plan du 29.06.2004 Prix moyen de souscription 3,22 €
10 premiers Salariés non mandataires sociaux					
Salarié 1	Néant	Néant	Néant	Néant	35.000 (E)
Salarié 2					20.000 (E)
Salarié 3					30.000 (E)
Salarié 4	Néant	Néant			
Salarié 10	Néant	Néant			
Total des 10 premiers Salariés	0 options non encore levées	0 options non encore levées	0 options non encore levées	0 options non encore levées	67.000 options non encore levées
Autres Salariés non mandataires	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Mandataires sociaux Cédric TOURNAY	Néant	Néant	Néant	Néant	40.000 options non encore levées
Options en cours de validité, attribuées ou non	0	0	0	0	107.000
Options annulées	36.100	68.700	0	0	143 000
Options levées en 2006	0	1.000	0	0	0
en 2007	23.900	8.350	50.000	115.000	50.000
en 2008	0	21.950	50.000	85.000	Néant
Total des options	60.000	100.000	100.000	200.000	300.000

(E) = options exerçables.

ANNEXE 7 – RAPPORTS SUR LES PROCEDURES INTERNES

A/ RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE CONTROLE INTERNE (exercice 2007)

Chers Actionnaires,

Conformément à l'article L. 225-37 du Code de Commerce, je dois vous rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

La composition de votre Conseil d'Administration a été entièrement modifiée à la suite de la prise de contrôle de votre société par le groupe Lagardère.

Le conseil réuni le 25 février a pris acte des démissions de l'ensemble des membres et coopté quatre nouveaux administrateurs. Depuis le 25 février 2008, la composition du conseil d'administration est, sous réserve de la ratification par la présente assemblée générale la suivante :

- moi-même (Julien Billot), Président du Conseil d'administration
- Madame Béatrice de Clermont Tonnerre, Administrateur
- Monsieur Alain Lemarchand, Administrateur
- Monsieur Didier Quillot, Administrateur.

1°) PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1.1. Composition du Conseil

Au 31 décembre 2007, votre Conseil d'administration est composé de 4 Membres, savoir :

- Monsieur Laurent ALEXANDRE, Président & Directeur Général
- Monsieur Cédric TOURNAY, Directeur Général Délégué, Administrateur
- Monsieur Thierry DISPOT, Administrateur
- Monsieur Alexandre BOUCHEROT, Administrateur.

Le Conseil d'administration ne compte pas d'Administrateurs élus par les salariés, ni de censeurs.

Il n'existe pas d'Administrateurs indépendants tels que l'AMF définit cette notion.

La direction de la Société n'a pas mis en place de mesures afin d'évaluer les performances et les travaux de ses organes de direction et en particulier, de son Conseil d'administration.

La Société n'a pas mis en place de comités d'audit ou de rémunérations, ni de règlement intérieur de son Conseil d'administration, mais elle comporte un Comité de Direction.

Chaque Administrateur en fonction doit détenir une action de la Société au plus tard dans les trois mois de sa nomination.

1.2. Pouvoirs du Directeur Général et du Directeur Général délégué

Comme indiqué en préambule, le Conseil d'administration a confié la Direction Générale de Doctissimo à Monsieur Cédric Tournay, non administrateur de votre société.

Sous réserve des pouvoirs que la loi et les statuts de la Société attribuent expressément aux assemblées d'actionnaires, ainsi que des pouvoirs qu'ils réservent de façon spéciale au Conseil d'administration et, dans la limite de l'objet social, Monsieur Cédric Tournay dispose, en sa qualité de Directeur Général, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et la représente vis-à-vis des tiers.

Le Conseil d'administration n'a désigné aucun Directeur Général Délégué.

1.3. Fréquence des réunions

Au cours de l'exercice 2007, votre Conseil d'administration s'est réuni sept fois sur convocation du Président.

Les principales missions du Conseil d'administration sont les suivantes :

- examen des états financiers,
- approbation du budget annuel,
- discussion des orientations stratégiques,
- désignation des mandataires sociaux.

1.4. Information des Administrateurs

Tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des Administrateurs leur ont été communiqués dans les délais légaux et statutaires.

1.5. Tenue des réunions

Les réunions du Conseil d'administration se déroulent au siège social. Le quorum de moitié au moins de la présence des Administrateurs aux réunions du Conseil a toujours été atteint pour permettre les délibérations régulières du Conseil.

Conformément à l'article L. 225-238 du Code de Commerce, les Commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions du Conseil qui ont examiné et arrêté les comptes intermédiaires (comptes semestriels), ainsi que les comptes annuels (sociaux et consolidés).

1.6. Jetons de présence

Aucun jeton de présence n'est attribué aux Administrateurs.

1.7. Comités spécialisés

Des réunions du Comité de Direction ont lieu au moins une fois par semaine relatives aux questions posées dans le cours de l'activité de la Société, de ses filiales et de sa sous-filiale.

La Société n'a pas formé d'autre comité ayant une fonction particulière.

1.8. Procès-verbaux des réunions – Convocations

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration sont établis à l'issue de chaque réunion et communiqués sans délai à tous les Administrateurs.

Il a été régulièrement communiqué aux Commissaires aux comptes la liste et l'objet des conventions portant sur des opérations courantes, les plus significatives, conclues à des conditions normales.

Je vous présente maintenant les informations prévues par la réglementation sur les procédures de contrôle interne mises en place au sein de votre Société.

2°) PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

2.1. Organisation générale du contrôle interne

Les personnes chargées de vérifier le respect des procédures de contrôle interne sont :

- le Directeur Général,
- le Directeur Général Adjoint aux finances,
- le Service Comptable de la Société,
- l'Expert-Comptable externe à la Société.

Par ailleurs, comme lors des exercices précédents, la Société a mis en œuvre tous les moyens demandés par les Commissaires aux comptes, afin de favoriser l'accomplissement de leurs diligences. Celles-ci incluent des travaux visant notamment à apprécier la sincérité des informations données et leur cohérence d'ensemble.

Conformément à la loi, à l'issue de la présentation du présent rapport, vos Commissaires aux comptes vous donneront lecture de leur rapport "sur le rapport du Président, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière".

2.2. Mise en œuvre du contrôle interne

- Prises de décisions de la Direction

Une équipe des membres de la Direction se réunit régulièrement pour faire le point des questions de gestion dans le cours normal et hors du cours normal des affaires, tant en ce qui concerne la Société-mère que ses filiales et sa sous-filiale, les points hors du cours normal sont présentés pour être tranchés suivant délibération du Conseil d'administration de la Société-mère.

Des contrôles sur l'application des décisions de gestion par les différents services du groupe sont quotidiennement effectués par la Direction Générale et la Direction Financière.

- Procédure de contrôle de la gestion des filiales et de la sous-filiale

Les actes dans le périmètre de la gestion courante effectués par le personnel des entités sont contrôlés par les équipes de Direction de chaque entité en place.

Les actes hors du cours normal des affaires sont contrôlés régulièrement par l'équipe de direction de la Société-mère et présentés au Conseil d'administration de la Société-mère pour être approuvés avant leurs mises en œuvre.

- Gestion et prévention des risques juridiques

Une équipe interne à la Société-mère est en charge de ces risques et procède à la consultation régulière de conseils spécialistes notamment en matière sociale, droit des sociétés, droit commercial, droit des marques, etc., si nécessaire.

Une revue systématique des contrats importants liés à l'activité et en matière sociale est effectuée par les personnes susmentionnées et fait l'objet de mise au point en collaboration avec la Direction avant signature.

- Procédure d'évaluation régulière des provisions pour risques et dépréciations

Des propositions du Service Comptable, en concertation avec l'équipe de Direction et l'Expert-Comptable, sont présentées au Directeur Général et aux Commissaires aux comptes.

Pour ce qui concerne les créances clients, leur probabilité de recouvrement est vérifiée très régulièrement par le Service Comptable qui en rend compte au Directeur Général. Le niveau des provisions clients est ajusté à chaque arrêté de comptes.

Ces provisions sont effectuées sous contrôle étroit des Commissaires aux comptes.

- Gestion du risque lié au placement éventuel de trésorerie

La Direction Générale prend toute décision y afférente sur proposition de son Conseiller de Banque en ayant soin de procéder à des placements ne présentant pas de risque en capital.

- Gestion des risques liés à la sécurité des données informatiques relatives à la « santé »

Les données manipulées dans le domaine de la santé par la Société Doctissimo sont des informations stratégiques touchant à son cœur de métier.

La Société Doctissimo reste donc vigilante quant à la protection de ces données au niveau du commerce électronique qui nécessite l'utilisation de technologies de cryptage et d'authentification fournies sous licence par des sociétés tierces.

Doctissimo utilise trois types de cryptage et réalise toutes les veilles technologiques nécessaires à son maintien au plus haut niveau de sécurisation existant à l'heure actuelle.

Aucun incident n'est à déplorer à ce jour en la matière.

La sécurité des données est assurée sur trois plans :

- a) confidentialité des données : Doctissimo déclare tous les fichiers de données qu'elle utilise auprès de la CNIL,
 - b) fiabilité et disponibilité des données : Doctissimo prend les précautions nécessaires pour se prémunir contre l'indisponibilité des données due à la défaillance des fournisseurs d'accès en doublant systématiquement son infrastructure à ce titre.
- Gestion des risques liés au travail et au forfait

Le développement de projets au forfait comporte par définition un risque de dépassement. Doctissimo s'est doté d'outils de contrôle et de coordination pour limiter ce risque au maximum.

En amont, tout devis est établi en accord avec l'équipe de production et doit être visé par la direction des opérations. Cela permet d'éviter les ventes sous-évaluées.

Les charges de travail de la totalité de l'équipe de production (chefs de projet, développeurs, intégrateurs, graphistes ...) font l'objet d'un rapport quotidien d'activité, sur l'Intranet de Doctissimo, et permettent de suivre au jour le jour le temps "homme" affecté aux différents projets.

Les contrôles en la matière se font à trois niveaux :

- des contrôles quotidiens par les chefs de projet sont effectués quant à l'avancée des développements ; ces derniers doivent en outre signaler tout dépassement pressenti par rapport au devis initial,
- puis, la directrice des opérations et le directeur des projets effectuent un point hebdomadaire sur le travail de contrôle des chefs de projet,
- enfin, une fois par mois, la direction générale examine l'adéquation entre les charges de production et les ventes.

En conséquence, ces procédures permettent d'assurer la rentabilité de la majeure partie des projets vendus. Quelques dépassements ont pu avoir lieu qui ne remettent cependant pas en cause la rentabilité globale de la production au forfait.

2.3. Sauvegarde des actifs

- souscription de contrats d'assurance : outre les contrats d'assurance classique liée aux activités de la Société et du groupe, Doctissimo dispose de contrats d'assurance spécifiques visant à garantir la responsabilité civile et la perte d'exploitation.
- il existe un service interne de maintenance informatique organisant notamment la sauvegarde des logiciels et des données nécessaires à l'activité de la Société.
- une attention particulière est portée sur la sauvegarde quotidienne des bases de données et d'autres fichiers. Des anti-virus ont été mis en place afin de réduire le risque de sinistre.

2.4. Prévention et détection des fraudes et erreurs

Cette prévention est effectuée en étroite collaboration entre notre Service Comptable et notre Expert-Comptable. Doctissimo a mis en place les moyens permettant d'avoir l'assurance raisonnable qu'elle se conforme aux principaux usages en la matière notamment au niveau de la séparation des tâches.

2.5. Etablissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables

Ce travail est d'abord effectué par notre Service Comptable avec l'assistance de notre Expert-Comptable. Une procédure de respect impératif des délais nous permet de produire les informations comptables et financières fiables et sincères en temps voulu.

Les Commissaires aux comptes, de leur côté, ont mis en place les moyens leur permettant d'effectuer leurs diligences en temps voulu afin de vous présenter leurs rapports sur les comptes annuels et semestriels et vous donner leur avis sur leur sincérité.

3°) PRINCIPES ET REGLES ARRETES POUR DETERMINER LES REMUNERATIONS ET AVANTAGES DE TOUTE NATURE ACCORDES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Le principe de rémunération pour les mandataires sociaux est fondé sur l'évolution du chiffre d'affaires de la Société.

Conformément à l'article L 225-37 du Code de commerce, le présent rapport a pour objet de « rendre compte » des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société, c'est à dire de les décrire et de les expliquer. Il n'appartient pas au Président du conseil d'administration d'apprécier l'efficacité de ces procédures, d'en concevoir de nouvelles ou de les mettre en place, ces missions relevant de la responsabilité de la Direction Générale.

Le présent rapport a été établi et signé par Monsieur Julien Billot, Président du Conseil d'administration de Doctissimo en fonction depuis le 25 février 2008. Pour permettre l'établissement de ce rapport conformément aux dispositions légales ci-dessus visées, Monsieur Laurent Alexandre, Président Directeur Général en fonction au cours de l'exercice 2007, et Monsieur Cédric Tournay, Directeur Général Délégué en fonction au cours de l'exercice 2007 et Directeur Général depuis le 25 février 2008, lui ont rendu compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société durant l'exercice 2007. Les procédures décrites dans le présent rapport correspondent aux procédures telles que présentées par ces derniers.

Le Président du Conseil d'administration,

Julien Billot.

B/ RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT

Rapport établi en application du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société DOCTISSIMO S.A. pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société DOCTISSIMO S.A. et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société. Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Celles-ci requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance de l'organisation générale du contrôle interne au regard des objectifs de la société, notamment en matière de fiabilité de l'information comptable et financière, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de cette information, présentées dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris, le 15 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES

PRESENCE AUDIT & CONSEILS

CHAPITRE 2 COMPTES CONSOLIDES 2007 DE L'EMETTEUR

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES 2007

SOMMAIRE

BILAN CONSOLIDE AU 31 12 2007 – ACTIF	45
BILAN CONSOLIDE AU 31 12 2007 – PASSIF	46
COMPTE DE RESULTAT AU 31 12 2007	47
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	48
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	49
NOTES ANNEXES	51
NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	60
Note 1 – Actifs non courants	60
Note 2 – Actifs et passifs courants	61
Note 3 – Trésorerie et équivalents de trésorerie	61
Note 4 – Emprunts et dettes financières part à plus d'un an	62
Note 5 – Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an	62
Note 6 – Titres d'autocontrôle	62
Note 7 – Capital social	63
Note 8 – Paiements en actions	63
Note 9 – Résultat net par action	63
Note 10 – Avantages du personnel	64
Note 11 – Autres produits et charges opérationnels	64
Note 12 – Charges externes	64
Note 13 – Résultat financier	65
Note 14 – Impôts différés et preuve d'impôt	65
Note 15 – Personnel	67
Note 16 – Information sectorielle	68
Note 17 – Parties liées et rémunération des dirigeants	70
Note 18 – Engagements et passifs éventuels	70

Bilan consolidé au 31 12 2007 – Actif
(en milliers d'euros)

Etabli en normes IFRS

	Note	Comptes au 31/12/2007	Comptes au 31/12/2006
ACTIFS NON COURANTS			
Goodwill	1	2 453	578
Immobilisations incorporelles	1	1 327	794
Immobilisations corporelles	1	467	430
Autres actifs financiers	1	115	98
Impôts différés actif	14	928	0
		5 290	1 900
ACTIFS COURANTS			
Clients	2	6 303	3 969
Autres débiteurs	2	855	1 326
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	1 737	478
		8 895	5 773
TOTAL ACTIF		14 185	7 673

Bilan consolidé au 31 12 2007 – Passif
(en milliers d'euros)

Etabli en normes IFRS

	Note	Comptes au 31/12/2007	Comptes au 31/12/2006
CAPITAUX PROPRES			
Capital		1 171	1 109
Primes d'émission et fusion		9 258	8 807
Résultats accumulés non distribués		- 749	- 6 489
<i>Sous-total</i>		9 680	3 427
Intérêts minoritaires		-	-
CAPITAUX PROPRES TOTAUX		9 680	3 427
PASSIFS NON COURANTS			
Engagements envers le personnel part à plus d'un an	10	46	57
Emprunts et dettes financières part à plus d'un an	4	62	93
Passifs d'impôts différés		-	-
<i>Sous-total</i>		108	150
PASSIFS COURANTS			
Provisions part à moins d'un an		135	50
Fournisseurs et autres créiteurs	2	3 176	3 276
Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an	5	1 086	770
<i>Sous-total</i>		4 397	4 096
TOTAL PASSIFS et CAPITAUX PROPRES		14 185	7 673

Compte de résultat au 31 12 2007

Etabli en norme IFRS

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Note	Comptes au 31/12/07	Comptes au 31/12/06
Chiffre d'affaires	16	11 471	8 654
Achats consommés		1 156	1 496
Charges de personnel		2 267	3 224
Charges externes	12	2 129	2 262
Impôts et taxes		217	154
Dotations aux amortissements	1	602	664
Dotations aux provisions		135	20
Autres produits et charges d'exploitation		(259)	(191)
Résultat opérationnel courant		4 706	642
Autres produits et charges opérationnels	11	2 708	(344)
Résultat opérationnel		7 414	298
Résultat financier	13	(50)	(12)
Charge d'impôt	14	1 695	212
Résultat de l'ensemble consolidé		5 668	74
Intérêts minoritaires		0	0
Résultat net part du groupe		5 668	74
Résultat net par action (en euro)	9	1.24	0.02
Résultat net dilué par action (en euro)	9	1.18	0.02

Tableau de variation des capitaux propres
(en milliers d'euros)

	Nb de titres	Capital	Primes	(1) Réserves consolidées	(2) Résultats consolidés	(3) Actions propres	(1)+(2)+(3) Résultats accumulés non distribués	Totaux capitaux propres
31/12/2005	4 436 253	1 109	8 801	-3 984	-1 165	-986	-6 135	3 774
Affectation du résultat 2005				-1 165	1 165		0	0
Acquisitions / cessions d'actions propres				-29		-436	-465	-465
Stocks options				38			38	38
Création d'actions nouvelles	1 000	0	6					6
Résultat consolidé de l'exercice					74		74	74
31/12/2006	4 437 253	1 109	8 807	-5 141	74	-1 422	- 6 489	3 427
Affectation du résultat 2006				74	-74		0	0
Acquisitions / cessions d'actions propres				573		-501	72	71
Création d'actions nouvelles	247 250	62	452					514
Résultat consolidé de l'exercice					5 668		5 668	5 668
31/12/2007	4 684 503	1 171	9 258	-4 494	5 668	-1 923	-749	9 680

Tableau de flux de trésorerie

	Annexe	Exercice 2007	Exercice 2006
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
Résultat net consolidé		5 668	74
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
Dotations aux amortissements	+	362	662
Dotations aux provisions	+	84	356
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	+	-	-
Charges et produits liés aux stocks options et assimilés	+	-	38
Autres produits et charges calculés	-	27	(2)
Plus et moins values de cession	+	216	(1)
Production immobilisée	-	653	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier et net d'impôt		5 650	1 131
Coût de l'endettement financier net	+	-	-
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	+	(928)	212
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et net d'impôt (A)		4 722	1 343
Impôts versés (B)	-	-	(4)
Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages du personnel) (C)	+	(1 885)	(1 192)
<i>Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A) + (B) + (C)</i>		2 838	155
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	516	672
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	+	27	1
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-	135	15
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	+	31	0
Incidence des variations de périmètre	-	1 856	485
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)</i>		(2 449)	(1 170)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital	+	0	0
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options	+	514	6
Rachat et reventes d'actions propres	-	502	436
Encaissements liés à l'affacturage	+	271	712
Remboursements d'emprunts	-	31	0
Intérêts financiers nets versés	-	0	0
Autres flux liés aux opérations de financement	+	560	(150)
<i>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)</i>		812	132
VARIATION DE TRESORERIE (D) + (E) + (F)		1 202	(883)
Trésorerie d'ouverture	1	439	1 322
Trésorerie de clôture	1	1 641	439
		1 202	(883)

Annexe au tableau de flux de trésorerie

Note annexe 1 - Trésorerie et endettement financier :

	ouverture	Variation	clôture
Trésorerie brute (a)	478	1 259	1 737
Soldes débiteurs et concours bancaires courants (b)	38	58	96
Trésorerie nette (a) – (b)	440	1 201	1 641
Endettement financier brut (d)	-825	-227	-1 052
Endettement financier net (d) – (c)	-385	974	589

Note annexe 2 - Variation du BFR :

	31/12/2007	31/12/2006	Variation
Clients	6 303	3 970	
Autres débiteurs	855	1 325	
Engagements envers le personnel	46	57	
Fournisseurs	1 029	1 421	
Autres créditeurs	2 051	1 693	
			(1 885)

NOTES ANNEXES

Annexe aux comptes consolidés clos le 31 décembre 2007 dont le total bilan est de 14 184 973 € et au compte de résultat, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat consolidé de 5 668 459 € net part du groupe.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés.
Les données financières sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Informations générales

La société DOCTISSIMO (" la Société ") est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé en France, à Paris (75016) - 33 rue Raffet.

La Société ainsi que ses filiales (" le Groupe ") exercent leur activité dans l'édition grand public sur internet.

La Société est cotée à Paris sur le marché Eurolist C.

Faits marquants de l'exercice

Depuis le 1^{er} juillet 2007, la dénomination sociale de certaines sociétés du Groupe a été changée :

- la société MEDCOST est devenue DOCTISSIMO,
- la société DOCTISSIMO est devenue DOCTISSIMO EDITION.

Conformément à sa stratégie de recentrage sur l'édition grand public, le Groupe a cédé le 20 avril 2007 sa branche d'activité "PMSI" pour un montant de 50 K€. Par ailleurs l'activité liée au projet Dossier Médical Personnel est en cours d'arrêt.

Au cours de l'exercice, le Groupe a procédé aux acquisitions suivantes :

- le site internet Gyneweb.fr, site grand public dédié à la santé de la femme,
- un réseau de petits sites de services, notamment 123-enchères.com, annonces.org, contactoo.com et visez.com,
- 100 % du capital de la société No One Development, désormais appelée DOCTISSIMO SOFTWARE, propriétaire du logiciel de forums MesDiscussions, le 7 novembre 2007.

Le groupe a procédé à l'activation d'une partie de ses déficits antérieurs générant un impôt différé actif total de 2 621 k€. Cet impôt différé est consommé sur l'exercice à hauteur de 1 695 k€.

Déclaration de conformité

Conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de préparation de ses états financiers. Ce référentiel comprend les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (" International Accounting Standards ") et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (" IFRIC ") ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (" SIC ").

Les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe pour établir les comptes consolidés au 31 décembre 2007 sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2006, à l'exception des nouvelles normes d'application au 1^{er} janvier 2007.

Règles et méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe pour établir les comptes consolidés au 31 décembre 2007 sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2006, à l'exception des nouvelles normes applicables au 1^{er} janvier 2007.

Les nouvelles normes ou interprétations s'appliquant au Groupe mais sans incidence significative sur les comptes du Groupe sont :

- IFRS 7 *Instruments financiers : informations à fournir*
- IAS 1 (amendement) *Présentation des états financiers, informations à fournir concernant le capital*
- IFRIC 8 *Champ d'application de IFRS 2*
- IFRIC 10 *Information financière intermédiaire et dépréciation*

Les nouvelles normes ou interprétations ne s'appliquant pas au Groupe sont :

- IFRIC 7 *Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29*
- IFRIC 9 *Réévaluation des dérivés incorporés*

Enfin, le Groupe a choisi de n'appliquer par anticipation aucune norme, amendement de norme ou interprétation dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1^{er} janvier 2008. Le Groupe pourrait être concerné par :

- IFRS 8 *Information sectorielle*
- IAS 1 révisée *Présentation des états financiers*
- IAS 23 (amendement) *Coûts d'emprunt*
- IFRIC 11 *Actions propres et transactions intra-groupe*
- IFRIC 12 *Accords de concession de services*

1- Principes et méthodes de consolidation

① Description des états financiers

Les actifs courants sont principalement constitués par :

- les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle normal d'exploitation,
- la trésorerie et les équivalents de trésorerie,
- les actifs détenus essentiellement en vue d'être négociés.

Tous les autres actifs sont non courants.

Les actifs financiers comprennent :

- des actifs financiers non courants : des actifs financiers courants incluant des instruments financiers dérivés court terme, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement).

Les passifs courants sont constitués principalement par :

- les passifs destinés à être réglés dans le cadre du cycle normal d'exploitation du Groupe,
- les passifs destinés à être réglés dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Les autres passifs sont non courants.

Détermination du résultat opérationnel courant :

Le compte de résultat est présenté par nature de charges.

Le résultat opérationnel est obtenu à partir du résultat d'exploitation, corrigé d'une part, des autres produits et charges d'exploitation, et d'autre part, des autres produits et charges qui présentent un caractère inhabituel ou rare dans leur survenue, à savoir :

- les dépréciations d'écarts d'acquisition et d'immobilisations constatées dans le cadre des tests de dépréciation selon IAS 36,

- les charges de restructuration ou liées à des mesures d'adaptation des effectifs de montants significatifs, concernant des événements ou des décisions d'envergure,
- les plus-values ou moins-values de cessions,
- les charges et produits qui résulteraient d'un litige d'un montant significatif, d'opérations de déploiement ou de capital majeures (frais d'intégration d'une nouvelle activité...).

② Modalités de consolidation

- Principes de consolidation

Les filiales sont consolidées si elles sont contrôlées par le Groupe, celui-ci dirigeant leurs politiques financières et opérationnelles.

Les sociétés dont le Groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote sont consolidées par intégration globale. Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, résultant généralement d'un accord contractuel, sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Les sociétés détenues à moins de 50% mais sur lesquelles le groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les états financiers sont consolidés à compter de la prise de contrôle jusqu'à la perte de celui-ci.

- Méthodes de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux filiales Doctissimo Edition, Fluctuat et Doctissimo Software (anciennement No One Development), cette dernière à compter du 1^{er} novembre 2007.

La méthode de l'intégration proportionnelle est appliquée à la filiale D3P.

- Opérations internes

Toutes les opérations réciproques réalisées entre les sociétés intégrées du Groupe sont éliminées.

- Date de clôture des comptes

La date de clôture des comptes consolidés est le 31 décembre 2007.

- Opérations internes

Toutes les opérations réciproques réalisées entre les sociétés intégrées du Groupe sont éliminées.

③ Utilisation d'estimations

La préparation de comptes consolidés conformes aux principes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les estimations et les hypothèses sous-jacents sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptables est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période de changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

④ Juste valeur des instruments financiers actifs et passifs

La valeur comptable de la trésorerie, des dépôts à court terme, des créances clients, des dettes fournisseurs, des charges à payer et des emprunts courants est proche de leur juste valeur en raison de l'échéance courte de ces instruments.

En ce qui concerne les placements à court terme, qui se composent de valeurs mobilières de placement, la juste valeur est déterminée en fonction du prix du marché de ces titres.

2- Principes et méthodes comptables

Les comptes consolidés ont été établis en application du coût historique, à l'exception de certains actifs financiers, évalués à la juste valeur et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés.

a) Regroupement d'entreprises

- Ecarts d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation globale à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis.

S'agissant d'actifs incorporels à durée de vie indéfinie, les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an conformément à la norme IAS 36. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affecté ou rattaché le Goodwill est au moins égale à sa valeur nette comptable. Si une perte de valeur est constatée, une dépréciation est comptabilisée dans le résultat opérationnel, sur une ligne spécifique. Cette dépréciation est irréversible.

- Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis.

b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Ce dernier intègre les charges directement imputables à la production des immobilisations à l'exclusion de toutes charges indirectes.

Les immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont évaluées à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les fonctionnalités nouvelles des sites sont amorties à compter de la date de début de leur utilisation.

Les immobilisations incorporelles dont la période d'utilisation est définie sont amorties sur leur durée d'utilisation prévue.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

- logiciels	1 à 3 ans
- sites internet et fonctionnalités	2 à 5 ans

Le poste comprend aussi des immobilisations à durée non définie comme les noms de domaine acquis par les sociétés du Groupe. Ces dernières ne sont pas amorties.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie non définie sont soumises à chaque clôture à un test de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations figurent au bilan pour leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs. Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue.

- Installations générales, agencements divers	3 à 10	ans
- Matériel de bureau et informatique	2 à 5	ans
- Mobilier	5 et 10	ans

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

d) Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles

Dépréciation des actifs (IAS 36). - Le groupe réalise régulièrement des tests de valeur de ses actifs: Immobilisations corporelles, écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur juste valeur nette des frais de cession et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les immobilisations corporelles, ce test de valeur est réalisé lorsqu'il existe des indices internes ou externes de perte de valeurs.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, un test de valeur est systématiquement effectué chaque année calendaire ainsi qu'en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

La méthode retenue pour ces tests de valeur consiste à comparer la valeur comptable des immobilisations avec la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs avant impôt hors frais financiers. Dans les flux futurs de trésorerie, une valeur de sortie est prise en compte à l'issue de la période d'actualisation. La valeur de sortie correspond à la valeur de l'actif en fin de vie d'utilité, actualisée. Le taux d'actualisation retenu pour ces flux de trésorerie correspond au coût du capital de l'entité.

e) Contrats de location

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location - financement, transférant la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisées à l'actif du bilan à la juste valeur du bien loué ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif.

Les immobilisations des sociétés du Groupe Doctissimo ne sont pas financées au moyen de contrats de location financement définis par la norme IAS 17.

f) Créances clients et autres débiteurs

Ces créances correspondent à la juste valeur de la contrepartie à recevoir, diminuée du montant des pertes de valeur liées au risque de non recouvrabilité partielle ou totale de la créance.

g) Placements à court terme

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement qui sont cessibles à très court terme et dont les sous-jacents ne présentent pas de risques de fluctuations significatifs.

Les valeurs mobilières de placement sont considérées par le groupe comme des placements très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui présentent un risque négligeable de changement de valeur. Leur évaluation, à la clôture de la période, est effectuée sur la base du dernier prix de rachat connu. Les variations de valeur sont enregistrées en charges ou en produits financiers.

h) Opérations d'affacturage

Les opérations d'affacturage qui ne transfèrent pas l'essentiel des risques attachés aux créances donnent lieu au maintien en créances des factures financées et à l'inscription en dettes financières du montant correspondant.

Les créances cédées financées au 31.12.2007 représentent une dette financière de 983 k€ contre 713 k€ au 31.12.2006. Le solde des créances cédées s'élève au 31.12.2007 à 2 867 k€.

i) Titres d'autocontrôle

Conformément aux dispositions de la norme IAS 32, les actions propres sont comptabilisées en déduction des capitaux propres, quelle que soit la raison de leur rachat. Les produits de cession sont imputés directement en capitaux propres, de même que les dépréciations éventuelles.

j) Paiements en actions

S'agissant d'options de souscription octroyées aux salariés et mandataires sociaux, l'avantage consenti doit être comptabilisé en charges de personnel avec pour contrepartie les capitaux propres.

Conformément aux modalités de transitions aux normes IFRS, seuls les plans octroyés après le 7 novembre 2002 et pour lesquels les droits ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005, font l'objet d'un traitement de l'avantage consenti.

k) Provisions

Conformément à la norme IAS 37, les provisions comptabilisées sont constituées en fonction d'évaluations au cas par cas des risques et charges correspondants. Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue.

Si le montant ou l'échéance ne peut être estimé avec suffisamment de fiabilité, alors il s'agit d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue du terme du risque. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées si l'impact est significatif.

l) Charges liées au personnel

- Plan de retraite à cotisations définies

Les charges relatives aux plans de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges au compte de résultat au moment où elles sont encourues.

- Indemnité de fin de carrière au départ en retraite : régime à prestations définies

La méthode utilisée est la méthode des unités de crédits projetées. Celle-ci considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale.

Le Groupe Doctissimo affecte les droits à prestation aux périodes de services en vertu de la formule de calcul des prestations établie par le régime.

Les droits ainsi calculés sont actualisés afin de déterminer leur valeur actuelle.

La société Doctissimo comptabilise en charges l'ensemble des écarts actuariels liés aux avantages du personnel.

m) Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les produits sont rattachés à l'exercice auquel ils se rapportent.

Les produits d'exploitation sont constitués par les prestations de service que les sociétés du Groupe Doctissimo fournissent à leurs clients. Ces prestations sont facturées selon l'un des modèles suivants en fonction de la nature des produits vendus :

- Prestations de Web Agency :
 - Les prestations de réalisation de site : les développements de sites ou de fonctionnalités de sites sont découpés en différentes phases correspondant au cahier des charges établi en début de contrat.
Le chiffre d'affaires est reconnu en fonction de l'avancement des travaux.
 - Les prestations d'hébergement ou de maintenance : ces activités sont facturées au forfait.
Le chiffre d'affaires est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation de la prestation sur la période facturée.
- Prestations de Conseil :
 - La réalisation d'études médicales spécifiques : le chiffre d'affaires est comptabilisé en fonction de l'avancement des travaux.
 - Les prestations de codage PMSI : la prestation est facturée en fonction du nombre de lignes d'informations codées. Le chiffre d'affaires est comptabilisé dès lors que les travaux sont réalisés.
- Prestations de Publicité : les campagnes publicitaires sont réalisées sur une période donnée et prédéfinie. Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation sur la période facturée.

n) Reconnaissance des charges

Les loyers des contrats de location simple sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, les montants étant, le cas échéant, étalés linéairement sur la durée du bail ou du contrat de location.

o) Résultat financier

Résultat financier (IAS 16 et 23) : le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier brut, les produits de trésorerie et les autres charges et produits financiers.

Toutes les charges d'intérêts sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. En application des normes IAS 16 et IAS 23, les intérêts des emprunts affectés à l'acquisition des actifs corporels sont comptabilisés en charges financières et ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

p) Impôts sur les résultats

L'impôt sur les bénéfices dû au titre du résultat de l'exercice est constitué de l'impôt courant et de l'impôt différé. L'impôt est normalement comptabilisé dans le compte de résultat sauf pour la fraction attachée aux éléments qui sont comptabilisés en capitaux propres. L'impôt est dans ce cas également comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt courant est l'impôt à payer sur le résultat fiscal de l'exercice et calculé au taux en vigueur ou le plus probable à la date de la clôture des comptes, auquel il convient d'ajouter les reports ou modifications d'impôt à payer relatifs aux exercices antérieurs.

Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs non courants et les passifs non courants.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable à partir des différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs figurant au bilan. Les taux d'impôt applicables pour les périodes futures sont retenus pour déterminer les montants d'impôts différés à la clôture. Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où il est probable que les résultats fiscaux futurs permettront leur imputation.

Les impôts différés sont comptabilisés en charges ou en profits dans le compte de résultat sauf lorsqu'ils sont engendrés par des éléments imputés directement en capitaux propres. Dans ce cas, les impôts différés sont également imputés sur les capitaux propres.

q) Résultat par action

Le résultat par action est le rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré des actions en circulation net des titres d'autocontrôle détenus.

Le résultat net dilué par action est égal à la division :

- du résultat net,
- par le nombre moyen pondéré des actions ordinaires en circulation net des titres d'autocontrôle détenus, augmenté du nombre d'actions qui seraient créées à la suite de la conversion des instruments convertibles en action et de l'exercice des droits.

r) L'information sectorielle

Les activités du Groupe retenues pour la présentation de l'information sectorielle sont les activités de Web Agency, de Publicité (Edition Grand Public) et de Conseil (pour la période du 1^{er} janvier au 20 avril 2007).

Le Groupe réalise ses activités exclusivement sur le territoire français. Les activités étant de nature immatérielle, il n'est pas pertinent de présenter une information géographique.

s) Evénements postérieurs à la clôture

En vertu d'un contrat d'acquisition en date du 21 février 2008, le Groupe LAGARDERE a acquis par sa filiale Lagardère Active Digital 53,38% du capital et 53,02% des droits de vote du Groupe DOCTISSIMO auprès de ses fondateurs.

Conformément à la réglementation applicable, LAGARDERE s'engage à déposer auprès de l'Autorité des Marchés Financiers un projet de garantie de cours visant les actions DOCTISSIMO non acquises dans le cadre de l'accord, à un prix identique à celui de l'acquisition du bloc de contrôle, soit 30,50 euros par action.

3- Informations relatives au périmètre de consolidation

Doctissimo a acquis, en novembre 2007, 100% des parts de la société No One Development désormais appelée Doctissimo Software.

La liste des sociétés consolidées est la suivante :

	Adresse du siège social	N° Siren	% Contrôle 2007	% Intérêts 2007	% Contrôle 2006	Méthode de consolidation
Doctissimo (anciennement Medcost)	33 rue Raffet 75016 Paris	399 444 629	Société Mère	-	-	-
Doctissimo Edition (anciennement Doctissimo)	33 rue Raffet 75016 Paris	428 890 636	100	100	100	IG
Doctissimo Software	33 rue Raffet 75016 Paris	479 110 637	100	100	-	IG
Fluctuat	7 imp. Ch. Petit 75011 Paris	421 069 26	100	100	100	IG
D3P	212 Av. Paul Doumer 92500 Reuil Malmaison	484 455 00	50	50	50	IP

NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Note 1 – Actifs non courants

(en milliers d'euro)	31.12.2006	Variation de Périmètre	Augmentations	Diminutions	31.12.2007
Valeur brute					
<i>Goodwill</i> I	578	1 889	-	- 14	2 453
<i>Immobilisations incorporelles</i> II	3 167	-	865	- 226	3 807
<i>Immobilisations corporelles</i> III	1 042	13	316	- 273	1 098
Dépôts de garantie	90	-	2	- 31	62
Prêts accordés	-	-	45	-	45
Crédit impôt	8	-	-	-	8
<i>Autres actifs financiers</i> IV	98	-	47	- 31	115
<i>Sous total I+II+III+IV</i>	4 885	1 902	1 229	- 543	7 473
Amortissements					
<i>Immobilisations incorporelles</i>	2 374	-	332	- 226	2 479
<i>Immobilisations corporelles</i>	611	5	301	- 287	631
<i>Sous total</i>	2 985	5	(1) 633	- 513	3 110
Valeurs nettes					
<i>Goodwill</i>	578	1 889	-	- 14	2 453
<i>Immobilisations incorporelles</i>	794	-	534	-	1 327
<i>Immobilisations corporelles</i>	430	8	15	17	467
<i>Autres actifs financiers</i>	98	-	47	- 31	115
<i>Total</i>	1 900	1 897	596	- 30	4 363

(1) Les dotations aux amortissements concernant l'activité DMP pour un montant de 29 k€ sont présentées dans le compte de résultat au 31/12/2007 sur la ligne autres produits et charges opérationnels.

L'écart d'acquisition figurant dans la colonne variation de périmètre s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Doctissimo Software
Date d'acquisition	7-nov-07
% de droits de vote	100
Coût d'acquisition (1)	1 918
Juste valeur de l'actif net acquis (2)	29
Ecart d'acquisition	1 889

(1) y compris les frais d'acquisition pour un montant de 118 K€.

(2) la juste valeur de l'actif net acquis par DOCTISSIMO correspond à la valeur comptable, déduction faite du fonds de commerce inscrit à l'actif pour 10 K€.

Les Goodwills au 31.12.2006 se décomposent ainsi :

- l'écart d'acquisition de la société Fluctuat acquise en 2006. Cet écart d'un montant initial de 484 k€ a été ajusté sur l'exercice à 471 k€. En effet, le complément de prix estimé à sa juste valeur au 31/12/2006 en fonction du trafic probable en nombre de visiteurs uniques mensuels (données Nielsen Netrating) atteint par le site Fluctuat a été ajusté au 31/12/2007,
- l'écart d'acquisition de la société Momes.net acquise en 2004 qui a fait l'objet d'une transmission universelle de son patrimoine en 2005 à la société Doctissimo Edition. Cet écart d'un montant de 63 K€ valorise le potentiel du site lié à sa fréquentation et sa popularité,
- le fonds de commerce Ados.fr acquis en 2005 pour une valeur de 30 K€.

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les sites Internet utilisés par l'activité d'Edition Grand Public, soit une valeur nette de 1 084 k€. La production immobilisée au titre de l'exercice 2007 s'élève à 653 k€.

Par ailleurs le Groupe Doctissimo dispose d'immobilisations incorporelles (logiciels) acquises ou développées en interne pour les besoins de l'activité de Web Agency. Celles-ci figurent à l'actif du bilan consolidé pour un montant net de 20 k€. En raison de l'arrêt de l'activité liée au projet Dossier Médical Personnel, les logiciels développés par Doctissimo en 2004 et 2005 et dépréciés à 100% au 31 décembre 2006, ont été sortis en 2007 tandis que les provisions correspondantes étaient reprises.

Les éléments non amortissables comme les noms de domaine apparaissent à l'actif consolidé pour un montant de 223 k€ dont 168 k€ concernent des acquisitions de l'exercice.

Note 2 – Actifs et passifs courants

ACTIFS COURANTS	31.12.2007	31.12.2006
Avances acomptes versés	16	-
Clients	6 370	4 036
Dépréciation clients douteux	(67)	(67)
Etat et organismes sociaux	521	855
Débiteurs divers	86	92
Charges constatées d'avance	232	379
Total	7 158	5 295

PASSIFS COURANTS	31.12.2007	31.12.2006
Fournisseurs et comptes rattachés	1 029	1 422
Personnel et comptes rattachés	186	178
Etat et organismes sociaux	1 678	1 413
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	95	168
Autres dettes	98	95
Produits constatés d'avance	89	0
Total	3 176	3 276

Note 3 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Eléments	31.12.07	31.12.06
Valeurs mobilières de placement	987	174
Disponibilités	750	304
Total	1 737	478

Note 4 – Emprunts et dettes financières part à plus d'un an

Dans le cadre de la réalisation d'un prototype de site web pour la prévention et la prise en charge des pathologies liées au vieillissement, la société Doctissimo a bénéficié d'une avance de 93 k€ accordée par l'Etat et dont les modalités de remboursements sont les suivantes :

- 1/3 effectué sur 2007,
- 2/3 le 9 novembre 2010.

Note 5 – Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an

Eléments	31.12.07	31.12.06
Découvert bancaire	96	38
Compte courant RSS (associé D3P)	7	19
Financement par affacturage	983	713
Total	1 086	770

Note 6 – Titres d'autocontrôle

La valeur d'acquisition des titres d'autocontrôle s'élève à 1 923 505 €.
Les opérations relatives aux titres d'autocontrôle ont été les suivantes :

- contrat de liquidité :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2006	4.971	
Achats de titres	122.466	
Ventes de titres	(124.848)	
Titres détenus au 31 décembre 2007	2.589	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2007		70 214
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2007 (a)		70 953
Gains sur cessions (b)		38 803

(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2007 soit 27,4056 €

(b) Les gains de cession sont éliminés du résultat

- contrat de rachat :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2006	364.593	
Achats de titres	66.228	
Ventes de titres	(22.516)	
Titres détenus au 31 décembre 2007	408.305	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2007		1 853 291
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2007 (a)		11 189
Gains sur cessions		844
		534 084

(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2007 soit 27,4056 €

(b) Les gains de cession sont éliminés du résultat

Note 7 – Capital social

Le capital social de la société au 31 décembre 2007 est de 1 171 126 € divisé en 4 684 503 actions d'un nominal de 0,25 € chacune, toutes de même catégorie. La variation des capitaux propres entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007 a été détaillée en page 4.

Note 8 – Paiements en actions

Des options donnant droit à souscription d'actions nouvelles ont été attribuées à certains cadres dirigeants et salariés. Le nombre d'options attribuées et non encore exercées au 31 décembre 2007 s'élève à 263.950, soit une dilution maximale de 5,33 % du capital.

	Plan n°1	Plan n°2	Plan n°3	Plan n°4
Date de l'assemblée générale	05.04.2000	28.06.2001	12.04.2002	29.06.2004
Quantité autorisée	160.000	100.000	200.000	300.000
Nombre d'actions pouvant être souscrites	160.000	100.000	200.000	300.000
Date d'émission	09.06.2000 0	05.02.2001 1	03.09.2002	03.09.2002 30.09.2004
Options attribuées	60.000	(1) 86.550	100.000	200.000 (2) 167.000
Options levées	26 400	6.850	50 000	115 000 50 000
Options annulées	33.600	57.750	0	0 10 000
Options attribuées restant à exercer	0	21.950	50.000	85.000 107.000
Date d'échéance des options	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution
Prix de souscription des options	7,90	6,00	0,69	0,69 3,22

(1) Le Conseil d'Administration du 5 février 2001 a consenti 100.000 options donnant droit à la souscription de 100.000 actions nouvelles. 86.550 options ont été attribuées ; les 13.450 options non attribuées sont venues à expiration le 4 avril 2005.

(2) Le Conseil d'Administration du 30 septembre 2004 a attribué 167.000 options donnant droit à la souscription de 167.000 actions nouvelles. Les 133.000 options non consenties sont venues à expiration le 28 août 2007.

Conformément à la norme IFRS 2, seul le plan n°4 a fait l'objet d'un traitement de l'avantage consenti dont le coût a été évalué à 201 k€ étalé sur la durée d'acquisition des droits soit du 1^{er} octobre 2004 au 17 avril 2006. Il en résulte une charge de 38 k€ au 31 décembre 2006 et aucun impact dans le compte de résultat à compter de l'exercice 2007.

Note 9 – Résultat net par action

	31.12.07	31.12.06
Nombre d'actions à la clôture de l'exercice	4 684 503	4 437 253
Nombre moyen d'actions	4 558 810	4 437 253
Nombre d'actions théorique complémentaire (1)	263 950	516 200
Résultat net part du groupe (en milliers d'€)	5 668	74
Résultat net part du groupe par action (en €)	1,24	0,02
Résultat net part du groupe dilué par action (en €) (2)	1,18	0,02

(1) Au 31 décembre 2007, le nombre d'actions théorique complémentaire concerne les options donnant droit à souscription d'actions attribuées et non encore exercées.

(2) Calculé sur le nombre moyen d'actions en circulation augmenté du nombre d'actions théorique complémentaire.

Note 10 – Avantages du personnel

L'engagement vis-à-vis du personnel du groupe relatif aux indemnités de fin de carrière s'élève à 46 k€ au 31.12.2007 (contre 57 K€ au 31.12.2006), et fait l'objet d'une provision dans les comptes consolidés, soit une diminution de charges de 11 K€ expliquée principalement par une baisse des effectifs de Doctissimo.

Le régime à prestations définies concerné est le régime prévu par la convention collective du Syntec.

Les hypothèses actuarielles qui ont permis la détermination de l'engagement sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 4,50 % (contre 4,00 % au 31.12.2006)
- taux d'augmentation des salaires : Cadres 1 à 4 %
Non cadres 3 à 4 %
- taux de rotation du personnel : Cadres 20 %
Non cadres 20 %

Les taux d'augmentation des salaires et de rotation de personnel ont été déterminés à partir d'une étude statistique menée sur une période de trois ans et actualisée à chaque clôture.

Le taux d'actualisation non risqué retenu est le TMOP du 2nd semestre 2007 arrondi à 4,50 %.

Note 11 – Autres produits et charges opérationnels

(Classement par nature)	31.12.07	31.12.06
Cession branche d'activité PMSI	50	
Résultat D3P au 31.12.2007 - part du groupe	37	
Activation d'impôt différé (1)	2 621	
Dépréciation immobilisations incorporelles (DMP)		- 201
Dépréciation immobilisations corporelles (DMP)		- 93
Provision pour charges (coûts liquidation D3P)		- 50
Total	2 708	- 344

(1) Essentiellement composé d'activation de déficits antérieurs pour un total de 7 610 K€, générant un impôt différé actif de 2 537 K€ (voir compléments d'informations en note 13 – impôts différés).

Note 12 – Charges externes

(Classement par nature)	31.12.07	31.12.06
	En keuros	en keuros
Locations immobilières et mobilières	330	313
Entretiens et réparations	125	152
Assurances	83	71
Marketing et communication	601	696
Honoraires	305	288
Voyages et déplacements	184	242
Frais d'hébergement	404	213
Autres charges externes	97	287
Total	2 129	2 262

La baisse de ce poste est essentiellement liée à D3P (arrêt de l'activité et changement de présentation du compte de résultat en 2007 – cf note 16).

Note 13 – Résultat financier

(Classement par nature)	31.12.07	31.12.06
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	13	16
Variation des justes valeurs des valeurs mobilières de placement	17	-14
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	30	2
Coût de l'endettement financier brut (1)	(77)	(23)
Coût de l'endettement financier net	(47)	(21)
Autres produits financiers		
Actualisation de la créance de carry-back	-	11
Charge d'intérêt sur engagement de retraite	(3)	(2)
Total	(3)	9
Résultat financier	(50)	(12)

(1) Le coût de l'endettement financier brut correspond au coût de l'affacturage.

Note 14 – Impôts différés et preuve d'impôt

14.1 Ventilation de l'impôt

En milliers d'euros	2007	2006
Impôt exigible	2	- 4
Impôts différés	1 693	216
Total	1 695	212

14.2 Impôts différés actifs

En milliers d'euros	Base	Economie potentielle	Comptabilisée	Non comptabilisée
Doctissimo				
Provisions non déductibles	8	3	0	3
Déficits reportables au 1/1/2007	2 617	872	111	761
Déficits consommés au 31/12/2007	-907	-302	-111	(1) -191
Doctissimo Edition				
Déficits reportables au 1/1/2007	7 277	2 426	2 426	0
Déficits consommés au 31/12/2007	-4 798	-1 599	-1 599	0
Variations provisions non déductibles	5	2	2	0
Variations décalages temporaires consolidation	294	98	98	0
Fluctuat				
Déficits reportables	536	179	0	179
Total	5 032	1 679	928	752

(1) Les profits sur cessions d'actions propres étant éliminés par les réserves consolidées, les déficits consommés ne donnent pas lieu à activation dans les comptes consolidés.

Taux d'impôt utilisé : 33 1/3 %

Au 31 décembre 2006 les actifs d'impôts différés de la société Doctissimo Edition comptabilisés depuis 2004 à partir de données prévisionnelles de résultat sur 1 an ont été repris à hauteur des résultats bénéficiaires des exercices 2005 et 2006, soit 109 k€.

Le 1er janvier 2007, les déficits antérieurs de la société Doctissimo Edition ont été activés en totalité, soit 7 277 K€, générant un impôt différé actif total de 2 426 K€. Cet impôt différé est consommé à hauteur de 1 599 K€ par les résultats bénéficiaires dégagés par la société au 31 décembre 2007.

Le 1er janvier 2007, les déficits de la société Doctissimo ont été activés à hauteur de son résultat bénéficiaire 2007 hors profit sur cession d'actions propres. Au 31 décembre 2007, cet actif d'impôt différé est consommé pour sa totalité.

Les actifs d'impôts différés de la société Fluctuat ne sont pas activés du fait que la date de récupération des déficits n'est pas encore connue à la date d'arrêté des comptes.

La charge d'impôts différés de l'exercice soit 1 693 k€ s'impute sur les activations qui figurent sur la ligne « Autres produits et charges opérationnels » du compte de résultat.

14.3 Preuve d'impôts

En milliers d'euros	Base	Impôt 33 ^{1/3} %	
Résultat avant impôt 31 décembre 2007	7 363	2 454	
Activation d'impôts différés figurant en « Autres produits et charges opérationnels » :			
Doctissimo	- 111	- 37	
Doctissimo Edition	- 2 509	- 837	
Résultat bénéficiaire D3P non soumis à impôt	- 37	- 12	
Impôts différés non activés sur déficit Fluctuat	356	119	
Effet des différences permanentes :			
Doctissimo	38	13	
Doctissimo Edition	3	1	
Fluctuat	- 1	- 0	
Effet des différences temporaires non activées :			
Doctissimo	- 20	- 7	
Fluctuat	4	1	
Charge d'impôt			1 695

Note 15 – Personnel

Effectif moyen	31.12.07	31.12.06
Doctissimo		
- Cadres	18	22
- Employés	1	4
Doctissimo Edition		
- Cadres	11	15
- Employés	2	4
Doctissimo Software		
- Cadres	1	
- Employés	0	
Fluctuat		
- Cadres	9	12
- Employés	0	0
Total	42	57
- Cadres	39	49
- Employés	3	8

La baisse des charges de personnel s'explique par la diminution des effectifs du Groupe et l'activation en production immobilisée des frais de personnel pour un total de 653 k€ au 31.12.2007 contre 516 k€ au 31.12.06.

Note 16 – Information sectorielle

a) Bilan sectoriel au 31 décembre 2007

En milliers d'euros	Web Agency Services généraux	Edition grand public	DMP	Comptes intersecteurs	Total
ACTIFS SECTORIELS					
Actifs non courants					
Goodwill		2 453			2 453
Immobilisations incorporelles	20	1 308			1 327
Immobilisations corporelles	456	11	0		467
Autres actifs financiers	109	6			115
Impôts différés actifs		928			928
Total I	585	4 705	0	0	5 290
Actifs courants					
Clients et autres débiteurs	2 631	5 756	3	- 1 232	7 158
Trésorerie et équivalents de trésorerie	123	1 558	55		1 737
Total II	2 754	7 314	58	- 1 232	8 894
Total I + II	3 339	12 019	58	- 1 232	14 185
PASSIFS SECTORIELS					
Passifs non courants					
Engagements envers le personnel - part à plus d'un an	30	16			46
Emprunts et dettes financières - part à plus d'un an	62				62
Total I	92	16	0	0	108
Passifs courants					
Provisions part à moins d'un an	135				135
Fournisseurs et autres créditeurs	1 263	2 614	17	- 718	3 176
Emprunts et dettes financières échus à moins d'un an	602	990	6	- 514	1 085
Total II	2 001	3 604	23	- 1 232	4 397
Total I + II	2 092	3 621	23	- 1 232	4 505

b) Autres données sectorielles

(en keuros)	Web agency (Edition déléguée)		Conseil		Edition grand public (e-publicité)		DMP		Autre		Total	
	31.12.07	31.12.06	31.12.07	31.12.06	31.12.07	31.12.06	31.12.07	31.12.06	31.12.07	31.12.06	31.12.07	31.12.06
Immobilisations incorporelles (VN)	20	36		0	1 307	758		0		0	1 327	794
Goodwill (VN)		0		0	2 453	578		0		0	2 453	578
Total I	20	36		0	3 760	1 336		0		0	3 780	1 372
Immobilisations corporelles (VN)				0	11	9		20		0	467	440
Total II	456	411		0	11	9		20		0	467	440
Autres actifs financiers (VN)	0	31		0	6	5		0	109	62	115	98
Total III	0	31		0	6	5		0	109	62	115	98
Total IV (I+II+III)	476	478		0	3 777	1 350		20	109	62	4 362	1 910
Chiffre d'affaires avant opérations Intra groupe	4 348	2 978	78	830	8 518	4 314		1 316		0	12 944	9 438
Opérations Intragroupe	- 1 353	-477	0	0	-120	-308		0		0	-1 473	-785
Chiffre d'affaires après opérations intra groupe	2 995	2 501	78	830	8 398	4 006		1 316		0	11 471	8 653
Résultat opérationnel courant avant retraitement des frais généraux	1 424	1 080	-145	55	4 612	653		143	- 1 186	-1 289	4 706	642
Retraitement frais généraux	-917	-810	-40	-283	-229	-196		0	1 186	1 289	0	0
Résultat opérationnel courant après retraitement des frais généraux	507	270	-185	-228	4 383	457		143	0	0	4 706	642
Autres produits et charges opérationnels	111		50		2 510		37	-344			2 708	-344
Résultat opérationnel	618	270	-135	-228	6 893	457	37	-201		3	7 414	298
Effectif	9	11	1	7	23	31			9	8	42	57

NB : VN = Valeur nette

Les activités du groupe ne sont exercées qu'en France.

Les données concernant les immobilisations sont des données consolidées.

Le secteur "Autres" correspond à des activités annexes et aux services généraux de Doctissimo.

Seul le résultat Part du groupe du secteur DMP est présenté au compte de résultat sur la ligne Autres produits et charges : ce secteur en cours d'arrêt n'a pas eu d'activité opérationnelle en 2007.

Les revenus publicitaires, en hausse de 110% à 8 398 k€ (activité édition grand public), représentent 73% du chiffre d'affaires 2007.

La cession de la branche d'activité PMSI le 20 avril 2007 explique la baisse du chiffre d'affaires lié à l'activité conseil.

Les résultats dégagés par l'activité DMP en cours d'arrêt sont présentés dans les autres produits et charges opérationnels du compte de résultat. Le chiffre d'affaires part du groupe s'élève à 10 k€.

Les autres produits opérationnels des secteurs Web agency et Edition grand public, soit respectivement 111 k€ et 2 510 k€ concernent les produits d'impôts résultant de l'activation des reports déficitaires antérieurs :

- dans la limite des résultats bénéficiaires 2007 pour ce qui concerne Web Agency,
- pour la totalité des déficits et décalages temporaires de la société Doctissimo Editions existant au 1^{er} janvier 2007.

Note 17 – Parties liées et rémunération des dirigeants

Liste des conventions courantes entre sociétés liées :

- Convention entre Doctissimo et Doctissimo Edition :
 - . fourniture de services de production par Doctissimo à Doctissimo Edition pour les besoins de l'exploitation de son site internet,
 - . prestations d'assistance administrative et comptable par Doctissimo à Doctissimo Edition.
- Convention entre Fluctuat et Doctissimo Edition :
 - . fourniture de services de production par Fluctuat à Doctissimo Edition pour les besoins de l'exploitation de son site internet.

Rémunération des dirigeants :

En milliers d'euros	31.12.07	31.12.06
Salaires et autres avantages à court terme	118	200
Indemnités de fin de contrat de travail	0	9
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Paievements fondés sur des actions	0	9

Note 18 – Engagements et passifs éventuels

Locations simples immobilières

<u>Engagements en €</u>	<1an ⁽¹⁾	>1an < 5 ans	>5 ans	<u>TOTAL</u>
Contrat 1 (b653)	38 290	22 336		60 626
Contrat 2 (b651)	47 378	142 135	228 995	418 508
Contrat 3 (b645)	88 044	264 131	264 131	616 305
Contrat 4 (b654)	10 262	49 599		90 646
TOTAL	214 759	478 200	493 126	1 186 084

⁽¹⁾ Les loyers annuels sont indexés sur l'indice du coût à la construction. Les loyers présentés sont ceux réellement facturés pour l'année 2008.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Doctissimo, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Votre société a acquis au cours de l'exercice 100 % de la société No One Développement, désormais dénommée Doctissimo Software, ce qui s'est traduit par la comptabilisation d'un écart d'acquisition de 1 889 K€, tel que mentionné dans la note 1 de l'annexe.

Nous avons apprécié les modalités de détermination de cet actif et le caractère raisonnable de son évaluation à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 15 avril 2008

Les commissaires aux comptes

CONSTANTIN ASSOCIES PRESENCE AUDIT & CONSEILS

CHAPITRE 3 COMPTES SOCIAUX 2007

ETATS FINANCIERS SOCIAUX – Exercice clos le 31 Décembre 2007

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX 2007

COMPTE RENDU DES TRAVAUX DE L'EXPERT-COMPTABLE

Aux termes de la mission d'établissement des comptes annuels qui nous a été confiée par l'entreprise DOCTISSIMO, nous déclarons que les comptes de l'exercice du 01/01/2007 au 31/12/2007 caractérisés notamment par les données suivantes :

Total du bilan	10 914 217,55 Euros	
Chiffre d'affaires		4 426 321,50 Euros
Résultat net comptable		871 822,98 Euros

ont été établis à partir des pièces, documents et informations fournis par l'entreprise, en conformité avec les règles de diligences préconisées par l'Ordre des Experts-Comptables.

A Paris, le 03/03/2008

Thierry OLIVIER
Expert-comptable Associé

Philippe SCHMIT
Expert-comptable Associé

BILAN ACTIF

	31/12/2007			31/12/2006
	Brut	Amort. & prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (0)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et licences	165 881	146 201	19 679	37 082
Fonds commercial (1)	748 162		748 162	748 162
Autres				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres	1 022 549	566 340	456 210	411 167
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)				
Participations mises en équivalence				
Autres participations	4 884 788		4 884 788	2 966 438
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	45 000		45 000	
Autres	1 979 634		1 979 634	1 506 308
ACTIF IMMOBILISÉ (I)	8 846 013	712 541	8 133 472	5 669 156
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CRÉANCES D'EXPLOITATION (3)				
Clients et comptes rattachés	2 307 367	62 451	2 244 916	2 706 262
Autres créances	240 826		240 826	549 455
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	60 648		60 648	93 805
Disponibilités	62 620		62 620	88 067
Charges constatées d'avance (3)	171 737		171 737	180 167
ACTIF CIRCULANT (II)	2 843 197	62 451	2 780 746	3 617 756
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (0 à V)	11 689 210	774 992	10 914 218	9 286 912
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

		31/12/2007	31/12/2006
		Net	Net
CAPITAUX PROPRES			
Capital (dont versé : 1 171 126)		1 171 126	1 109 313
Primes d'émission, de fusion, d'apport		9 258 449	8 806 501
Ecart de réévaluation			
Réserve légale		99 959	99 959
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves		381 123	381 123
Report à nouveau		-2 958 553	-2 825 718
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		871 823	-132 834
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES	(I)	8 823 926	7 438 343
AUTRES FONDS PROPRES			
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES	(II)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques		135 000	
Provisions pour charges			3 750
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	(III)	135 000	3 750
DETTES FINANCIÈRES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		95 851	25 494
Emprunts et dettes financières divers		568 560	104 961
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		688 601	815 695
Dettes fiscales et sociales		504 813	834 280
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		44 532	9 250
Autres dettes		52 935	55 140
Produits constatés d'avance			
DETTES	(IV)	1 955 291	1 844 819
Écarts de conversion passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL	(I à V)	10 914 218	9 286 912
(1) Dont à plus d'un an		62 095	62 095
Dont à moins d'un an		1 893 196	1 782 724
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de		95 851	25 494
(3) Dont emprunts participatifs			

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2007			31/12/2006
	France	Exportation	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	4 061 010	365 312	4 426 322	4 278 412
Chiffres d'affaires nets	4 061 010	365 312	4 426 322	4 278 412
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			5 595	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			19 969	30 344
Autres produits			284	2
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		(I)	4 452 170	4 308 759
CHARGES D'EXPLOITATION (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes (5)			2 227 692	1 758 686
Impôts, taxes et versements assimilés			85 124	107 936
Salaires et traitements			1 045 249	1 437 022
Charges sociales			427 046	586 658
Dotations aux amortissements sur immobilisations			285 485	170 158
Dotations aux provisions sur immobilisations				327 696
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges			135 000	
Autres charges			5 057	2 786
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		(II)	4 210 653	4 390 941
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I – II)			241 517	-82 182
Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée		(III)		
Perte supportée ou bénéfice transféré		(IV)		
PRODUITS FINANCIERS				
De participations (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières placement			8 201	16 279
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS		(V)	8 201	16 279
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			4 469	2 660
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES		(VI)	4 469	2 660
RÉSULTAT FINANCIER (V – VI)			3 733	13 620
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I – II + III – IV + V – VI)			245 249	-68 563

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)

	31/12/2007	31/12/2006
	Total	Total
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1	
Sur opérations en capital	636 047	1 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	331 446	3 750
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	967 495	4 750
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 799	38 708
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	334 372	29 231
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	337 171	67 939
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII – VIII)	630 324	-63 189
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	3 750	1 083
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	5 427 866	4 329 788
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	4 556 043	4 462 623
BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits – Total des charges)	871 823	-132 834
(1) Dont produits sur exercices antérieurs		
(2) Dont charges sur exercices antérieurs		
(3) Dont produits entreprises liées		
(4) Dont intérêts entreprises liées		
(5) Dont Crédit-bail mobilier		
(6) Dont Crédit-bail immobilier	1 793	

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2007 a une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 10 914 217,55 Euros

Le résultat net comptable est un bénéfice de 871 822,98 Euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par le Conseil d'Administration.

PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- **Continuité de l'exploitation**
- **Permanence des méthodes comptables**
- **Indépendance des exercices**

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

FAITS MARQUANTS**Dénomination sociale**

Depuis le 1^{er} juillet 2007, la société MEDCOST est devenue DOCTISSIMO.

Immobilisations incorporelles

Les logiciels développés par Doctissimo en 2004 et 2005 pour un montant total de 327.696 € et dépréciés à 100 % au 31 décembre 2006, ont été sortis de l'actif en raison de l'arrêt de l'activité liée au projet Dossier Médical Personnel.

Participations

La société Doctissimo a acquis le 7 novembre 2007 100% des titres de la société No One Development, propriétaire du logiciel de forums MesDiscussions, pour un montant de 1 800 000 € augmenté des frais d'acquisition comprenant des droits d'enregistrement pour 88 850 € et des honoraires pour 29 500 €.

La dénomination sociale de cette dernière a été changée : la société No One Development est devenue Doctissimo Software.

Capital social

Le capital social a été augmenté d'un montant de 61.813 € suite aux options exercées dans le cadre des plans de souscription d'actions. La prime d'émission s'est élevée à 451.947 €.

Cession d'actif

Conformément à sa stratégie de recentrage sur l'édition grand public, Doctissimo a cédé le 20 avril 2007 sa branche d'activité PMSI pour un montant de 50 K€.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

En vertu d'un contrat d'acquisition en date du 21 février 2008, le Groupe LAGARDERE a acquis par sa filiale Lagardère Active Digital 53,38 % du capital et 53,02 % des droits de vote du Groupe Doctissimo auprès de ses fondateurs.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODES COMPTABLES

Dans le cadre de l'application des règlements CRC 02-10 (modifié par le règlement CRC 03-07) et CRC 04-06 sur les actifs première application, lors de l'exercice clos le 31/12/2005, des nouvelles règles concernant les actifs, les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis et créés sont amortis en linéaire sur un an et trois ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Installations générales, agencements divers	3 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans
- Mobilier	5 ans

Autres immobilisations financières.

Les autres immobilisations financières comprennent 410.894 actions propres détenues dans le cadre des contrats de rachat et de liquidité.

Les opérations relatives aux titres d'autocontrôle ont été les suivantes :

- contrat de liquidité :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2006	4 971	
Achats de titres	122 466	
Ventes de titres	124 848	
Titres détenus au 31 décembre 2007	2 589	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2007		70 214
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2007 (a)		70 953
Gains sur cessions		38 803

(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2007 soit 27,4056 Euros

- contrat de rachat :

Opérations	Nombre de titres	Montants (en euros)
Titres détenus au 31 décembre 2006	364 593	
Achats de titres	66 228	
Ventes de titres	22 516	
Titres détenus au 31 décembre 2007	408 305	
Valeur d'acquisition des titres détenus au 31 décembre 2007		1 853 291
Valeur des titres détenus au 31 décembre 2007 (a)		11 189 844
Gains sur cessions		534 084

(a) Cours moyen de bourse du mois de décembre 2007 soit 27,4056 €

METHODES COMPTABLES

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Charges constatées d'avance

Ce poste d'un montant de 171 737 Euros concerne principalement des loyers et charges locatives.

Ventilation par activité du chiffre d'affaires

	2007	2006
. Web agency	3 782 599 €	2 721 815 €
. Conseil conduite projet	77 404 €	794 274 €
. Formation et prestations diverses	45 200 €	45 200 €
. Refacturation loyer et frais généraux	373 200 €	373 200 €
. Refacturation de frais	147 919 €	343 923 €
Total	<u>4 426 322 €</u>	<u>4 278 412 €</u>

Résultat exceptionnel

Les produits exceptionnels s'élèvent à 967 495 Euros et les charges exceptionnelles à 337 171 Euros. Le résultat exceptionnel est ainsi positif de 630 324 Euros.

Les charges exceptionnelles se décomposent ainsi :

- charges exceptionnelles sur opérations de gestion : 122 Euros,
- valeur nette comptable des éléments d'actif cédés : 6 676 Euros,
- sortie de l'actif des projets liés au Dossier Médical Personnalisé : 327 696 Euros,
- pénalités et amendes : 2 676 Euros.

Les produits exceptionnels concernent les éléments suivants :

- reprise de provision pour perte d'IFA pour un montant de 3 750 Euros,
- boni sur rachat d'actions propres : 572 887 Euros,
- cession fonds de commerce PMSI : 50 000 Euros,
- prix de cession d'immobilisations : 13 160 Euros,
- reprise provision pour dépréciation des projets liés au Dossier Médical Personnalisé : 327 696 Euros.

Frais de recherche et développement

La société DOCTISSIMO a participé à la réalisation d'un prototype de site web pour la prévention et la prise en charge des pathologies liées au vieillissement, en étant responsable de la conception d'un carnet électronique de santé. Ce projet a été terminé en 2004.

L'aide accordée par l'Etat pour le financement de ces dépenses a été répartie comme suit :

- subvention par l'Etat 148 k€ (soit 35 % des dépenses plafonnées à 423 k€)
- avance remboursable accordée par l'Etat 93 k€ (soit 50 % des dépenses restantes soit 186 k€)

Les modalités de remboursement de cette avance sont les suivantes :

- 1/3 effectué en 2007,
- 2/3 le 9 novembre 2010.

Engagements hors bilan

Locations simples immobilières :

<u>Engagements en € (1)</u>	<u><1 an</u>	<u>>1 an, <5 ans</u>	<u>>5 ans</u>	<u>Total</u>
Contrat 1	38 290	22 336		60 626
Contrat 2	47 378	142 135	228 995	418 508
Contrat 3	88 044	264 131	264 131	616 305
Contrat 4	10 262	49 599		90 646
TOTAL	214 759	478 200	493 126	1 186 084

(1) Les loyers annuels sont indexés sur l'indice du coût à la construction. Les loyers présentés sont ceux réellement facturés pour l'année 2007.

Indemnités de départ à la retraite

L'engagement vis-à-vis du personnel, relatif aux indemnités de fin de carrière s'élève à 30 k€ au 31.12.2007. Le régime à prestations définies concerné est le régime prévu par la convention collective du Syntec.

Les hypothèses actuarielles qui ont permis la détermination de l'engagement sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 4,50 %
- taux d'augmentation des salaires : Cadres 1 %
Non cadres 3 %
- taux de rotation du personnel : Cadres 20 %
Non cadres 20 %

Les taux d'augmentation des salaires et de rotation de personnel ont été déterminés à partir d'une étude statistique menée sur une période de trois ans.

Le taux d'actualisation non risqué retenu est le TMOP du 2^{ème} semestre 2007.

- départ à l'initiative de l'employeur.
- la méthode utilisée est la méthode des unités de crédits projetées.

Inventaires des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières au 31.12.2007 sont composées de SICAV pour un total de 60.648 Euros. Leur valeur liquidative à la clôture de l'exercice s'élève à 60.766 Euros, soit une plus-value latente de 118 Euros.

Plans d'option de souscription d'action (stock options)

Des options donnant droit à souscription d'actions nouvelles ont été attribuées à certains cadres dirigeants et salariés. Le nombre d'options attribuées et non encore exercées au 31 décembre 2007 s'élève à 263.950, soit une dilution maximale de 5,33 % du capital.

	Plan n°1		Plan n°2	Plan n°3	Plan n°4
Date de l'assemblée générale	05.04.2000		28.06.2001	12.04.2002	29.06.2004
Quantité autorisée	160 000		100 000	200 000	300 000
Nombre d'actions pouvant être souscrites	160 000		100 000	200 000	300 000
Date d'émission	9.06.2000	5.02.2001	3.09.2002	3.09.2002	30.09.2004
Options attribuées	60 000	(1) 86 550	100 000	200 000	(2) 167 000
Options levées	26 400	6 850	50 000	115 000	50 000
Options annulées	33 600	57 750	0	0	10 000
Options attribuées restant à exercer	0	21 950	50 000	85 000	107 000
Date d'échéance des options	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution	7 ans après attribution
Prix de souscription des options	7,90	6,00	0,69	0,69	3,22

(1) Le Conseil d'Administration du 5 février 2001 a consenti 100 000 options donnant droit à la souscription de 100 000 actions nouvelles. 86 550 options ont été attribuées ; les 13 450 options non attribuées sont venues à expiration le 4 avril 2005.

(2) Le Conseil d'Administration du 30 septembre 2004 a attribué 167 000 options donnant droit à la souscription de 167 000 actions nouvelles. Les 133 000 options non consenties sont venues à expiration le 28 août 2007.

IMMOBILISATIONS BRUTES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	1 245 512	3 596	335 066	914 042
Immobilisations corporelles	859 029	316 207	152 687	1 022 549
Immobilisations financières	4 472 745	2 467 504	30 828	6 909 421
TOTAL	6 577 287	2 787 307	518 581	8 846 013

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	460 269	20 998	335 066	146 201
Immobilisations corporelles	447 862	264 488	146 010	566 340
TOTAL	908 131	285 486	481 076	712 541
	Amortissements	285 486	153 380	
	Provisions		327 696	

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions pour risques et charges	3 750	(1) 135 000	(2) 3 750	135 000
Provisions pour dépréciation	62 451			62 451
TOTAL	66 201	135 000	3 750	197 451
	Exploitation	135 000		
	Exceptionnel		3 750	

(1) PROVISION POUR RISQUES PRUD'HOMAX

(2) La reprise de provision pour risques et charges exceptionnels concerne un montant utilisé au cours de l'exercice.

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	2 024 634	45 000	1 979 634
Actif circulant et charges d'avance	2 719 929	2 719 929	
TOTAL	4 744 563	2 764 929	1 979 634

ETAT DES DETTES	Montant total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	95 851	95 851		
Dettes financières diverses	568 560	506 465	(1) 62 095	
Fournisseurs	688 601	688 601		
Dettes fiscales et sociales	504 813	504 813		
Dettes sur immobilisations	44 532	44 532		
Autres dettes	52 935	52 935		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	1 955 291	1 893 196	62 095	

(1) La dette à long terme de 62 k€ concerne des avances remboursables accordées par l'Etat. Elle correspond à une partie du financement des dépenses de recherches engagées en 2003 et 2004 (cf. note frais de recherche et développement).

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR	Montant
Clients et comptes rattachés	335 071
TOTAL	335 071

DETAIL DES CHARGES A PAYER	Montant
Emprunts et dettes financières divers	1 793
Fournisseurs	1
Dettes fiscales et sociales	108 473
Autres dettes	12 812
TOTAL	319 319

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	Nombre	Val. Nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	4 437 253	0,25	1 109 313
Titres émis (1)	247 250	0,25	61 813
Titres en fin d'exercice	4 684 503	0,25	1 171 126

(1) options exercées dans le cadre des plans de souscription d'actions (cf. note plan d'option de souscription d'action). La prime d'émission s'élève au total à 451 947 Euros.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(Modèle AMF)

	(en euros)	Exercice 2004
A	Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2006 avant affectations	7 571 178
1.	Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	-132 834
2.	Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2007	7 438 344
3.		
B	Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice 2007	
1.	Variation du capital	
2.	Variation des autres postes	
C	(=A3 + B) Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	7 438 344
D	Variations en cours d'exercice	
1.	Variations du capital	61 812
	Variations des primes, réserves, report à nouveau	451 947
2.	Variations des « provisions » relevant des capitaux propres	
	Contreparties de réévaluations	
3.	Variations des provisions réglementées et subventions d'équipement	
4.	Autres variations	
5.		
6.		
E	Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2007 avant AGO (=C + ou - D)	7 952 103
F	VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE (=E - C)	0
G	Dont : variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	0
H	VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE HORS OPERATIONS DE STRUCTURE (F-G)	

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 – Articles 10 et 24-15)

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan EN EUROS	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit, non appelé			
Immobilisations incorporelles Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles Avances et acomptes			
Immobilisations financières Participations Créances rattachées à des participations Prêts Autres titres immobilisés Autres immobilisations financières	4 866 288	18 500	
Total Immobilisations Avances et acomptes versés sur commandes	4 866 288	18 500	
Créances Créances clients et comptes rattachés Autres créances Capital souscrit appelé, non versé	674 376 9 507		
Total Créances Valeurs mobilières de placement Disponibilités	683 883		
Dettes Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts convertibles Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus sur commandes en cours Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes sur immob. et comptes rattachés Autres dettes	506 465 41 661	 9 250	
Total Dettes	548 126	9 250	

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital social	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
I – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations (en milliers d'euros)										
→ Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
Doctissimo Edition	443	5 914	100	2 948	2 948			8 350	4 774	
Doctissimo Software	5	38	100	1 918	1 918			122	21	
→ Participations (10 à 50 % du capital détenu)										
D3P	37	51	50	19	19			21	75	
II – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
→ Filiales non reprises en I :										
a) Françaises										
b) Etrangères										
→ Participations non reprises en I :										
a) Françaises										
b) Etrangères										

ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	Montant	Impôts
Allégements	119	40
Provisions non déductibles l'année de dotation	8 107	2 702
Total des déficits d'exploitation reportables	1 710 388	570 129
TOTAL	1 718 614	572 871

LA FISCALITE LATENTE EST CALCULEE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE AU TAUX DE 33 ^{1/3} %.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS
Les rémunérations allouées aux dirigeants se sont élevées à un montant total de 118 202 Euros.

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIES DE SALARIES	Salariés
Cadres	18
Employés	1
TOTAL	19

TABLEAU DE FINANCEMENT TABLEAU 1

		31/12/2007	31/12/2006
CALCUL DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	Résultat net comptable	871 823	- 132 834
	+ Dotations aux amortissements et aux provisions	420 485	497 854
	- Reprise sur amortissements et sur provisions	- 331 446	6 535
	+ Valeur comptable des éléments d'actif cédés	334 372	
	- Produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés	- 63 160	1 000
	- Subventions d'investissement virées au résultat		
= Capacité d'autofinancement de l'exercice		1 232 075	357 485
CALCUL DE LA VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	Cessions ou réductions de l'actif immobilisé		
	Prix de cessions des immobilisations incorporelles	50 000	
	Prix de cessions des immobilisations corporelles	13 160	1 000
	Prix de cessions des immobilisations financières		
	Remboursement de prêt, dépôts et créances immob.		
	Augmentation des capitaux propres		
	Augmentation de capital et apports	61 812	250
	Augmentation des autres capitaux propres	451 947	5 750
	Augmentation des dettes fin. : var.cptes courants	463 599	
	Total des ressources (I)		2 272 593
CALCUL DE LA VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	Diminution des capitaux propres		
	Distributions mises en paiement au cours de l'exercice		
	Réduction de capital, autres distributions		
	Réductions des autres capitaux propres		
	Acquisitions d'éléments d'actifs immobilisés		
	Immobilisations incorporelles	3 596	875
	Immobilisations corporelles	316 207	270 543
	Immobilisations financières	2 436 679	438 960
	Octroi de prêt, dépôts et créances immobilisées		
	Charges à répartir sur plusieurs exercices		
Remboursement des dettes financières			
Total des emplois (II)		2 756 482	710 378
Variation du fonds de roulement net global			
Ressources nettes de fonds permanents (I-II)			
Emplois nets de fonds permanents (II-I)		483 889	345 893

2

TABLEAU DE FINANCEMENT TABLEAU 2

		31/12/2007	31/12/2005
UTILISATION DE LA	Variations d'exploitation		
	Variations des actifs d'exploitation bruts		
	Stocks de matières et approvisionnements		
	En-cours et produits finis		
	Provisions pour dépréciation des stocks et en-cours		
	Avances et acomptes versés sur commandes		21 196
	Créances clients et comptes rattachés	- 461 346	- 313 071
	Provisions pour dépréciation des clients douteux		2 785
	Autres créances d'exploitation	- 317 066	- 99 416
	Variations des dettes d'exploitation		
Avances et acomptes reçues sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	127 094	76 510	
Autres dettes d'exploitation	296 390	20 278	
	Totaux d'exploitation	- 354 928	-291 718
	Variation nette d'exploitation (A)	- 354 928	-291 718
VARIATION DU FONDS	Variations hors exploitation		
	Variation des autres débiteurs		
	Variation des autres créditeurs		
	Totaux hors exploitation		
	Variation nette hors exploitation (B)		
	Variation du besoin en fonds de roulement	- 354 928	-291 718
DE ROULEMENT	Variations de trésorerie		
	Variation des disponibilités	- 58 605	636 922
	Variation des concours bancaires	- 70 357	688
	Totaux de trésorerie	- 128 961	637 610
	Variation nette de trésorerie (C)	- 128 961	637 610
	Variation du fonds de roulement net global		
	Emploi net		
	Ressource nette	483 889	345 893

**TABLEAU DES RESULTATS FINANCIERS DES
CINQ DERNIERS EXERCICES**

Art : L.225 et L.225-91 du Code de commerce

.	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005	31/12/2004	31/12/2003
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I – Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	1 171 126	1 109 313	1 109 063	1 109 063	1 109 063
b) Nombre d'actions émises	4 684 503	4 437 253	4 436 253	4 436 253	4 436 253
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II – Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	4 426 322	4 278 412	3 010 959	3 330 200	3 286 436
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	964 612	359 567	-663 720	164 236	-700 697
c) Impôt sur les bénéfices	3 750	1 083	3 217	-6 401	3 811
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	960 862	358 484	-666 937	170 637	-704 509
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	871 823	-132 834	-106 627	2 531 359	-1 041 767
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
III – Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	0,21	0,08	-0,15	0,04	-0,16
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	0,19	-0,03	-0,02	0,57	-0,23
c) Dividende versé à chaque action					
IV – Personnel :					
a) Nombre de salariés	19	26	33	32	41
b) Montant de la masse salariale	1 045 249	1 437 022	1 591 939	1 438 030	1 746 351
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	427 046	586 658	631 520	595 327	730 049

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

	31/12/2007	31/12/2006	Variation	%
Ventes de marchandises				
- Coût direct d'achat				
+/- Variation du stock de marchandises				
Marge commerciale (I)				
Taux de marge commerciale	%	%		
+ Production vendue	4 426 322	4 278 412	147 910	3,46
+ Production stockée				
+ Production immobilisée				
Production de l'exercice	4 426 322	4 278 412	147 910	3,46
- Matières premières et approvisionnements consommés				
- Sous-traitance directe	815 106	391 101	424 005	108,41
Marge brute sur production (II)	3 611 216	3 887 311	- 276 095	-7,10
Taux de marge brute sur production	81,59 %	90,86 %		
MARGE BRUTE GLOBALE (I + II)	3 611 216	3 887 311	- 276 095	-7,10
Taux de marge brute globale	81,59 %	90,86 %		
- Services extérieurs et autres charges externes	1 412 586	1 367 585	45 001	3,29
VALEUR AJOUTÉE PRODUITE	2 198 629	2 519 726	- 321 097	-12,74
Valeur ajoutée / chiffre d'affaires	49,67 %	58,89 %		
+ Subventions d'exploitation	5 595		5 595	
- Impôts, taxes et versements assimilés	85 124	107 936	- 22 812	-21,13
- Salaires et traitements	1 045 249	1 437 022	- 391 773	-27,26
- Charges sociales	427 046	586 658	- 159 612	-27,21
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	646 806	388 110	258 696	66,66
Excédent brut d'exploitation / chiffre d'affaires	14,61 %	9,07 %		
+ Reprise sur amortissements et provisions		2 785	- 2 785	-100,00
- Dotations aux amortissements sur immobilisations	285 485	170 158	115 327	67,78
- Dotations aux provisions sur immobilisations		327 696	- 327 696	-100,00
- Dotations aux provisions sur actif circulant				
- Dotations aux provisions pour risques et charges	135 000		135 000	
+ Autres produits de gestion courante	284	2	282	n/s
- Autres charges de gestion courante	5 057	2 786	2 271	81,51
+ Transfert de charges d'exploitation	19 969	27 559	- 7 590	-27,54
RESULTAT D'EXPLOITATION (hors charges et produits financiers)	241 517	-82 182	323 699	-393,88
Résultat d'exploitation / chiffre d'affaires	5,46 %	-1,92 %		
+ Bénéfice attribué (quote part sur opérations en commun)				
- Perte supportée (quote part sur opérations en commun)				
+ Produits financiers de participations				
+ Produits des autres valeurs mobilières et créances				
+ Autres intérêts et produits assimilés				
+ Reprises sur provisions financières				
+ Différences positives de change				
+ Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement	8 201	16 279	- 8 078	-49,62
- Dotations financières aux amortissements et provisions				
- Intérêts et charges assimilées	4 469	2 660	1 809	68,01
- Différences négatives de change				
- Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements				
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	245 249	-68 563	313 812	-457,70
Résultat courant / chiffre d'affaires	5,54 %	-1,60 %		
+ Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1		1	
+ Produits exceptionnels sur opérations en capital	636 047	1 000	635 047	n/s
+ Reprises sur provisions & transferts de charges except°.	331 446	3 750	327 696	n/s
- Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 799	38 708	- 35 909	-92,77
- Charges exceptionnelles sur opérations en capital	334 372	29 231	305 141	n/s
- Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
RESULTAT EXCEPTIONNEL	630 324	-63 189	693 513	-1097,52
- Participation des salariés aux résultats				
- Impôts sur les bénéfices	3 750	1 083	2 667	246,26
RESULTAT NET COMPTABLE	871 823	-132 834	1 004 657	-756,33
Résultat net / chiffre d'affaires	19,70 %	-3,10 %		

TABLEAU DE VARIATION DE TRESORERIE

Recommandation 1.22 du 5.10.1988 de l'O.E.C.C.A

En milliers d'euros

	31/12/2007	31/12/2006
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net	872	-133
Réintégration des charges et déduction des produits sans incidence sur le fonds de roulement ou non liés à l'exploitation		
+ Dotations aux amortissements et provisions ⁽¹⁾	420	494
- Reprises sur amortissements et provisions ⁽¹⁾	- 331	
- Variations des stocks (net) ⁽¹⁾		
- Quote-part de subvention virée au compte de résultat		
+ Valeur comptable des éléments d'actif cédés	334	
- Produits de cessions d'éléments d'actif	- 636	1
- Transferts de charges au compte de charges à répartir		
- Augmentation des frais d'établissement		
- Redevances crédit-bail : Dotation aux amortissements		
Trésorerie potentielle provenant de l'exploitation	659	362
- Incidence des variations des décalages de trésorerie sur opérations d'exploitation ⁽¹⁾	+362	-294
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation : A	1 021	67
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
+ Cessions d'immobilisations incorporelles	50	
+ Cessions d'immobilisations corporelles	13	1
+ Cessions d'immobilisations financières	670	
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles	- 4	1
- Acquisitions d'immobilisations corporelles	- 316	271
- Acquisitions d'immobilisations financières	- 2 533	439
+ Subventions d'investissements reçues		
+ Variation des fournisseurs d'immobilisations		
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissements : B	- 2 120	- 710
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
+ Augmentation de capital	514	6
- Réduction de capital		
- Distributions de dividendes		
+ Nouveaux emprunts	488	
- Remboursements d'emprunts		
+ Avances reçues des tiers		
- Avances remboursées aux tiers	-31	
- Variation du capital souscrit non appelé		
- Variation du capital souscrit, appelé, non versé		
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement : C	971	6
Variation de trésorerie = A + B + C	- 129	- 638
Trésorerie à l'ouverture = D	156	794
Trésorerie à la clôture = A + B + C + D	27	156

⁽¹⁾ La recommandation 1.22 préconise l'exclusion des provisions sur stocks, créances clients et VMP du fonds de roulement

DETAIL DU BILAN ACTIF

	31/12/2007	31/12/2006	Variation
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Concessions, brevets, droits similaires	19 679	37 082	- 17 403
Logiciels	74 522	78 296	- 3 774
Logiciels créés	91 358	91 358	
Amort. logiciels	-54 843	-43 570	- 11 273
Amort. logiciels créés	-91 358	-89 002	- 2 356
Fonds commercial	748 162	748 162	
Mali technique	748 162	748 162	
Autres immobilisations incorporelles			
Immobilisations incorporelles en cours		327 696	- 327 696
Dépréciation immob°incorp		-327 696	327 696
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Autres immobilisations corporelles	456 210	411 167	45 043
Installations générales	188 079	241 666	- 53 587
Matériel de bureau et informatique	778 071	566 209	211 862
Mobilier	56 400	51 154	5 246
Amort. installations générales	-107 524	-98 513	- 9 011
Amort. matériel bureau et informatique	-416 701	-300 907	- 115 794
Amort. mobilier	-42 114	-48 442	6 328
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Autres Participations	4 884 788	2 966 438	1 918 350
Titres doctissimo edition	2 947 938	2 947 938	
Titres d3p	18 500	18 500	
Titres doctissimo software	1 918 350		1 918 350
Prêts	45 000		45 000
Pret medlink	45 000		45 000
Autres immobilisations financières	1 979 634	1 506 308	473 326
Dépôts et cautionnements	56 129	84 778	- 28 649
Actions propres contrat rachat	1 853 291	1 385 838	467 453
Actions propres contrat liquidités	70 214	35 692	34 522
TOTAL (I)	8 133 472	5 669 156	2 464 316
CLIENTS ET DIVERS			
Créances Clients et comptes rattachés	2 244 916	2 706 262	- 461 346
Clients	1 897 604	2 512 495	- 614 891
Clients douteux	74 692	74 692	
Clients factures à établir	335 071	181 526	153 545
Prov. dép. clients douteux	-62 451	-62 451	
AUTRES CRÉANCES			
Fournisseurs débiteurs	61 818	55 142	6 676
Fournisseurs débiteurs	61 818	55 142	6 676

	31/12/2007	31/12/2006	Variation
Personnel			
Organismes sociaux		1 860	- 1 860
Maison des artistes		60	- 60
Personnel produits à recevoir		1 800	- 1 800
Etat, impôts sur les bénéfices	8 001	341 417	- 333 416
Impôt sociétés		3 750	- 3 750
Crédit impôt formation		2 150	- 2 150
Créance report en arrière déficits		324 849	- 324 849
Crédit d'impôt recherche	8 001	8 001	
Crédit d'impôts apprentis		2 667	- 2 667
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	149 141	148 644	497
Tva déd. sur immobilisations	45 897	61 066	- 15 169
Tva déd. sur biens et services	23 378	58 348	- 34 970
Credit de tva a reporter	48 354		48 354
Tva sur factures non parvenues	29 413	25 023	4 390
Tva sur avoirs à établir	2 099	4 207	- 2 108
Autres	21 866	2 392	19 474
C/courant doctissimo software	7 115		7 115
Débiteurs divers	12 359		12 359
Créditeur débiteur divers doctissimo	2 392	2 392	
TRÉSORERIE ET DIVERS			
Valeurs mobilières de placement	60 648	93 805	- 33 157
Sicav gilbert dupont	60 648	93 805	- 33 157
Disponibilités	62 620	88 067	- 25 447
Bnp	21 507	26 952	- 5 445
Crédit du nord	939	1 289	- 350
Gilbert dupont c.liquid.	40 174		40 174
C.c.f.		59 789	- 59 789
Caisse		37	- 37
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	171 737	180 167	- 8 430
TOTAL (II)	2 780 746	3 617 756	- 837 010
TOTAL ACTIF (I à II)	10 914 218	9 286 912	1 627 306

DETAIL DU BILAN PASSIF

	31/12/2007	31/12/2006	Variation
CAPITAUX PROPRES			
Capital (dont versé : 1 171 126)	1 171 126	1 109 313	61 813
Capital social	1 171 126	1 109 313	61 813
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	9 258 449	8 806 501	451 948
Prime d'émission	6 873 068	6 421 121	451 947
Primes d'apport	2 339 646	2 339 646	
Bons souscription actions	45 735	45 735	
Réserve légale	99 959	99 959	
Réserve légale	99 959	99 959	
Autres réserves	381 123	381 123	
Autres réserves	381 123	381 123	
Report à nouveau	-2 958 553	-2 825 718	- 132 835
Report à nouveau débiteur	-2 958 553	-2 825 718	- 132 835
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	871 823	-132 834	1 004 657
TOTAL (I)	8 823 926	7 438 343	1 385 583
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques	135 000		135 000
Provisions pour litiges	135 000		135 000
Provisions pour charges		3 750	- 3 750
Provision pour impôts		3 750	- 3 750
TOTAL (II)	135 000	3 750	131 250
DETTES FINANCIÈRES			
Découverts, concours bancaires	95 851	25 494	70 357
Gilbert dupont c.liquid.		589	- 589
Gilbert dupont c. rachat	1	24 904	- 24 903
C.c.f.	95 850		95 850
Divers	62 095	93 143	- 31 048
Avances remboursables	62 095	93 143	- 31 048
Associés	506 465	11 818	494 647
Compte courant doctissimo	504 672	11 818	492 854
Intérêts courus cpte courant Doct.Edit.	1 793		1 793
FOURNISSEURS			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	688 601	815 695	- 127 094
Fournisseurs	527 641	645 216	- 117 575
Fournisseurs factures non parvenues	160 959	170 480	- 9 521
DETTES FISCALES ET SOCIALES			
Personnel	57 841	99 193	- 41 352
Remunerations dues	7 779		7 779
Provision congés payés	43 280	86 338	- 43 058
Personnel autres charges à payer	6 782	8 000	- 1 218
Frais déplacement à payer		4 855	- 4 855
Organismes sociaux	107 590	238 036	- 130 446
Sécurité sociale	27 936	70 144	- 42 208
Cris - unirs	12 055	22 746	- 10 691
Cirica	18 286	43 931	- 25 645
Assedic	1 557	8 500	- 6 943
Mutuelle et prévoyance	2 688	5 273	- 2 585
Maison des artistes	219		219
Charges sociales sur congés à payer	19 692	39 465	- 19 773
Charges soc. sur chges personnel à paye	3 086	3 600	- 514
Organic		6 144	- 6 144
Taxe apprentissage	6 901	9 454	- 2 553
Formation continue	15 171	22 523	- 7 352
Effort construction		6 256	- 6 256
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	325 821	489 504	- 163 683
Tva à décaisser		29 599	- 29 599
Tva collectée 19.6%	271 265	430 156	- 158 891
Tva sur factures à établir	54 556	29 748	24 808

	31/12/2007	31/12/2006	Variation
Autres impôts, taxes et assimilés	13 561	7 546	6 015
Etat autres charges à payer	13 561	7 546	6 015
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	44 532	9 250	35 282
Verst restant à effectuer s/titres d3p	9 250	9 250	
Fournisseurs d'immobilisations	35 282		35 282
Autres dettes	52 935	55 140	- 2 205
Clients créditeurs	37 859	27 201	10 658
Clients avoirs à établir	12 812	25 675	- 12 863
Créd. div. chq non enc.	2 264	2 264	
TOTAL (III)	1 955 291	1 844 819	110 472
TOTAL PASSIF (I à III)	10 914 218	9 286 912	1 627 306

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société DOCTISSIMO S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations ;
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi qu'aux engagements de toutes natures consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiqués dans le rapport de gestion.

Paris, le 15 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

CONSTANTIN ASSOCIES

PRESENCE AUDIT & CONSEILS

CHAPITRE 4 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2007

EVENEMENTS SURVENUS

Lagardère Active Digital a conclu le 21 février 2008 avec Monsieur Laurent Alexandre, Monsieur Cédric Tournay, Mademoiselle Julia Tournay, Monsieur Gabriel Tournay, Monsieur Christophe Clément, Monsieur Didier Beaumelle et Madame Valérie Brouchoud (les « **Vendeurs** ») un contrat de cession d'actions (le « **Contrat de Cession** ») par lequel les Vendeurs se sont engagés à céder à Lagardère Active Digital 2.584.432 actions Doctissimo représentant 53,38% du capital (le « **Bloc de Contrôle** »).

La cession du Bloc de Contrôle est intervenue le 25 février 2008, moyennant le versement par Lagardère Active Digital aux Vendeurs d'un prix global de 78.825.176 € pour 2.584.432 actions, soit un prix par action de 30,50 €. A l'issue de ces opérations, Lagardère Active Digital détenait 2.584.432 actions Doctissimo, représentant 53,38 % du capital de la Société.

Par ailleurs, Lagardère Active Digital a procédé, entre le 22 février 2008 et la date du présent document, à des acquisitions complémentaires portant sur un montant total de 868.169 actions Doctissimo, représentant 17,93 % du capital de Doctissimo.

A l'issue des opérations décrites ci-dessus, Lagardère Active Digital détient à la date du présent document 3.452.601 actions Doctissimo, représentant environ 71,31 % du capital et 70,85 % des droits de vote de Doctissimo (étant entendu que le nombre d'actions détenues par Lagardère Active Digital inclut les 370.618 actions négociées le 28 avril 2008 pour lesquelles le règlement-livraison n'interviendra que le 2 mai 2008).

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS DE PARTICIPATION DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2008

Suivant déclaration du 27 février 2008, Monsieur Laurent Alexandre a déclaré avoir franchi en baisse, par suite d'une cession d'actions Doctissimo hors marché, les seuils de 50 % des droits de vote et 1/3, 25 %, 20 %, 15 %, 10 % et 5 % du capital et des droits de vote de la société Doctissimo et ne plus détenir aucune action DOCTISSIMO.

Par courrier en date du 28 février 2008 adressé à l'AMF et à Doctissimo, la société Lagardère Active Digital, (1) dont le siège est situé au 149, rue Anatole France, 92534 Levallois-Perret, a déclaré avoir franchi en hausse les seuils de 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 1/3 et 50 % du capital et des droits de vote de la société Doctissimo, représentant 53,38 % du capital (soit 2.584.432 actions) et 53,02 % des droits de vote de cette société, et a déclaré son intention de déposer un projet de garantie de cours visant la totalité des actions Doctissimo conformément à la réglementation applicable, et de poursuivre ses achats d'actions Doctissimo en fonction des opportunités de marché.

(1) Contrôlée par la société en commandite par actions Lagardère.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A COMPTER DU 25 FEVRIER 2008

La composition des Conseils d'Administration de la société Doctissimo et de sa filiale principale Doctissimo Edition a été modifiée le 25 février 2008, afin de prendre en compte la nouvelle structure de l'actionnariat à l'issue de l'acquisition par Lagardère Active Digital de plus de 50% du capital de la société Doctissimo.

La nouvelle composition du Conseil d'administration de la société Doctissimo et de la société Doctissimo Edition sont décrites ci-après :

**Liste des mandats ou fonctions par les Mandataires sociaux
de la Société DOCTISSIMO
au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 30 avril 2008**

BIOGRAPHIES DES ADMINISTRATEURS EN FONCTION AU SEIN DE DOCTISSIMO

Julien BILLOT, 40 ans, est actuellement Directeur Numérique de Lagardère Active. Il est entré chez France Télécom à la sortie de l'école. Après avoir été Directeur des Marchés Grand Public d'Orange à partir de 2003, il a pris la Direction des Produits et Services Grand Public pour le groupe France Telecom, en charge du TechnoCentre Grand Public en janvier 2006.

Julien Billot est diplômé de l'Ecole Polytechnique et de Télécom Paris. Il est également titulaire d'un D.E.S.S. d'Economie Industrielle obtenu à l'Université Paris IX Dauphine en 1993.

Béatrice de Clermont Tonnerre, 35 ans, VP Business Development du Groupe Lagardère depuis février 2005 après 4 ans passés chez Canalsatellite comme directeur de la télévision interactive et directeur adjoint des programmes. De 1995 à 2001 elle a occupé diverses fonctions à la Direction de la Stratégie du Groupe Lagardère.

Béatrice de Clermont Tonnerre est diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et de l'Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales.

Alain LEMARCHAND, 54 ans, est actuellement Directeur Général Délégué Opérations de Lagardère Active et assume à ce titre la responsabilité des fonctions Finances, Gestion, Administration (Contrôle, Juridique et Fiscal, Achats et Moyens Généraux, Systèmes d'Information) ainsi que Techniques du Pôle.

Alain Lemarchand a rejoint le groupe Lagardère en 1984. Il a occupé les fonctions de Directeur Financier dans diverses filiales de Matra en France et aux Etats-Unis avant de prendre, en 1999, la Direction de la Communication Financière et des Relations Investisseurs de Lagardère SCA, fonctions qu'il a exercées jusqu'en septembre 2004.

Alain Lemarchand est expert-comptable et diplômé de l'ESLSCA.

Didier QUILLLOT, 48 ans, a rejoint le groupe Lagardère en octobre 2006 afin de diriger le nouvel ensemble Lagardère Active Media. Monsieur Quillot exerçait depuis 2001 les fonctions de Président Directeur Général d'ORANGE France qu'il avait intégré dès 1994, et où il a occupé successivement les postes de Directeur Général de la filiale Orange France Services (anciennement Cellway), et de Directeur Commercial d'Orange France (anciennement France Télécom Mobiles). Monsieur Quillot était avant cela Directeur Général Adjoint de Tonna Electronique, filiale industrielle du groupe Canal+, et a débuté sa carrière au sein du groupe Thomson CSF.

Didier Quillot est titulaire d'un diplôme d'ingénieur en électronique de l'INSA Toulouse et d'un DESS de Management et Finance Internationale de L'institut d'Administration des Entreprise de Paris.

Nom et Prénom	Mandats et fonctions exercés au sein de DOCTISSIMO	Mandats et/ou fonctions exercés au sein de la Filiale DOCTISSIMO EDITION (S.A.)	Mandats et/ou fonctions exercés au sein de la Filiale DOCTISSIMO SOFTWARE (S.A.R.L.)	Mandats et/ou fonctions exercés au sein de la sous-Filiale FLUCTUAT (S.A.R.L.)	Autres mandats exercés dans toute société actuellement en dehors de Doctissimo et ses filiales
Billot Julien	Président du Conseil Administrateur	Administrateur	Néant	Néant	Président de Lagardère Active Digital Membre du conseil de surveillance de Newsweb Administrateur de Le Monde Interactif (SA) Administrateur de W-HA (SA) Director de Hachette Filipacchi Media US, Inc Administrateur de Hachette Rusconi SPA (Italie) Administrateur de FT Polska Administrateur de Jumpstart (USA)
Tournay Cédric	Directeur Général	Président du Conseil et Directeur Général Administrateur	Gérant	Gérant	Néant
de Clermont Tonnerre Béatrice	Administrateur	Administrateur	Néant	Néant	Vice-Présidente du conseil de surveillance de Newsweb Membre du board de FACE, French American Cultural Exchange

Nom et Prénom	Mandats et fonctions exercés au sein de DOCTISSIMO	Mandats et/ou fonctions exercés au sein de la Filiale DOCTISSIMO EDITION (S.A.)	Mandats et/ou fonctions exercés au sein de la Filiale DOCTISSIMO SOFTWARE (S.A.R.L.)	Mandats et/ou fonctions exercés au sein de la sous-Filiale FLUCTUAT (S.A.R.L.)	Autres mandats exercés dans toute société actuellement en dehors de Doctissimo et ses filiales
Lemarchand Alain	Administrateur	Néant	Néant	Néant	Président Directeur Général d'Hachette Filipacchi Presse (HFP) Vice-Président du conseil de surveillance d'EUROPA PLUS FRANCE Administrateur de Le Monde Interactif Lagardère Active Radio International (LARI) - Représentant permanent de l'Administrateur : Lagardère Active Broadcast (Société de droit étranger – Monaco) Administrateur d'ID Groupe Sogide - Représentant permanent de l'Administrateur Hachette Filipacchi Presse Hachette Filipacchi Films (H2F) - - Représentant permanent de l'Administrateur Hachette Filipacchi Presse EDI Pologne - Représentant permanent de l'Administrateur Lagardère Active Radio International MCM - Représentant permanent de l'Administrateur Lagardère Active TV Mezzo - Représentant permanent de l'Administrateur Lagardère Thématiques Atlantique Production SA - Représentant permanent de l'Administrateur Lagardère Images Amaya Technisonor - Représentant permanent de l'Administrateur Europe Images International Président de Lagardère Active Tv (Sas) Président de Europe 1 Immobilier (Sas) Président de Hachette Premiere Et Compagnie (Sas) Président de Maison H (Sas) Président de Top 50 (Sas) Président de Lagardère Active Publicite Internet (Sas) Président de M5 (Sas) Directeur Général de Lagardère Images (Sas) Directeur Général de Europe 1 Telecompagnie (Sas) Directeur Général de Lagardère Thematiques (Sas) Directeur Général de Europe 2 Entreprises (Sas) Directeur Général de Rfm Entreprises (Sas) Directeur Général de Lagardère Television International (Sas) Gérant de Lagardère Active Management (Snc) Gérant de Europe News (Snc) Gérant de Promotion Et Spectacles D'europe 1 (Snc) Gérant de Europe 2 Communication (Snc) Gérant de Performances (Rmc) (Snc) Gérant de Regie 1 (Scs) Gérant de Regie Radio Music "Lagardère Active Publicite Music" (Snc) Gérant de Is 9 (Sarl) Gérant de Lagardère Active Publicite Regions (Snc) Gérant de Lagardère Active Publicite Services (Snc) Gérant de Les Editions Musicales Francois 1er (Snc) Gérant de Compagnie Immobiliere Europa (Snc) Membre Du Directoire de Lagardère Active (Sas) Membre du Conseil De Surveillance de Jeunesse Tv (Sas) Membre Du Conseil De Direction de Timoon Animation (Sas) Leo Vision (Sas) - Représentant Permanent du membre du Conseil De Direction : Europe Images International Capital Image (Sas) - Représentant Permanent Du Membre Du Conseil De Direction : Lagardère Images Lagardère Active Broadcast (SA monégasque) – Administrateur Compagnie Europeenne De Radiodiffusion et de Television (CERT) SARL – Société de droit allemand Director et President de Matravisoin, Inc.

Nom et Prénom	Mandats et fonctions exercés au sein de DOCTISSIMO	Mandats et/ou fonctions exercés au sein de la Filiale DOCTISSIMO EDITION (S.A.)	Mandats et/ou fonctions exercés au sein de la Filiale DOCTISSIMO SOFTWARE (S.A.R.L.)	Mandats et/ou fonctions exercés au sein de la sous-Filiale FLUCTUAT (S.A.R.L.)	Autres mandats exercés dans toute société actuellement en dehors de Doctissimo et ses filiales
Didier QUILLOT	Administrateur	Néant	Néant	Néant	Président de LagardereActive Président de Lagardere Images (SAS) ex Europe Audiovisuel Président de Lagardère Holding TV (Sas) Administrateur de Marie-Claire Album Administrateur de Holding Evelyne Prouvot Administrateur de Les Editions P Amaury Membre du Conseil de Surveillance de Lagardere Publicite Membre du Conseil de Surveillance de Le Monde Membre du Conseil de Surveillance de Jeunesse TV Représentant permanent de Promotion et Spectacles d'Europe I Administrateur de Mediametrie Vice Président du Conseil de Surveillance de Canal + France Cogérant de la Compagnie pour la Télévision Feminine Président délégué et Administrateur de Lagardere Active Broadcast (SA Monégasque) Président du Conseil d'Administration de Compagnie de Presse et de Publicité Internationale (Monaco) Président du Conseil d'Administration de Hachette Filipacchi S.L. (Espagne) Director de Cellfish Media LLC (Etats-Unis) Vice-Chairman/Administrateur de Hachette Filipacchi Holdings, Inc (Etats-Unis) Président de Hachette Filipacchi Medias US, Inc (Etats-Unis) Administrateur de ELLE VERLAG GmbH (Allemagne) Administrateur de Hachette Rusconi CO Ltd(Italie) Administrateur de Hachette Fungingaho Co Ltd (Japon) Administrateur de FEP ltd. (UK) Administrateur de Zao Intermediagroup (Russie)

**Rémunération et avantages de toute nature des Mandataires sociaux
de la Société DOCTISSIMO
au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 30 avril 2008**

Nom & prénom	Mandat social	Rémunération brute	Avantages de toute nature
Billot Julien	Président du Conseil Administrateur	Néant	Néant
Tournay Cédric (**)	Directeur Général	46.154 € au titre de ses fonctions salariées de Cadre Dirigeant (*)	(véhicule mis à sa disposition)
de Clermont Tonnerre Béatrice	Administrateur	Néant	Néant
Lemarchand Alain	Administrateur	Néant	Néant
Quillot Didier	Administrateur	Néant	Néant

(*) Dans le cadre de ses fonctions salariées de dirigeant, Monsieur Cédric TOURNAY est susceptible de percevoir au cours de l'année 2008, une rémunération variable déterminée en fonction de l'atteinte d'objectifs et limitée à 75.000 €.

(**) il a été consenti à Monsieur Cédric TOURNAY, 40.000 options donnant droit à la souscription d'actions, dans le cadre du « plan d'options du 29 juin 2004 », qui n'ont pas été levées à ce jour.

Société DOCTISSIMO EDITION, filiale de DOCTISSIMO :
rémunération et avantages de toute nature des Mandataires sociaux
au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 30 avril 2008

Nom & prénom	Mandat social	Rémunération brute	Avantages de toute nature
Tournay Cédric	Président du Conseil et Directeur Général Administrateur	Néant	Néant
Billot Julien	Administrateur	Néant	Néant
de Clermont Tonnerre Béatrice	Administrateur	Néant	Néant
Bartoli Frédéric	Administrateur	Néant	Néant

Société DOCTISSIMO SOFTWARE, filiale de DOCTISSIMO :
rémunération et avantages de toute nature du Mandataire social
au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 30 avril 2008

Nom & prénom	Mandat social	Rémunération brute annuelle	Avantages de toute nature
Tournay Cédric	Gérant	Néant	Néant

Société FLUCTUAT, sous-filiale de DOCTISSIMO :
rémunération et avantages de toute nature des Mandataires sociaux
au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 30 avril 2008

Nom & prénom	Mandat social	Rémunération brute	Avantages de toute nature
Tournay Cédric	Gérant (*)	Néant	Néant

(*) Monsieur Alexandre Boucherot n'est plus cogérant de Fluctuat depuis le 25 février 2008.

CHAPITRE 5 POLITIQUE DE DIVIDENDES

L'Initiateur n'a pas l'intention, en l'état, de distribuer de dividendes eu égard au projet de développement envisagé.

CHAPITRE 6 ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE A LA DATE DU PRESENT DOCUMENT

	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Lagardère Active Digital	3.452.601(1)	71,31%	3.452.601	70,85%
Public	977.914	20,20%	1.009.630	20,72%
Auto détention	410.938	8,49%	410.938	8,43%
TOTAL	4.841.453	100%	4.873.169(2)	100%

(1) Le nombre d'actions détenues par Lagardère Active Digital inclut les 370.618 actions négociées le 28 avril 2008 pour lesquelles le règlement-livraison n'interviendra que le 2 mai 2008.

(2) Le nombre total de droits de vote est calculé sur la base de l'ensemble des actions auxquelles sont attachés des droits de vote, y compris les actions privées de droits de vote, conformément au calcul préconisé par l'article 223-11 du Règlement général de l'AMF.

CHAPITRE 7 DERNIERS COMMUNIQUES DE L'EMETTEUR

A/ DOCUMENT D'INFORMATION ANNUEL RELATIF A L'EXERCICE 2007

DOCTISSIMO

B 399 444 629 R.C.S. PARIS
33 rue Raffet, 75016 PARIS
Eurolist compartiment C : ISIN FR 0000076150

COMMUNIQUE

Paris, le 30 Avril 2008

Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des 12 derniers mois
Etablie conformément à l'article 221-1-1 du Règlement Général de l'AMF
Exercice 2007 (clos le 31 décembre 2007)

Date	Libellé	Références de publications
02/05/2008	Document d'Information Annuel Exercice 2007	www.medcost.fr
02/05/2008	Communiqué incluant : - le rapport procédures internes du Président Exercice 2007 - rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président Exercice 2007	www.medcost.fr
02/05/2008	Tableau sur les honoraires des Commissaires aux comptes 2007	www.medcost.fr
02/05/2008	Tableau sur les honoraires des Commissaires aux Comptes Exercice 2006	www.medcost.fr
30/04/2008	Document relatif « aux caractéristiques la société Doctissimo » incluant : - rapport de gestion consolidé et social 2007 - informations sociales et environnementales (rapport du Conseil ci-dessus) - Comptes consolidés exercice 31 Décembre 2007 - rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés - Tableau sur les honoraires des Commissaires aux comptes 2007 - Comptes sociaux exercice 31 Décembre 2007 - rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux - rapport procédure internes du Président du Conseil d'Administration - rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président - Résolution d'affectation du résultat 2007	www.medcost.fr www.amf-France.org
29/04/2008	Documentation visée par l'AMF dans le cadre de l'opération de garantie de cours à l'initiative de Lagardère Active Digital · Note d'information de l'initiateur (visa AMF 08-078) · Note en réponse de Doctissimo (visa AMF 08-079)	www.medcost.fr www.amf-France.org
24/04/2008	Communiqué sur « Publication du chiffre d'affaires T1 2008 : le 25 avril 2008 »	www.medcost.fr
09/04/2008	Déclarations des achats et des ventes effectués pendant une offre publique (références AMF : 208C0667)	www.amf-France.org
09/04/2008	Communiqué sur : « Résultats Annuels 2007 – Rentabilité en très forte hausse, fruit du recentrage sur l'Edition grand public »	www.medcost.fr
08/04/2008	Projet de Documentation dans le cadre de l'opération de Garantie de cours à l'initiative de Lagardère Active Digital - projet de Note d'information - Projet de Note en réponse	www.medcost.fr www.amf-France.org
31/03/2008	Calendrier de communication financière	www.medcost.fr
30/03/2008	Communiqué incluant : - le rapport procédures internes du Président Exercice 2006 - rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président Exercice 2006	www.medcost.fr www.amf-France.org
30/03/2008	Communiqué incluant - le rapport procédures internes du Président Exercice 2006 - le rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président Exercice 2006	www.medcost.fr

Date	Libellé	Références de publications
29/02/2008	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF : 208D1616)	www.amf-France.org
29/02/2008	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 208D1617)	www.amf-France.org
29/02/2008	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 208D1618)	www.amf-France.org
29/02/2008	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 208D1619)	www.amf-France.org
28/02/2008	Déclaration de franchissement de seuils de Monsieur Laurent Alexandre	www.amf-France.org
28/02/2008	Déclaration de franchissement de seuils et déclaration d'intention de la Société Lagardère Active Digital	www.amf-France.org
18/02/2008	Communiqué sur : « Nouveau record d'audience : 7,2 millions de visiteurs Uniques en janvier 2008 »	www.medcost.fr
15/02/2008	Publication sur Chiffre d'affaires consolidé du 4 ^{ème} Trimestre 2007	BALO N°0801494
15/02/2008	Publication sur Chiffre d'affaires consolidé du 3 ^{ème} Trimestre 2007	BALO N°0801493
11/02/2008	Communiqué sur Chiffre d'affaires consolidé du 4 ^{ème} Trimestre 2007	www.medcost.fr www.boursorama.com
31/01/2008	Information sur les droits de vote janv. 08	www.medcost.fr
31/12/2007	Information sur les droits de vote dec. 07	www.medcost.fr
05/12/2007	Communiqué sur : « Doctissimo dépasse 1 250 000 visites dédoublées par jour – Doctissimo reçoit le Trophée Small Caps 2007s »	www.medcost.fr
30/11/2007	Information sur les droits de vote nov. 07	www.medcost.fr
26/11/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D7135)	www.amf-France.org
26/11/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF (207D7136)	www.amf-France.org
26/11/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D7137)	www.amf-France.org
26/11/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société références AMF (207D7138)	www.amf-France.org
26/11/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D7139)	www.amf-France.org
21/11/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D7017)	www.amf-France.org
21/11/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D7018)	www.amf-France.org
07/11/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D6639)	www.amf-France.org
07/11/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D6640)	www.amf-France.org
07/11/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D6641)	www.amf-France.org
07/11/2007	Communiqué sur : « Doctissimo acquiert MesDiscussions »	www.medcost.fr
31/10/2007	Information sur les droits de vote oct. 07	www.medcost.fr
29/10/2007	Publication sur comptes semestriels et attestation des commissaires aux comptes au 30 Juin 2007	BALO N°0716176
22/10/2007	Communiqué sur Chiffre d'affaires consolidé du 3 ^{ème} Trimestre 2007	www.medcost.fr www.boursorama.com
16/10/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société références AMF (207D6339)	www.amf-France.org
16/10/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D6340)	www.amf-France.org
16/10/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D6341)	www.amf-France.org
16/10/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D6342)	www.amf-France.org
16/10/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D6343)	www.amf-France.org
16/10/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D6344)	www.amf-France.org

Date	Libellé	Références de publications
16/10/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D6345)	www.amf-France.org
16/10/2007	Déclaration de franchissement de seuils de Monsieur Laurent Alexandre	www.amf-France.org
09/10/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D6198)	www.amf-France.org
09/10/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D6199)	www.amf-France.org
09/10/2007	Déclarations des opérations des Dirigeants sur les titres de la société (références AMF 207D6200)	www.amf-France.org
08/10/2007	Déclaration de franchissement de seuils de Monsieur Laurent Alexandre	www.amf-France.org
30/09/2007	Information sur les droits de vote sept 07	www.medcost.fr
24/09/2007	Communiqué sur résultats semestriels au 30 Juin 2007	www.medcost.fr www.boursorama.com
15/08/2007	Publication sur Chiffre d'affaires consolidé du 2ème Trimestre 2007	BALO N°0713141
15/08/2007	Communiqué sur : « Rapport financier semestriel narratif »	www.medcost.fr
08/08/2007	Communiqué sur Chiffre d'affaires consolidé du 2ème Trimestre 2007	www.medcost.fr www.boursorama.com
09/07/2007	Communiqué sur : « Doctissimo acquiert Gyneweb »	www.medcost.fr
30/06/2007	rapport présenté par le Conseil d'Administration exercice 2006 incluant les informations sociales et environnementales.	Greffe Tcom PARIS
30/06/2007	Comptes sociaux exercice 31 Décembre 2006 Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux	www.medcost.fr + Greffe Tcom PARIS Greffe Tcom PARIS
30/06/2007	Résolution d'affectation du résultat 2006	www.medcost.fr + Greffe Tcom PARIS
28/06/2007	Communiqué sur : « Doctissimo : poursuite de la croissance de l'audience »	www.medcost.fr
13/06/2007	Publication des Comptes consolidés exercice 31 Décembre 2006	BALO N°0708481
13/06/2007	Publication des Comptes annuels et Comptes consolidés au 31/12/2006	BALO N°0708481
08/06/2007	Descriptif dans le cadre de son programme de rachat	www.amf-France.org www.medcost.fr
06/06/2007	Communiqué « Medcost devient Doctissimo »	www.medcost.fr www.amf-France.org
25/05/2007	Avis de Réunion pour l'Assemblée annuelle du 06/06/2007	BALO N°0707586
21/05/2007	Communiqué « Doctissimo lance Tout-partout »	www.amf-France.org www.medcost.fr
11/05/2007	Publication sur le chiffre d'affaires du 1 ^{er} Trimestre 2007	BALO N°0705960
03/05/2007	Communiqué sur Chiffre d'affaires consolidé du 1er Trimestre 2007	www.medcost.fr www.amf-France.org www.boursorama.com
30/04/2007	Avis de convocation valant avis de réunion pour Assemblée annuelle du 06/06/2007	BALO N°0705274
26/04/2007	Communiqué incluant : - le rapport procédures internes du Président Exercice 2005 - rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Président Exercice 2005	www.medcost.fr www.amf-France.org
26/04/2007	Communiqué sur les Honoraires versés au Commissaires aux Comptes exercice 2005	www.amf-France.org www.medcost.fr
05/04/2007	Communiqué sur les Comptes consolidés 2006	www.amf-France.org www.medcost.f
19/02/2007	Publication sur le Chiffre d'affaires Consolidé du 4 ^{ème} Trimestre 2006	BALO N°0701732
13/02/2007	Communiqué sur : « Doctissimo dépasse 900 000 visites par jour »	www.medcost.fr

B/ COMMUNIQUE RELATIF AUX HONORAIRES VERSES AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES**DOCTISSIMO**

B 399 444 629 R.C.S. PARIS
 33 rue Raffet, 75016 PARIS
 Eurolist compartiment C : ISIN FR 0000076150

COMMUNIQUE

Paris, le 30 Avril 2008

DECLARATION**Sur les honoraires des commissaires aux comptes Exercice 2007****Honoraires des commissaires aux comptes pris en charge par le groupe (en K€) :****Les Chiffres concernent des montants payés en K€**

Exercice clos le 31/12/2007	CONSTANTIN ASSOCIES		PRESENCE AUDIT & CONSEILS e	
	Montant	%	Montant	%
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	15,00	100,00	15,00	100,00
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels pour les filiales et sous filiales de Doctissimo			–	–
Missions accessoires	0			
<i>Sous-total</i>	15	100,00	15,00	100,00
Autres prestations				
Juridique, fiscal, social				
OSRM				
Audit interne	8,5	100	0	
Autres				
<i>Sous total</i>	0		0	
TOTAL	23,5	100,00	15	100,00

Exercice clos le 31/12/2006	J. PAUGET		M. MEHUT		CONSTANTIN ASSOCIES	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés pour Doctissimo	14,5	100,00	15,00	100,00	0	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels pour les filiales et sous filiales de Doctissimo	–	–	–	–		
Missions accessoires	0					
<i>Sous-total</i>	14,5	100,00	15,00	100,00	0	
Autres prestations						
Juridique, fiscal, social						
OSRM						
Audit interne						
Autres						
<i>Sous total</i>	0		0		8	
TOTAL	14,5	100,00	15	100,00	8	100%

Votre Contact :

Christophe CLEMENT
 Société DOCTISSIMO
 Tel : 01 42 15 08 08
 Email : c.clement@doctissimo.fr

CHAPITRE 8 PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU PRESENT DOCUMENT

A – RESPONSABLE DU DOCUMENT

Monsieur Cédric Tournay, Directeur Général de Doctissimo.

B – DECLARATION DU RESPONSABLE

« J'atteste, que le présent document comporte l'ensemble des informations requises par l'article 231-28 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers et par l'instruction 2006-07 de l'Autorité des marchés financiers dans le cadre de la garantie de cours initiée par Lagardère Active Digital et visant les actions de la société Doctissimo. Ces informations sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Fait, à Paris, le 30 avril 2008

Monsieur Cédric Tournay,
Directeur Général.

